UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

La gestion politique du Burundi au regard des valeurs fondamentales (1962-1991) : essai d'analyse

Nijembazi, Bernard

1994-10
UB, Faculte des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/865

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

R
323.
NIJ.

R
323
NIJ.

Réserve

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

Filière : Sciences Politiques

LA GESTION POLITIQUE DU BURUNDI AU REGARD DES VALEURS FONDAMENTALES (1962-1991) : ESSAI D'ANALYSE.

Sous la direction du
Professeur Bonaventure
BANDIRA

Mémoire présenté par Bernard **NIJEMBAZI** en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire
Filière : Sciences Politiques

Bujumbura, Octobre 1994.

DEDICACE

A mes parents
A mes frères et soeurs
A mes cousins et cousines et
A tous ceux qui ont été victimes
de l'intolérance ethnique.

Je dédie ce mémoire.

AVANT - PROPOS

Au terme de ce travail, il nous est agréable d'exprimer nos ifs remerciements envers toutes les personnes physiques ou morales ui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à sa réalisation.

Nos remerciements vont à l'endroit de tous les professeurs e la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, spécialement à ceux u Département d'Histoire qui se sont dépensés pour notre formation ant morale qu'intellectuelle.

Nous pensons plus particulièrement au Professeur B. BANDIRA ui a bien voulu diriger ce mémoire.
a disponibilité malgré ses multiples occupations, ses conseils ombien pertinents et ses remarques, on ne peut plus judicieux, nous nt été d'une grande utilité.

Nous voudrions également exprimer notre profonde gratitude à 'endroit de Z. NICAYENZI pour avoir accepté de nous accorder une udience d'entretien en rapport avec la gestion politique du urundi, et plus particulièrement d'avoir bien voulu nous révéler es témoignages qu'il a lui-même vécus. Cela nous a servi d'une tilité considérable.

Nos remerciements vont également à l'endroit de BIGIRIMANA ldephonse(MINOS), BARANYIZIGIYE Etienne, NTUNZWENIMANA Ch.Luanga et ANIRAMBONA Venant qui n'ont cessé de nous manifester leur soutien, ant moral que matériel.
t à tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la éalisation de ce travail, nous leur disons merci.

Bernard NIJEMBAZI.

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISEES

1.	B.O.B.	: Bulletin Officiel du Burundi
2.	C.M.S.N.	: Comité Militaire pour le Salut National
3.	C.N.R.	: Conseil National Révolutionnaire
4.	Col.	: Colonne
5.	C.S.R.	: Conseil Suprême Révolutionnaire
6.	Ed°	: Edition
7.	F.C.	: Front commun
8.	FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
9.	J.N.N.	: Jeunesse Nationaliste NGENDANDUMWE
10.	J.R.R.	: Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE
11.	M.P.D.	: Mouvement pour la paix et la démocratie
12.	O.N.U.	: Organisation des Nations-Unies
13.	Op.cit.	: Opere citere
14.	O.U.A.	: Organisation de l'Unité Africaine
15.	PALIPEHUTU	: Parti pour la libération du peuple hutu
16.	PARMEHUTU	: Parti du Mouvement pour l'Emancipation Hutu
17.	P.D.C.	: Parti Démocrate Chrétien
18.	P.D.R.	: Parti Démocrate Rural
19.	P.E.P.	: Parti pour l'Emancipation du peuple
20.	P.P.	: Parti du peuple
21.	P.R.P.	: Parti pour le Reconciliation du Peuple
22.	RADDES	: Ralliement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social
23.	R.T.N.B.	: Radio Télévision Nationale du Burundi
24.	S.C.B.	: Syndicats Chrétiens du Burundi
25.	S.D.	: Sans date
26.	U.F.B.	: Union des Femmes Burundaise
27.	U.J.R.B.	: Union de la Jeunesse Révolutionnaire Burundaise
28.	U.P.P.	: Union des Partis Populaires
29.	UPROHUTU	: Union pour le Progrès Hutu
30.	UPRONA	: Unité pour le Progrès National
31.	U.R.S.S.	: Union des Républiques Socialistes Soviétiques
32.	U.S.A.	: United States Of America
33.	U.T.B.	: Union des Travailleurs du Burundi

INTRODUCTION GENERALE

La gestion politique du Burundi indépendant s'inscrit dans leux dimensions quasi contradictoires :

- dimension néo-patrimoniale
- dimension moderne

a première approche nous fait remarquer que certains acteurs olitiques se sont révélés incapables de servir l'intérêt général ; insi, ils se sont lancés dans la recherche de leurs intérêts articuliers, d'où la quasi absence du "sens du bien commun" ou de 'intérêt général.

La deuxième approche montre que le Burundi indépendant a onnu d'autres acteurs politiques qui se sont faits remarquer pour eurs efforts de construction et de consolidation de l'Etat urundais.
ela a été surtout observé lors des cinq ou six premières années du égime BAGAZA où l'on a effectivement doté le pays des outils d'un tat moderne (certaines infrastructures socio-économiques furent ises en place).

Malgré tout cela, il est impérieux de souligner que la estion du pays n'a cessé de connaître des crises politiques, les nes plus manifestes que d'autres. Partant de cela, il nous est pparu indispensable de tenter une analyse de la manière dont le ays est géré (politiquement) depuis l'indépendance jusqu'à 'adoption de la Charte de l'Unité en nous limitant essentiellement ur quelques valeurs politiques (fondamentales) qui ont fort ontribué à l'édification de l'Etat Burundais.

1. Choix et intérêt du sujet

C'est suite aux événements de Novembre 1991 qu'une éditation sur ce carnage devenait, pour nous, une nécessité ncontournable.
aisant recours à l'histoire du Burundi, une telle barbarie, pas du out récente, trouve son explication dans le contexte socio-olitique de ce pays.

Toute l'Afrique, et le Burundi en particulier, a connu de els actes primitifs surtout à la veille de l'indépendance et se ont même reproduits après l'acquisition de l'indépendance.
artant de cela, beaucoup d'interrogations surgissent :

- pourquoi de tels actes primitifs pour un Etat supposé moderne ?
- quelles sont les causes et les conséquences de cette barbarie sur le plan socio-politique ?

De tout cela, nous avons constaté que la gestion politique u Burundi est toute une problématique qu'il faut analyser pour mettre à nu " les raisons essentielles de cette négation de l'Etat, out en veillant à faire remarquer le respect réservé à chacune des aleurs fondamentales ; car, dit-on, c'est par ces dernières que le urundi, en tant qu'Etat-Nation, fut édifié.
ela va, donc, nous permettre d'apprécier la façon dont chaque égime politique s'est pris pour consolider l'Etat burundais et de endre compte les causes et les conséquences des malheurs qu'a connu e Burundi depuis l'indépendance.

2. Délimitation du sujet

Sujet très vaste, il nous est apparu indispensable de le élimiter sur le plan spatio-temporel bien précis. Le choix du urundi n'est pas du tout gratuit. D'abord, ce pays, difficilement epérable sur le globe terrestre, se fait régulièrement parlé, à ause essentiellement des déchirements interethniques qui se font ouvent remarqués.

Toujours en ébullition, ce pays est ensuite mal connu à 'étranger ; Certains croient que le Burundi est une sorte de uperposition d'ethnies.
r, la réalité est autre. Ce petit pays accuse une homogénéité ulturelle et linguistique.
e plus, ces différentes composantes de la population ne se istinguent pas non plus par la territorialité. Au vu de tout cela, e Burundi devient extrémement intéressant comme objet d'étude ; car on évolution politique va à l'encontre de ses réalités socio-ulturelles.

La délimitation temporelle, quant à elle, s'explique par eux raisons fondamentales :
a date du Ier juillet 1962 correspond au recouvrement de la ouveraineté nationale, c'est-à-dire qu'à ce moment, l'Etat urundais venait de renaître. Cette date, immémoriable pour ce euple burundais qui se veut libre et responsable de son destin, onstitue une référence dans toutes nos recherches.
a date du 05 février 1991 (adoption de la Charté de l'Unité) est, our nous, d'une même signification politique que celle de 'indépendance. Dans ce cadre, elle devait symboliser la deuxième ictoire du pays.

De plus, cette date constitue une référence d'autant plus u'elle attire l'attention de tout analyste du phénomène burundais crises à répétition), qu'il y a eu à ce moment précis une volonté olitique manifeste dont le but essentiel était d'enterrer la "hache e guerre", si l'on en croit aux prétentions politiques du régime UYOYA.

3. Méthodologie du travail et les problèmes rencontrés

La démarche empruntée pour réaliser ce travail est très imple.
l a fallu produire des arguments, des preuves, des raisonnements usceptibles de rendre crédible ce travail. Pour y parvenir, 'emploi des ouvrages généraux et spécialisés, des rapports sans ublier le recours à l'analyse de certains discours politiques a été 'une impérieuse nécessité.

A ces lectures s'ajoutent les enquêtes menées en Mairie de ujumbura car il nous a semblé indispensable de compléter ces ocuments écrits par d'autres preuves.

Cependant, au moment où nous avons décidé de mener les nquêtes, c'était au mois de décembre 1993, nous nous sommes heurté pas mal de problèmes ; car beaucoup de gens parmi les enquêtés 'ont pas voulu nous remettre les questionnaires d'enquêtes, 'autres nous ont refusé leur identification.

ais, il faut souligner que le gros de témoignages récoltés auprès e certains personnages de la Capitale (Bujumbura) concordent quant la façon dont le pays a été géré.
'est donc par cette démarche que nous avons pu réaliser ce travail e fin d'études supérieures.

4. Articulation du sujet du travail

Ce travail s'articule sur quatre principaux chapîtres récédés par le chapitre préliminaire.
e chapitre préliminaire nous fait savoir comment la Nation urundaise fut édifiée et les raisons de sa pérennité.
'est dans cette perspective qu'il s'est avéré important de ouligner certaines valeurs qui ont fort contribué à cette dification.
l s'agit entre autres de :

- l'Ubushingantahe,
- l'Unité Nationale
- la Justice Sociale,
- le Travail et
- la Démocratie.

Ce choix thématique n'est pas gratuit. C'est par une lecture initieuse de l'histoire politique du Burundi que nous avons pu écouvrir que l'Etat burundais s'est construit et cherche même à se onsolider sur base de quelques valeurs politiques dont une rédominence manifeste de ces valeurs précitées.

A côté de cela, il nous est apparu indispensable 'appréhender notre sujet de mémoire en mettant en relief ces aleurs, car à un moment de l'histoire (à la veille ou la période 'après l'indépendance), certains mouvements officiels (comme le .P. à la veille de l'indépendance et quand il a refait surface en 965) ou clandestins (cas du PALIPEHUTU après les événements de 972) n'ont cessé de se montrer acteurs de la désagrégation et de la ation et de l'Etat ; cela s'est d'ailleurs manifesté par des uerres fratricides.

ela nous a donc poussé de nous limiter sur les cinq valeurs pour aisir les raisons profondes de cette négation de l'Etat régionalisme, ethnisme...) observée ici et là.

Le Ier chapitre, qui traite le régime monarchique sous le urundi indépendant, nous montre le climat politique malsain qui 'est installé après l'assassinat du P.L RWAGASORE, héros de 'indépendance
ais cette situation s'est sérieusement empirée après la mort du remier Ministre P. NGENDANDUMWE, car en octobre 1965 il y a eu entative du putsch ethnique qui s'est d'ailleurs soldé aux assacres des Tutsi de Muramvya. Suite à ce climat d'insécurité, le êve d'instaurer un régime républicain commença à se manifester dans as mal d'intellectuels burundais. Et ce rêve fut réalisé par un oup d'Etat militaire le 28/11/1966.

Le IIe chapitre nous montre que le régime MICOMBERO, qui a romis la moralité politique dans la gestion des affaires de l'Etat, 'est, par effet de dérapage, caractérisé par des crises ramatiques.

Le IIIe chapitre nous fait remarquer la détermination qui a aractérisé le régime BAGAZA pour redresser la Nation burundaise ans tous les domaines de la vie du pays.
ais hélas, il y eut retournement de la situation et le peuple urundais fut soumis à la "loi du silence".

Le IVe chapitre, quant à lui, nous fait remarquer les bonnes ntentions du régime BUYOYA pour reconstruire l'Etat burundais.
ertes, il n'a cessé d'être objet de contestation, c'est le cas par xemple de la crise d'août 1988.

HAPITRE PRELIMINAIRE : DEFINITION ET IMPORTANCE DES VALEURS FONDAMENTALES

A. Définition des valeurs fondamentales

Tenant compte du contexte socio-politique Burundais, on istingue cinq valeurs fondamentales qui ont profondément marqué la ociété burundaise :

1 s'agit entre autres de :
- l'ubushingantahe,
- l'unité nationale
- la justice sociale
- le travail et
- la démocratie.

Les deux premières valeurs sont à la base de la création de 'Etat Burundais et ont même assuré sa pérennité.
'est ensuite grâce aux trois dernières qu'on a pu consolider l'Etat urundais en même temps que les deux premières se renforçaient et se onfirmaient.

Notons cependant que la démocratie (même si elle est 'inspiration occidentale), en tant que valeur politique, a été écue sous le Burundi indépendant bien qu'elle existait en tant que aleur sociale. Et c'est au sein de l'institution des Bashingantahe u'on l'a réellement connue.

Selon les époques et les régimes politiques, il y a rédominence de telle valeur politique au détriment de telle autre u purement et simplement la combinaison de plusieurs d'entre elles. ela reviendrait donc de s'interroger sur le rapport qu'il y a entre 'action politique et ces valeurs.

Mais quel est au juste le sens de ces différentes valeurs ui ont le plus marqué la vie politique du Burundi et qui sont le ondement même de la société burundaise.

1. L'Ubushingantahe.

En tant que valeur, l'Ubushingantahe a contribué à une volution harmonieuse du Burundi. Cette valeur peut être transmise à out âge dans le cadre de l'éducation sans toutefois recourir à la iolence.

Selon A. NTABONA, parler de l'ubushingantahe reviendrait à ouligner les qualités (quelques peu idéalisées) dont dispose 'umushingantahe (détenteur de cette valeur) : la maturité humaine, e sens de la vérité, l'intelligence aigüe, l'amour du travail, le ens de la justice...; bref le sens de la responsabilité tant ociale que morale.

Gardien de la paix sociale, l'umushingantahe, de par sa eponsabilité sociale, veillait à la sauvegarde de l'intérêt énéral.
insi, l'édification de la Nation burundaise fut faite à travers outes les collines du pays en respectant le code de la vie tel u'il était accepté par les Burundais. Et grâce à l'institution des ashingantahe, ily a eu l'équilibre politique ; car différents embres de cette institution avaient la tâche, non seulement 'arbitrer les conflits, mais également de servir de conseil à tous es niveaux de la sphère politico-administrative.

Certes, le chambardement des structures socio-politiques péré par l'administration coloniale a désagrégé cette valeur et n'a essé de s'aggraver même après l'indépendance.
ce propos, L.KAGABO souligne que le statut d'umushingantahe reste ctuellement controversé de par la montée de l'anonymat, de 'individualisme et par voie de conséquence, on ne fait plus recours de tels personnages(1).

Malgré son importance incontestable, on a vu, sous le régime e la IIe République, renforcer la crise de cette institution en upprimant l'investiture "UKWATIRWA". Pour les autorités d'alors, il audrait une discipline dans la gestion des richesses familiales ; r l'investiture "UKWATIRWA" symbolisait, pour eux, le "gaspillage" 'où raison de sa suppression.

Cette mesure prise est un signe évident d'un antidémocrate ; ar si on était attaché à cette valeur, les décideurs du régime de a IIe République auraient dû proposer une autre procédure pour ntrer dans ce prestigieux corps.

---

1) KAGABO,(L.) , La problématique des valeurs au Burundi in Au Coeur de l'Afrique, Bujumbura, 1992, Tome L x n° 4, p.549.

C'est sous le régime de la IIIe République qu'on a éactualisé cette institution des Bashingantahe et l'opinion selon aquelle l'ancienne procédure reste meilleure pour accéder à ce restigieux corps a été entendue autour des années 92-93.

Regroupant les membres issus des milieux Hutu et Tutsi, ette institution des Bashingantahe représentait un pilier essentiel u système socio-politique burundais, car c'est grâce à elle que 'équilibre politique et l'harmonie sociale furent sans conteste. l est de plus à noter que cette institution, même si elle est ubordonnée à une certaine hiérarchisation, était caractérisée par n cachet d'unité.

2. L'unité nationale

D'après le "Rapport de la Commission Nationale chargée 'étudier la question de l'Unité Nationale", l'Unité Nationale est n réseau de relations plus ou moins complexes, tissées de proche en roche par des individus à la fois semblables et différents, mais anctionnées par un pacte plus ou moins conscient que l'on vive à ravers des symboles pour s'assurer mutuellement une vie de bonheur t de prospérité dans la sauvegarde de l'intérêt général.

Depuis longtemps, le Burundi jouissait d'une forte cohésion ui a permis aux différentes composantes de la population burundaise 'ériger une Nation à l'abri de toutes formes de division ; malgré ertains phénomènes qui ont perturbé l'organisation intérieure : ebellions, conflits entre princes, etc, l'unicité de la Nation n'a amais été mise en question.

Ainsi, le Roi (MWAMI) régnait sur tout le territoire ational et était considéré comme Père de la Nation (Sebarundi). ette unité se caractérisait également dans l'usage de la même angue (le KIRUNDI) et dans la croyance en un même Dieu (IMANA). . cela s'ajoutait l'esprit de la solidarité et d'entraide (IKIBIRI, GUTERERA...). A ce propos, T.NSANZE souligne l'osmose ethnique(2) ui a fort caractérisé le Burundi suite aux unions maritales mixtes.

2) NSANZE,(T.), L'édification de la République du Burundi au carréfour de l'Afrique, Remarques Africaines, Bruxelles, 1970, p.15

Mais en quoi sont dues ces diverses formes de division qu'a onnues (et continue de connaître) le Burundi ?
elon toujours, T.NSANZE, les diverses formes de division prennent rigine dans l'effet de la colonisation et dans l'intérêt égoïste ui a caractérisé cèrtains acteurs politiques burundais.

C'est à la veille de l'indépendance et après que certaines rganisations politiques (UPROHUTU, P.E.P., P.P...) cultivaient des déologies racistes en incitant les gens à la haine ethnique.
'est ainsi que le P.P. par exemple allait jusqu'à préconiser les uotas ethniques dans les secteurs socio-professionnels(3).

Malgré ce phénomène ethnique observable surtout à partir des nnées 1960, il n'y a aucun critère objectif pouvant réellement istinguer le Hutu du Tutsi.
ais pourquoi donc les opposer arguant que les Hutu sont autochtones t les Tutsi envahisseurs sans aucune preuve, même celle de la radition orale ?
eux qui le font n'ont qu'un seul souci : faire triompher leurs mbitions personnelles d'où raison de cultiver et d'entretenir 'idéologie raciste.

Même si l'on risque de confondre l'histoire politique du urundi aux différents défis socio-politiques, l'unité nationale 'est toujours révélée comme une réalité vivante.
cet effet, l'adoption de la Charte de l'Unité Nationale (le 05 évrier 1991) semble attester que les Barundi sont attachés à la ohésion nationale et ont manifesté une volonté de la renforcer.

Malheureusement, cet attachement à la cohésion nationale est ctuellement mis en doute, car dès l'assassinat du Président NDADAYE t ses proches collaborateurs (le 21 octobre 1993), il s'en est uivi des massacres inter-ethniques avec une ampleur nationale sans récédent.

---

3) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission Nationale Chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1989, p.65

e cette situation dramatique, d'aucuns s'interrogent s'il n'y urait pas eu de tricherie politique quant à l'adoption de cette harte de l'Unité Nationale.

3. Le travail

D'après le Dictionnaire Petit Robert, le travail est un nsemble des activités humaines coordonnées en vue de produire ou de ontribuer à produire ce qui est utile. Dans ce sens, le travail, ource du progrès, devient beau et noble pour l'homme.
e travail est donc le seul moyen capable de permettre à tout un euple de connaître un progrès économique et social.

Dans la Société burundaise, quelle place a-t-on réservé à ette valeur ?
n analysant le contexte socio-culturel burundais, certains défis au rogrès ont été développés ; il a fallu l'avénement de la IIe épublique pour les combattre sérieusement et surtout pour instituer fficiellement le culte du travail.
'est dans cette même perspective que le Président BAGAZA annonce la olitique de "compter sur nos propres forces".
ette politique a connu des résultats, on ne peut plus atisfaisants.

Grâce à la réactualisation de cette valeur, l'esprit onservateur ou l'idée de jouissance, de paresse ou de fénéantise ui était développée depuis longtemps fut combattu sans merci.
t pour la première fois, une épargne intérieure (en espèces ou en ature) fut instituée.
insi des réalisations socio-économiques, comme les infrastructures outières, les écoles, les projets de développement et autres, ont té remarquables. Par la mise en place de certaines infrastructures omme les projets de développement,l'encadrement du peuple pour son ropre développement fut assuré ; on est même arrivé à déraciner oute tendance à la fatalité, au nihilisme et à la résignation.

Comme le Burundi est un pays sous-développé, tout effort our le développement doit se faire dans l'esprit de la justice ociale, c'est-à-dire que l'Etat doit toujours veiller à l'équilibre égional.

insi la répartition des biens et services doivent se faire dans ce ême esprit.

4. La justice sociale

Selon le "rapport sur la démocratisation des institutions et e la vie politique au Burundi", parler de la justice sociale eviendrait à souligner l'égalité en matière de satisfaction des esoins fondamentaux.
ette égalité devient possible si l'Etat intervient dans la épartition du revenu national entre les membres de la société.
ela suppose qu'il faut au préalable une solidarité nationale pour eiller à ce qu'il n'y ait pas de laissés pour compte.

Même si cette valeur a véritablement marqué le Burundi, la açon dont on l'a vécue (avant le régime BAGAZA) reste fort ritiquable.
e ce fait, le régime de la IIe République s'est montré déterminé à ibérer le peuple burundais de toute forme d'exploitation et 'oppression.
insi, on entama une lutte acharnée contre toute forme d'injustice ociale. L'"Ubugererwa" (clientélisme foncier) et l'"ubugabire" lientélisme pastoral) furent abolies et l'on parlera plus d'impôt e capitation.

Certes, la corruption a toujours persisté, c'est d'ailleurs ourquoi, la mauvaise répartition des biens et services fut anifestement observée.
e plus, il est à constater que peu d'efforts sont déployés pour edresser le déséquilibre régional.

Face à une telle situation, que faudrait-il faire ? Comme 'a souligné G. VEDEL pour le Maroc de HASSAN II, il faut adopter ne politique continue de "régionalisation" pour, finalement, tténuer les écarts entre régions quant au niveau du développement.
l faut ensuite éviter toute politique d'exclusion, sinon on ssistera à une sorte de suspicion qui conduit, la plupart de fois, une dérive politique et sociale.
l faut également engager une lutte sans merci contre tout esprit 'intrigue ou de coulisse.

Aussi, dit-on, la justice sociale aura des assises solides uand l'Etat sera réellement au service de la Nation et non 'inverse.
our la réussir, la transparence doit s'exiger dans tous les ecteurs de la vie nationale d'où la nécessité de démocratiser tout e pays.

5. La démocratie

Ethymologiquement, le terme démocratie vient de deux mots recs : Demos (peuple) et Kratein (gouverner). D'après une formule élèbre, la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple t pour le peuple. Mais, à la suite des bouleversements politiques bservés dans le monde après l'effondrement de l'U.R.S.S.,d'aucuns 'interrogent sur le sens et la finalité de la démocratie ; car, it-on, tout se fait au nom de la démocratie.

Pour l'Afrique, parler de la démocratie reviendrait, pour ertains, à souligner les moyens à mettre en oeuvre pour accéder au ouvoir, aux richesses et aux privilèges.
our d'autres, et c'est un constat malheureux, la démocratie est ource de désordres et d'insécurité. D'autres encore l'appréhendent omme une fin en soi et n'hésitent même pas à la réduire à ses ègles et à ses instruments de fonctionnement.

Que dire donc de cette démocratie africaine ?
elon certains analystes, beaucoup de variables doivent être ssociées pour une réelle démocratisation. Pour G. ALMOND par xemple, la démocratie n'est possible sans développement.
e cette vision pessimiste, il est recommandable pour l'Afrique 'éviter toute forme de mimétisme occidental ; c'est-à-dire penser à a redéfinition de la démocratie (démocratie constructive) avec des inalités bien précises.

Cette démocratie doit avoir comme fondement les quatre aleurs précitées et préserver l'indépendance et la souveraineté ationale (4).

---

4) Commission Constitutionnelle, Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, 1991, p.p. 19-20

our cela, la démocratie doit se caractériser par le "dialogue et la oncertation" et répondre, en outre, aux réalités socio-culturelles e chaque pays.

Qu'en est-il de la démocratie au Burundi ?
près l'accession du Burundi à l'indépendance (le Ier juillet 1962), 'expérience démocratique n'a cessé de connaître de sérieuses ifficultés malgré l'existence d'institutions d'allure démocratique cela s'est fait surtout remarquer sous la monarchie onstitutionnelle). Au cours de la monarchie constitutionnelle, on a ssisté à un "non respect du préscrit des textes législatifs et de a loi d'où instabilité politique, intolérance et violence à la lace de la solution des conflits par des moyens pacifiques"(5).

Alors que la séparation des pouvoirs était bien reconnue ous la monarchie constitutionnelle, le premier homme fort de l'Etat épublicain confisqua tous les pouvoirs.
'est sous le régime de la Ière République que l'on a vécu longtemps ans constitution (de 1966 à 1974).
lors qu'on avait promis de restaurer la paix et l'unité nationale ntamées par les événements de 1965, on a vu réapparaître les tares u régime monarchique qui ont d'ailleurs occasionné la crise de 'autorité.

C'est sous le régime de la IIe République que la pratique émocratique fut une réalité ; mais, hélas, à peine cinq ans après, lle ne tarda pas à s'estomper. Cela s'est fait remarqué même au iveau des textes législatifs, car selon la constitution de la IIe épublique promulguée en novembre 1981, il était reconnu au résident de la République de désigner 1/5 des membres de 'Assemblée Nationale (6).
ela nous montre qu'aucune loi ne pouvait passer sans son aval.
insi, il venait de se rendre dictateur.

---

5) Commission constitutionnelle, Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, 1991, p.28

6) Rép. du Burundi, Constitution de novembre 1981, article 43, alinéa 2

C'est sous le régime de la IIIe République qu'un réel processus démocratique fut amorcé.
On a vu, au début du régime, instituer le principe de "dialogue et de concertation" et les débats politiques sur les questions épineuses, en l'occurence l'unité nationale, furent organisées. De ces débats, il en est sorti deux textes fondamentaux : la Charte de l'Unité Nationale et la constitution fondée sur le multipartisme.

Hélas, la catastrophe qui s'est abattue sur le Burundi trois mois après l'investiture du Président NDADAYE a provoqué de vives critiques à l'endroit du régime BUYOYA. Celui-ci est accusé d'avoir précipité le processus démocratique et de n'avoir pas appliqué convenablement le code pénal pour tous ceux qui violaient les lois burundaises.

B. Importance des valeurs fondamentales.

Le Burundi, en tant qu'Etat-Nation, a été édifié sur base des valeurs fondamentales.
L'importance de l'une ou l'autre valeur fondamentale (déjà définie), s'est révélée capitale au niveau de l'organisation de l'Etat burundais et surtout quand la lutte pour l'indépendance fut engagée.

1. Sous le Burundi ancien

Le Burundi ancien (celui d'avant la domination étrangère) s'est caractérisé par un pouvoir hiérarchique et dont le MWAMI (Roi) était l'institution suprême du pays.

- Le Mwami et les valeurs

Le Ier Mwami connu - Ntare Rushatsi - aurait accédé au pouvoir vers 1700.Un cycle quartenaire régissait la succession royale NTARE-MWEZI-MUTAGA-MWAMBUTSA. Il régnait sur tout le pays,son pouvoir, incontesté(7) de personnes, était au-dessus de toutes les tendances ethniques, régionnales et claniques.

---

(7) Cependant, il y a eu des rivalités entre deux sous-clans de la famille royale : Abatare contre Abezi, mais personne n'a remis en cause l'unité politique du pays.

Il était considéré comme source de vie de tout le royaume, arant de la fécondité et de la prospérité. Son pouvoir reposait ssentiellement sur trois éléments à savoir :

- les capacités guerrières,
- la vénération religieuse et
- les solidarités lignagères.

a conjonction de ces trois logiques, caractéristiques de 'institution royale, s'est affirmée tout particulièrement avec le er Roi du Burundi qui institua la dynastie GANWA.

Mais sur quoi était fondé la légitimité du Mwami ?
'ayant jamais été présenté comme tyran, le Mwami tirait sa égitimité dans les diverses valeurs auxquelles on s'est toujours éféré pour construire ou consolider l'Etat burundais ; celles-ci taient le fondement même du pouvoir royal, selon la croyance opulaire.

Le Mwami, Ier responsable politique, devait gérer le pays ans l'esprit d'ubushingantahe (honnetété, sagesse, lairvoyance...); à ce titre, il s'entourait des bashingantahe conseillers) pour bien le gérer.
erviteur de l'intérêt général, le Mwami, selon la croyance opulaire, était considéré comme "Père de la Nation". Cela nous ontre donc que les valeurs politiquement entretenues répondaient éellement aux diverses aspirations du peuple.

Ne pouvant pas tout faire, le Mwami (source du pouvoir) hoisissait les membres de son entourage et désignait les chefs (ses ieutenants) pour ensuite les affecter sur tout le territoire ational.
1 était donc épaulé par les ABAGANWA (aristocratie princière), les BANYAMABANGA(aristocratie politico-religieuse) et les ABASHINGA-TAHE (autorités arbitrales).

- Abaganwa

Issu de la famille royale, le Muganwa (prince) était le eprésentant direct du Mwami dans sa chefferie. Comme le Mwami, il isposait des pouvoirs énormes mais limités exclusivement dans sa hefferie.

l s'agit entre autre du pouvoir judiciaire, du pouvoir militaire...

Le Muganwa devait, lui aussi, gérer son unité administrative ans l'esprit d'ubushingantahe. Jamais, il ne pouvait remettre en ause l'unité et l'intégrité du territoire.
omme le Mwami, il incarnait, dans sa circonscription, en plus de 'ubushingantahe, la justice sociale. C'est d'ailleurs pourquoi tout rundais, lésé dans ses droits, faisait recours, s'il le juge écessaire, à ce personnage pour être rétabli dans ses droits.

En guise de reconnaissance de son chef hiérarchique, le uganwa se présentait à la cour, au moins une fois l'année, pour endre hommage au Roi et faire rapport de la gestion de sa nefferie. Cet hommage régulièrement rendu au Mwami par les princes abaganwa) est un signe manifeste de la fidélité et de l'unité olitique.

- Abanyamabanga

Leur rôle était d'assurer la cohésion idéologique de la oyauté en perpétuant les rites initiatiques royaux. Ces onservateurs des secrets de la royauté étaient les grands esponsables royaux, des rites d'accession au pouvoir, des rites unéraires et de l'organisation des grandes fêtes monarchiques comme '"umuganuro"(8).

Dans la mémoire collective, l'Etat était organisé autour des orces du sacré. Les banyamabanga étaient la base même de la ontinuité de l'Etat et pour cet effet l'unité politique était oujours garantie.

---

8) Fête des semailles qui devait avoir lieu au mois de décembre ; lors de cette fête, toute la classe politico-administrative devait impérativement se présenter à la cour pour témoigner la fidélité au pouvoir royal.

En plus de tout cela, il revient à souligner la place éservée au travail. Dans la vie politique du pays, le travail avait ne place de choix.

La preuve en est que le Mwami jouait un rôle de "manager". 'est ainsi qu'il intervenait dans la programmation des cultures en hoisissant la date des semailles. Et lors de la mort du Mwami, la ie économique devait s'arrêter jusqu'à l'intronisation du nouveau oi.

- Abashingantahe

Caractérisés par le culte de la vérité, le courage, 'honneur, le dévouement et le sens élevé de la responsabilité, les ashingantahe sont des hommes qui ont assuré la pérennité de la ation burundaise à travers toutes les collines en faisant respecter e code de la vie tel qu'il était accepté par les Barundi.
es Bashingantahe étaient donc de véritables gardiens de la paix ociale.

Pour entrer dans ce prestigieux corps, une procédure 'approbation sociale s'imposait ; celle-ci devait se terminer par ne cérémonie d'investiture "UKWATIRWA".
e genre de plebiscite populaire s'assimilait à une véritable émocratie car un simple refus suffisait pour tout remettre en uestion.

Issus des différents lignages (Hutu ou Tutsi) occupant haque colline, ce corps de conseillers et d'arbitres représentait n pilier essentiel du système politique burundais.
t pour bien administrer, le Mwami, le Chef ou le Sous-Chef 'entouraient des membres issus de ce même corps.

Même si l'intégration de toutes les composantes de la opulation dans le fonctionnement de l'Etat est apparemment sans onteste, les Batwa(9) n'étaient pas politiquement intégrés.
e cette marginalisation, peut-on parler d'unité nationale alors que a gestion du pays n'a jamais intéressé les Batwa ?

---

9) Une des trois composantes de la population burundaise.

D'un oeil très attentif, cette marginalisation n'est pas de
rime abord le fait des autorités politiques.
ous le régime BAGAZA (1976-1987) par exemple, une politique d'inté-
ration nationale fut amorcée en adoptant une politique de
colarisation de tous les enfants à l'âge d'être scolarisé ; hélas,
eu de Batwa ont répondu favorablement à cet appel.

L'explication se trouve peut-être au niveau psychologique.
es Batwa se marginalisent eux-mêmes car, vis-à-vis des Bahutu et
es Batutsi, ils se prennent comme des enfants et manifestent une
béissance presque parfaite et la plupart de fois s'attribuent le
om d'un clan bien précis. C'est le cas par exemple du clan des
ANYAKARAMA.

Face à cette situation, il revient aux autorités politiques
'arrêter certains projets qui favoriseront l'intégration des Batwa
inon ils peuvent demain remettre en cause l'unité nationale,
ongtemps entachée par des conflits permanents entre Hutu-Tutsi.

C'est donc grâce aux diverses valeurs fondamentales qu'on a
u assurer la pérennité de la Nation et édifier le pays tel qu'on le
onnaît aujourd'hui.
alheureusement, la domination étrangère plongera le Burundi dans la
rise de ses valeurs et il faudra attendre les années 1956-1960 pour
es ressusciter et s'en servir pour se libérer du joug colonial.

2. <u>Le Burundi sous la domination étrangère</u>

Ayant trouvé au Burundi un système politique original et
erformant, l'autorité administrante s'est mise à détruire le tissu
ocio-politique pour bien asseoir son pouvoir - cela s'est surtout
ggravé sous la domination belge.
our se rendre réellement maître du Burundi, il a fallu que les
olons belges appliquent le principe de "diviser pour règner".

C'est par ce principe que des pratiques discriminatoires
urent instaurées et entretenues.
u niveau de la population, par exemple, il y eut la mise en place
u système d'identification ethnique.
insi, tout Burundais fut enfermé dans une "coquille tribale" plutôt
rtificielle que naturelle.

Non content d'avoir adopté ce système d'identification thnique, le mandataire belge (1922-1946) s'en prend à manipuler le ouvoir royal en le vidant de son fondement idéologique : uppression du rite d'umuganuro.
'est surtout avec la réforme administrative (de 1926 à 1933)- elle onsistait à maintenir en place des autorités traditionnelles presque exclusivement GANWA), au regroupement des chefferies et à dopter une politique paternaliste à l'égard des autorités outumières - inspirée par l'idéologie féodalo-raciste, que 'institution monarchique fut dénaturée : les Hutu comme les Tutsi urent exclus ou tout simplement sous-représentés.

Par cette réforme, les relations entre dirigeants et dirigés eviennent plus coercitives qu'amicales. Ainsi, cette réforme put ermettre à l'autorité administrante d'avoir une mainmise sur la ation toute entière.

En novembre 1959, le pouvoir tutélaire (1946-1962) décida ne nouvelle réorganisation administrative. Son but essentiel était a suppression des chefferies, la transformation des chefs en imples fonctionnaires sans mandat politique et les sous-chefferies grandies en communes dirigées par les bourgmestres qui affecta oulourеusement la Nation burundaise. Le but avoué à l'O.N.U. était ne simple transformation "démocratique" de la société.

Cette justification revêt le caractère ironique et mensonger ar, le colon ne voulait que créer un vide politique pour des fins on avouées : rester au Burundi pour un délai prolongé.
'est ainsi que le pouvoir colonial décida de se défaire de son llié d'hier (GANWA) pour un nouvel allié (HUTU). La preuve est que e pouvoir tutélaire a appuié matériellement les partis ivisionnistes dont le P.P. où le colon A.MAUS fut le promoteur et e conseiller principal (10).

---

10) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale
Bujumbura, 1989, p. 64.

3. L'éveil du nationalisme et lutte pour l'indépendance

C'est autour des années 1956 qu'on a vu naître l'éveil du ıtionalisme.
ı effet, à peine rentré des études, le Prince Louis RWAGASORE édigea en 1956 un mémorundum réclamant une constitution pour le ırundi. Ce fut l'entrée du P.L RWAGASORE sur la scène politique.
:and qu'il était, RWAGASORE s'engagea ouvertement, dès 1958, à ıtter pour libérer son peuple du joug colonial.

Alors qu'avant 1958, il n'y avait pas d'organisations ɔlitiques autochtones ; voilà que subitement apparaît tout un ɔisonnement de partis politiques dont la plupart d'entre eux n'ont ème pas de programme clair.
ı 1960, l'administration coloniale en a agréé 23 dont 4 avaient une ssise nationale (UPRONA, P.D.C, P.D.R et P.P.).

Ne pouvant pas mener seul une lutte politique, RWAGASORE écida la création du Parti UPRONA (en 1958) qui a oeuvré dans la landestinité avant son agréement le 7 janvier 1960.
'un charisme exceptionnel, RWAGASORE, appuyé par son Parti, est arvenu à avoir une adhésion massive des militants de toute tendance ethnique et régionale) à sa cause: L'indépendance immédiate.

Comme la Tutelle belge se rendait compte du danger u'allait lui faire subir l'UPRONA, le pouvoir tutélaire fit tout our contrecarrer le processus de décolonisation.
our y arriver, il a fallu créer un cadre politique bien approprié.
insi le Front Commun (F.C.)- cartel des partis hostiles à l'UPRONA ont le chef de file était le P.D.C. - fut constitué.
ar la logique divisionniste, le F.C., enfant chéri du pouvoir utélaire, a bénéficié d'un appui matériel et financier pour la ropagande.

Cette action divisionniste s'est surtout manifestée dans 'encouragement et dans l'organisation des partis tribalistes.
e cas le plus frappant est celui du P.P. où son conseiller rincipal A. MAUS a publié le 11 novembre 1959 dans "Dépêche du wanda-Urundi" que :

<< "Le problème fondamental du Burundi était le même que celui du Rwanda à savoir le "problème Hutu-Tutsi" Il parle de "retard culturel Hutu", de "travail servile", de "régime foncier injuste",de "tribunaux Tutsi partiaux", de "mépris du Mututsi en vers le Muhutu">>(11).

'un oeil très vigilant, on remarque une politique délibérée de ɔulever les Bahutu contre les Batutsi.
ce propos, les termes de H.P. CART parus dans l'article de J.P. ABANEL viennent confirmer cette situation :

<< A la veille de la préparation de l'indépendance, le Burundi se retrouve désarticulé : les structures traditionnelles ont cédé sur certains points, se sont, au contraire, renforcées sur d'autres, si bien que l'équilibre est rompu et que le retrait de la puissance coloniale va libérer les antagonismes anciens qui, mêlés à de nouvelles solidarités, rendront fort mouvementée l'histoire contemporaine du Burundi.>>(12).

partir de ce moment, la variable ethnique prend de la consistance t acquiert une matérialité qui fera partie de la vie politique urundaise.

Face à un tel climat plein de désespoir, RWAGASORE s'engagea combattre tout semeur de discorde et de zizanie. Et pour combattre éellement toute forme de division, il a fallu d'abord dénoncer ɔute démarche du colon A. MAUS appuyée par l'administration utélaire en ces termes :

<< Après la scène rwandaise, un certain MAUS se retrouve sur la scène urundaise ; avec les mêmes faits, les mêmes mots parcourant le Burundi, excitant, suggérant, intriguant>>

---

11) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale,Bujumbura,1989, P.64
12) PABANEL,(J.P), Le Burundi. Un Etat d'origine traditionnelle dans MEDARD,(J.F), Etat d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crises, Paris, 1991, p. 282

e tournant du côté du pouvoir tutélaire, il en appelle à sa respon-abilité :

" Pourquoi l'administration tutélaire autorise un étranger à faire de l'agitation politique au Burundi ?"(13).

Comment donc aboutir à l'émancipation politique du Burundi ?
epuis décembre 1960, sous la pression du groupe afro-asiatique, 'ONU a accéleré le mouvement de décolonisation ; mais elle s'est eurtée, si pas à la méfiance, au manque de collaboration avec les utorités coloniales. Ce qui précipita la résolution 1579(XV) doptée le 20 décembre 1960 mettant en place la commission des ations-Unies pour le Rwanda-Urundi.
ette commission était chargée de 3 missions principales :

- Veuiller au respect des différentes étapes pour l'accession du Burundi à l'indépendance ;
- Veuiller à ce que les élections se déroulent dans de bonnes conditions ;
- Favoriser la création d'une fédération entre le Rwanda et le Burundi et la non-création de bases militaires belges au Burundi(14).

Trouvant dangereuses ces mesures, la Belgique et les partis omplices tentèrent de court-circuiter les décisions onusiennes.
'est ainsi que les élections communales furent organisées sans la upervision de l'ONU et dans ces conditions évidentes, elles furent emportées par le F.C.
uelle explication peut-on donner à cette victoire du F.C. ?
l y a deux niveaux d'explication :

- méthodes de propagande
- pouvoir tutélaire.

° Toute les méthodes de propagandes sont "bonnes" pour le F.C. ourvu que sa cause soit gagnée.
e F.C. s'est permis d'annihiler l'action de son adversaire UPRONA ui, désormais, est devenu son ennemi politique.
ncouragé par le pouvoir tutélaire, rien ne fit laissé au hasard et our lui tout était permis.

---

13) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p. 68

14) MPOZAGARA,(G),La République du Burundi, Berger-Leurault, Paris, 1971, p.24.

'est ainsi qu'on assista à la corruption des électeurs, à la iolence tant verbale que physique pour aboutir à sa finalité.
ette situation très favorable au milieu colonial a douloureusement arqué la mémoire des Burundais responsables.

° Le pouvoir tutélaire a joué un rôle déterminant dans la victoire u F.C.
'abord, l'autorité administrante plaça RWAGASORE en résidence urveillée ; ce qui affecta douloureusement l'UPRONA alors qu'on tait en pleine campagne. Ensuite, l'autorité administrante mettait la disposition du F.C. tous les moyens tant matériels (surtout les éhicules) que financiers pour réussir sa campagne.

Cela lui permettait de sillonner tout le territoire national ans aucune difficulté. C'est dans cette situation regretable, si 'on fait référence à la loi, que le F.C. a pu arracher sa victoire ors des communales de novembre 1960.

Furieuse de cette procédure anti-démocratique, l'UPRONA ontesta les résultats issus des communales et sollicita 'intervention des Nations-Unies pour la supervision des égislatives de septembre 1961.
elativement satisfaite de cette victoire du F.C., la puissance utrice préconisait les législatives pour janvier 1961.
yant appris les manoeuvres de la Belgique, l'ONU décida son report our un contrôle international.

Ne s'avouant pas vaincue, la puissance tutrice décida la ise sur pied d'une Assemblée Législative et un Gouvernement rovisoire. Dans ce Gouvernement provisoire, le parti nationaliste, PRONA, n'obtint aucun porte-feuille ministériel. C'est dans la ésolution 1605(XV) du 21 avril 1961 que l'ONU contesta la validité e ces institutions et recommanda la constitution d'un Gouvernement ransitoire élargi.
ar cette recommandation, l'UPRONA eut 4 porte-feuilles ministé-iels dans le Gouvernement intérimaire présidé par J. CIMPAYE de 'U.P.P. (sous cartel du F.C. regroupant les partis Hutu) (15).

---

15) MPOZAGARA.(G.), op. cit, p.25

Sous la supervision de l'ONU, les résultats issus des égislatives du 18 septembre 1961 renversèrent le rapport de force. 'UPRONA remporta les élections avec une victoire, on ne peut plus crasante (58 sièges sur 64).
umilié par une victoire inattendue de l'UPRONA, le F.C., à la tête uquel se trouvait le P.D.C., avec la bénédiction du pouvoir utélaire, décida l'élimination physique d'un leader nationaliste le .L. RWAGASORE.
e coup fatal tomba le 13 octobre 1961 et eut des répercussions rofondes sur la vie socio-politique du Burundi (16).
omment peut-on donc expliquer cette victoire inattendue de 'UPRONA?
es raisons de cette victoire sont nombreuses. Voyons quelques unes.

1° Le charisme et la détermination du P.L. RWAGASORE. WAGASORE apparaissait, aux yeux des Barundi, comme l'homme du oment, capable de libérer le Burundi du joug colonial.

2° La supervision des élections par l'ONU.
râce à l'intervention de l'ONU pour superviser les élections égislatives, tout Burundais, âgé de 18 ans y compris les femmes et ela pour la première fois, fut convoqué pour exercer son droit de ote. Cela rencontra un sentiment favorable du peuple burundais ont les femmes qui y voyaient une grande révolution.

Ainsi le vote féminin fut déterminant pour l'UPRONA, car les emmes attestaient une sympathie à l'égard de ce parti et de son eader grâce surtout aux idéaux qu'il mettait en avant. La preuve st que RWAGASORE et son parti, lors de la lutte pour 'indépendance, appelaient le peuple à adhérer à leur cause : ombattre pour l'indépendance immédiate ; car sa libération mettrait in à l'ère de la chicotte et d'autres maux entretenus (travaux orcés, corvée...) par le pouvoir tutélaire.

3° Les idéaux défendus par l'UPRONA.
epuis longtemps, l'UPRONA s'est toujours montré parti rassembleur u peuple et attaché à son bien-être.

---

16) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.75.

e qui signifie que les idéaux défendus répondaient véritablement
ux diverses aspirations du peuple : paix,
nité, justice sociale et développement pour tous...(17).

17) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1989, pp.73-74.

B

HAP.I. : LE BURUNDI SOUS LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE

Grâce à la victoire de l'UPRONA, le Burundi accèda, dans des oments délicats, à son indépendance. Après l'assassinat de son ils, le P.L. RWAGASORE, le Mwami MWAMBUTSA tenta de désamorcer la rise par des messages de paix en invitant son peuple de garder le alme jusqu'au grand jour (le Ier juillet 1962) où le pays allait se oter de sa propre constitution.
essage bien accueilli, le peuple burundais garda son calme et ersonne n'a rêvé de venger son prestigieux leader atrocement ssassiné par ses ennemis politiques, le 13 octobre 1961.

Cet assassinat lourdement ressenti par tout le peuple urundais a profondément marqué sa mémoire. Au lieu de préserver le euple du chaos politique, le Burundi n'a cessé d'être objet des uerelles stériles avec tout ce qu'elles engendrent comme onséquences. Cela a été essentiellement dû au manque de maturité olitique et le peuple aura toujours à regretter de son leader harismatique : le P.L. RWAGASORE.

A. L'incidence socio-politique créée par la mort du Prince Louis RWAGASORE

La disparition du P.L. RWAGASORE a entraîné une crise olitique sans précédent : la lutte pour la suprématie entre éritiers présumés, des querelles ethniques et l'absence d'un emplaçant politique valable vont caractériser l'évolution politique u Burundi indépendant. La solide ossature créée par RWAGASORE et on parti céda la place aux rivalités politiques.

L'UPRONA fut la première cible de désintégration et devint ne véritable proie aux combats politiques auxquels se livraient les éritiers "présomptifs" de RWAGASORE(18). Le paroxysme des rivalités olitiques est consacré par l'éclatement de l'UPRONA.

---

18) NSANZE,(T.), Op.cit, p.42

Sa direction s'est détournée de sa mission de mobilisation t d'encadrement de la population. C'est ainsi qu'on a vu naître eux factions rivales dénommées "CASABLANCA" et "MONROVIA" (19) au ein même du parti et de l'Assemblée Nationale.
u lendemain de l'indépendance, les compagnons de RWAGASORE se sont ivrés à une guerre de succession et certains hommes politiques se éclamaient de mérites spéciaux ; c'est le cas de P. MIREREKANO et 'A. MUHIRWA.

De spéculations en spéculations, la compétition a fini par égénérer en opposition ethnique. C'est pour cela que quelques olitiCiens, au lieu de mener une compétition loyale, faisaient ecours à leur ethnie.

Le phénomène de division ethnique éclata sous les couvert du ualisme MONROVIA-CASABLANCA. Ces divisions, déclarées ainsi au iveau du continent africain entre "modérés" (groupe Monrovia) et progressistes" (groupe Casablanca), ont sérieusement affecté 'UPRONA et, par malheur, ces clivages se sont faits remarquer au ein du parlement.

Au départ, il ne s'agit pas, au vrai sens du terme, des ivisions mais de simples tendances politiques. Malheureusement, au il des temps, elles finirent par le devenir et se manifestèrent par es exclusions de toutes sortes.
es égoïsmes personnels d'abord et finalement une méfiance à endance ethnique (20) virent le jour.

De ce chaos politique, les pays étrangers ne cessèrent de 'immiscer dans les affaires burundaises pour attiser ces ppositions.Désormais, l'évolution politique du Burundi allait être arquée par les événements survenus au Rwanda en 1959 où une révolution sociale" fut opérée par les Hutu de ce même pays, grâce videment au concours indispensable de la Tutelle Belge.

---

19) NSANZE,(T.), Op.cit, p.43

20) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.81

La prise du pouvoir par le PARMEHUTU a alléché certains oliticiens Hutu du Burundi et a, par contre, effrayé les oliticiens Tutsi. Les calculs mesquins de quelques leaders Hutu les nt amenés à lire l'histoire politique du Burundi à la lumière de elle du Rwanda.
a révolution rwandaise devint le modèle et l'idéal de la réussite e l'émancipation Hutu. Ainsi, face à cette lecture erronée de 'histoire du Burundi, ces événements survenus au Rwanda vont emeurer toujours comme un spectre de son évolution politique.

Devant cette situation, les organes de l'Etat et le comité entral de l'UPRONA dénoncèrent cette gangrère qui ménaçait 'existence même du pays(21). Même si le mal a été repéré et ondamné à tous les niveaux de la sphère politique, rien de concret e fut fait pour le guérir et, par voie de conséquence, le virus de a division allait persister pour toujours.

Face à cette faiblesse politique de l'UPRONA et dont l'écho 'est fait entendre dans d'autres institutions politiques en 'occurence au Parlement ; la couronne allait désormais devenir le ecours ultime auquel s'adressaient régulièrement les institutions n conflit (cas des conflits permanents entre le Gouvernement et le arlement). Malheureusement, il arrivait quelquefois que la Cour les xploite à ses propres fins. Ainsi la couronne s'est finalement évélée impuissante à combler le vide politique et à rétablir 'harmonie politique (22).

Cette impuissance peut s'expliquer par le fait que le Mwami 'est entouré des étrangers guidés par le profit et des nationaux ui plaçaient en avant leurs intérêts égoïstes.
u cours de cette période, l'instabilité gouvernementale était evenue monnaie courante parce que le Parlement et le Gouvernement e s'entendaient jamais.

---

21) République du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.81

22) NSANZE,(T.), Op. cit., p. 46.

Le Roi, au lieu de se servir de son charisme pour rétablir 'équilibre politique, préférait quelquefois à s'interposer ; la ouronne, comme toutes les institutions politiques, s'est fort aractérisée par une politique de coulisse et d'intrigue.
insi par des calculs politiciens, elle démettait le Gouvernement à ort ou à raison.

Le cas le plus frappant est celui du Gouvernement GENDANDUMWE où le Mwami décida sa destitution et, curieusement, 'invita à reconstituer un autre juste après sa démission.
ierre NGENDANDUMWE répondit par un non catégorique(23) mais en anvier 1965, il a accepté de former son équipe gouvernementale.

Cela, nous amène alors à nous interroger sur le respect éservé aux valeurs fondamentales et la place qu'elles occupaient éellement dans la vie politique du pays. Une telle analyse nous ermettra de diagnostiquer les raisons profondes de cette crise.

- Le non-respect des valeurs fondamentales.

Le Burundi, en tant qu'Etat-Nation, a été construit sur base es valeurs fondamentales. Certes, on les verra, au fil des temps, ubir une dégradation sur le plan idéologique.

C'est sous la colonisation que le système politique urundais a connu de véritables bouleversements ; hélas, la ituation ne cessera de s'aggraver même sous le Burundi post-olonial.

Notons en passant que le Burundi ancien a connu des ondements idéologiques solides caractérisés par trois piliers à avoir :

- le tambour royal "KARYENDA" ou l'emblème de la monarchie;
- l'IMANA(Dieu des Barundi);
- les média entre les Barundi et le MWAMI d'une part et entre les Barundi et l'Imana d'autre part.

our ce dernier pilier, l'UMUSHINGANTAHE constituait le médium entre e pouvoir royal et les Barundi ; c'est lui-même qui avait la ission de garantir l'équilibre politique.

---

23) NSANZE,(T.), Op.cit, p.49

Quant au médium entre Imana et peuple burundais, il était, elon la croyance populaire, assuré par deux grands personnages : YAMURAGURA (ou RUMENYI) qui était le décodeur de tous les messages ecrets et KIRANGA, quant à lui, était l'intermédiaire entre l'Imana t les Barundi.

Avec la colonisation, tout fut remis en cause. Le Mwami ne ut plus chef de l'Etat. On lui ôta tous les pouvoirs : politique, eligieux, économique et autres ; et par voie de conséquence, le ouvoir royal était dénaturé.
'est le "MUZUNGU" (blanc) qui accapara tous les pouvoirs de écisions.
'Umuganuro a perdu sa signification politique et le Mwami, aux yeux u colonisateur, ne devint plus être considéré comme source de vie, e prospérité et de l'unité nationale. L'Imana (Dieu des Barundi) a édé la place au "MUNGU" (Dieu étranger).

Les différents média subissent le même sort. Les ASHINGANTAHE, par exemple, ont été remplacés par les BARONGOZI auxiliaires du pouvoir colonial). Et quant aux NYAMURAGURA et IRANGA, les missionnaires et Jésus ont pris leur place.
'est donc par la colonisation que les trois piliers s'effondrèrent t aucune valeur politique ne fut épargnée pour sauvegarder l'ancien ystème politique burundais.

Quand la lutte pour l'indépendance fut engagée, quelques rands hommes comme RWAGASORE ont récupéré certaines valeurs qui épondaient réellement aux diverses aspirations du peuple (unité ationale, justice sociale, travail et démocratie).
es valeurs furent les mots d'ordre de leur bataille idéologique.
alheureusement, la situation s'est transformée en catastrophe après 'assassinat du P.L. RWAGASORE.

Dans ce climat politiquement morose, le Burundi accéda à 'indépendance ; le Mwami, qu'on avait dépouillé de son pouvoir, a enté de le reprendre. Malheureusement, à cause de son "incapacité" olitique il n'est pas parvenu à s'imposer et à servir convenable-ent l'intérêt national

A ce propos, les raisons d'explication ne manquent pas. 'abord, le Mwami n'avait aucune formation intellectuelle ; peu oucieux de son incapacité intellectuelle, il s'était entouré 'intriguants et de truants politiques qui ne rêvaient que servir eurs intérêts égoïstes. Ensuite, la décolonisation s'était faite ans des moments délicats de l'histoire de l'humanité.
e monde entier, sous la hantise de la guerre froide, constituait un hamp de rivalités entre les deux super-grands : les U.S.A. et 'U.R.S.S.
e plus, la situation géopolitique du Burundi mettait le Mwami dans ne situation de dilemme.
e Congo Kinshasa (actuel Zaïre) était devenu champ de rivalités st-Ouest et le Rwanda se disait avoir réussi sa "révolution ociale".

Comme le mal guettait le Burundi, il fallait recourir aux nciens symboles que la colonisation avait déclarés païens.
alheureusement, les intellectuels burundais n'étaient pas du tout rêts à reconstruire le "nouvel Etat" car certains d'entre eux se ontraient marionnettes de l'impérialisme occidental alors que 'autres se révélaient défenseurs de la souveraineté nationale.
e cette situation donc, il faut analyser l'état des valeurs ondamentales sous la monarchie constitutionnelle.

1. <u>L'état des valeurs fondamentales sous la monarchie constitutionnelle</u>

A l'indépendance, le substrat religieux, moral, idéologique emandait à être reconstitué pour fonder le nouvel Etat après un ntermède d'à peu près 60 ans. Même si le Burundi a été placé sous 'administration allemande en 1896 par la conférence de Berlin de 884-1885, le Burundi n'a perdu sa souveraineté nationale que le 6 uin 1903 par le traité de KIGANDA.

De cette date, tout devait se faire dans l'intérêt colonial. près le recouvrement de la souveraineté nationale, le Ier juillet 962, on devait réactualiser les valeurs traditionnelles ubushingantahe, unité nationale, justice sociale, travail) et lui oter de nouvelles valeurs, politiques comme la démocratie, par xemple.

D'après les témoignages recueillis dans la Mairie de ujumbura en l'occurence celui de Z. NICAYENZI, toutes les valeurs olitiques étaient dans un état de défaillance totale.
eu de décideurs politiques s'étaient intéressés au respect des aleurs fondamentales pour reconstruire le nouvel Etat. Même si des nitiatives se sont observées à gauche à droite, on n'y est pas arvenu car beaucoup d'acteurs politiques se sont toujours montrés eu soucieux de l'intérêt général.

N'ayant pas le sens de leur responsabilité, ces politiciens llaient mener le pays au bord du goufre. Cela s'est fait remarquer ar des querelles stériles observées dans toutes les institutions olitiques du pays, à commencer par la direction de l'UPRONA (24) et e Parlement.

Face à cette situation dramatique, quelle a été la place éservée à chacune de ces valeurs ?
analyser de plus près, aucune initiative ou volonté politique ne 'est véritablement manifestée en faveur du respect des valeurs ondamentales.
oyons donc l'état de chaque valeur politique dès l'accession du urundi à l'indépendance jusqu'à la chute de la monarchie.

a) L'Ubushingantahe.

Cette valeur a subi ses premières altérations dès que le urundi a perdu sa souveraineté nationale. Alors qu'on croyait à sa éactualisation dès son accession à l'indépendance, aucune nitiative politique ne fut menée.

L'explication du non respect de cette valeur se trouve dans e chaos politique qui s'est installé après la mort du .L.RWAGASORE. Comme le manque de dimension politique a fort alheureusement caractérisé la plupart d'acteurs politiques, la vie olitique burundaise fut, à maintes reprises, objet des querelles tériles. Pour cela, l'ubushingantahe, symbole de la moralité olitique et sociale, fut relegué au deuxième plan.

---

24) Monopartisme de facto juste après le discredit jeté sur les partis d'opposition accusés d'avoir participé dans l'assassinat du P.L. RWAGASORE.

A part ça, l'on sait que l'Ubushingantahe est, de par sa ature, l'opposé de la dictature et de tout calcul mesquin ; hélas, ne partie de l'élite (Hutu), obsédée par la révolution rwandaise, ensait déjà à l'instauration d'un Etat exclusivement Hutu après 'extérmination des Tutsi.

Les extrémistes Hutu tentèrent d'exécuter ce rêve en 1965 uand ils fomentaient un coup d'Etat (mais déjoué) qui fut suivi des assacres des Tutsi de MURAMVYA(25). Ainsi donc, l'ubushingantahe 'a jamais été la préoccupation des autorités politiques et dministratives, ce qui allait à l'encontre de l'aspiration du euple car, celui-ci s'est toujours montré attaché à cette valeur.

b) L'unité nationale

A côté de l'ubushingantahe, l'unité nationale est une autre aleur qui a édifiée l'Etat burundais. Cette valeur a subi ses remières altérations dès la domination étrangère.
ême au lendemain de l'indépendance, où les Burundais ont repris en ains les destinées du pays, aucune amélioration ne fut observée en a faveur ; par contre la situation n'a cessé de s'empirer.

Cette dégradation s'inscrit dans un contexte politique très élicat : peu de responsables politiques se sont sentis réellement erviteurs de l'intérêt national.
part ça, certains syndicats parrainés par la Belgique comme le .C.B. et d'autres forces occultes se sont battus pour créer un arti similaire au PARMEHUTU du Rwanda avec les mêmes visées olitiques(26). L'autre signe manifeste de cette dégradation s'est ait remarquer quand la direction de l'UPRONA s'est scindée en deux actions rivales (CASABLANCA-MONROVIA). Par ailleurs, ces deux endances se sont plus tard, après l'assassinat du Ier Ministre P. GENDANDUMWE, transformées en deux blocs : l'un d'extrémistes Hutu Monrovia) et l'autre d'extrémistes Tutsi (Casablanca). Ainsi avec e non respect de cette valeur combien noble pour tout homme d'Etat, e Burundi a connu des plaies qu'il n'a pas encore pansé.

---

25) NICAYENZI,(Z), Evolution et conséquences de la violence in Renouveau du Burundi n° 4088 du mai 1993, p.5.

Col. 1

26) MPOZAGARA,(G), op. cit, p.34

c) Le travail

Très significative dans le Burundi ancien, cette valeur 'est pervertie sous la période coloniale. Et d'ailleurs, certaines xpressions rundi le confirment, à titre d'exemple, l'expression " akazi k'ibuzungu kica uwicaye" est très parlant.
ès ce moment, le travail, au lieu d'ennoblir l'homme, était essenti comme un mal à se débarrasser car, il ne symbolisait que a corvée.

Au lendemain de l'indépendance, d'aucuns s'intérrogent sur a place politique qu'aurait occupé cette valeur.
'Etat burundais sous la monarchie constitutionnelle ne s'est pas du out préoccupé du progrès matériel. Sur ce, le travail fut relegué u deuxième plan. Cela trouve son explication dans l'instabilité ouvernementale qui n'a cessé de se faire remarquer mais également ans le fait d'avoir des conseillers économiques étrangers.

Dans cette optique, l'administration, au lieu de se montrer hampion du développement l'a, au contraire, freiné.
insi, le Burundi, pauvre qu'il est, a tant souffert d'une dministration pléthorique ; les fonctionnaires mal payés usaient de eurs prérogatives pour arrondir leurs traitements au détriment des dministrés et de l'Etat lui-même.
our cela, l'administration, loin d'être au service du éveloppement, a constitué un corps de parasitaires dont le souci ajeur était de prélever les richesses sur ceux qui les produisent administrés)(27).

d) La justice sociale

Comme l'institution des Bashingantahe faisait seule especter cette valeur, il a suffi de la destruction de cette insti- ution pour que cette valeur soit mise à mort.
ême si l'altération de cette valeur a débuté avec la période colo- iale, on a vu la situation s'aggraver au lendemain de 'indépendance. C'est surtout sous la monarchie constitutionnelle ue cette valeur fut sérieusement bafouée.

---

27) CHANTEBOUT,(B), Droit constitutionnel et science politique, Armand Colin, Paris, 1991, p. 354

ela s'explique car, au cours de cette période, l'intérêt général 'a jamais primé l'intérêt particulier ; et les querelles stériles, ui ont mouvementé le pays jusqu'à créer une instabilité ouvernementale, montrent combien l'intérêt général n'a jamais été ne préoccupation des acteurs politiques burundais.
insi donc, les administrés sont demeurés objet de toute forme 'exploitation et tout lésé dans ses droits n'avait d'autre choix de ecours que la résignation (sauf quelques cas d'exception).

e) La démocratie

Valeur politique noble par excellence, elle a subi le même ort que les précédentes.
près la disparition du P.L. RWAGASORE, le Burundi a connu un mal olitique à la "Rome antique".
ous la période de la monarchie constitutionnelle, "dialogue et oncertation", principe démocratique par excellence dut céder aux uerelles insensées et stériles, et seuls les intérêts égoïstes rirent place.

Pour illustrer tout cela, prénons le cas de l'institution uprême du pays, le Mwami.
onstitutionnellement parlant,celui-ci devait régner sans gouverner. insi, quand l'Assemblée Nationale ne s'entendait pas avec le ouvernement, le Roi prenait quelquefois des mesures qui 'imposaient, mais il arrivait des cas où il s'interposait pour ses ropres fins.

Le cas le plus frappant est celui des années 1965 où le wami s'est arrogé le droit de nommer un Ier Ministre non Uproniste, . BIHA(son cousin), alors que le vainqueur des législatives était 'UPRONA.

on content de son statut d'arbitre, le Roi a mis sous ses ordres es secrétariats d'Etat à l'Armée, à la Gendarmerie et à la Justice. ire encore, en septembre 1965, il décida seul la réorganisation des ommunes après avoir supprimé les élections des Bourgmestres.

Cette initiative de loi va à l'encontre de l'article 24 de a Constitution du Royaume du Burundi où il est stipulé que le ouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, l'Assemblée

ationale et le Sénat(28).

Face à cette situation déplorable, tout citoyen responsable 'intérroge sur le pourquoi de l'accession du Burundi à 'indépendance, du moins sous la monarchie constitutionnelle.
u cours de cette période, le Burundi a toujours connu des crises ui l'ont finalement plongé dans le sous-développement politique et ans la dépendance totale.

2. Le sous-développement politique et la dépendance.

En accédant à l'indépendance, le Burundi croyait entrer dans a modernité politique.
élas, il a eu de la peine à s'adapter car, il lui manquait des utils d'un Etat moderne.

D'abord, il y avait le problème causé par le manque de adres ; or, presque toutes les infrastructures socio-économiques taient à penser et à mettre sur pied.
e plus, tous les instruments juridiques mis en place n'étaient que es calques du régime parlementaire belge.

De ce mimétisme, le Burundi s'est doté des institutions qui épondaient à peine à ses réalités ; conséquence, l'instabilité ouvernementale est devenue monnaie courante à cause essentiellement e l'absence de l'art du compromis qui devait normalement guider les ébats parlementaires.
vec ce manque de maturité politique et d'outils d'un Etat moderne, e Burundi fut plongé dans la dépendance totale.

Cette dépendance politique trouve ses origines dans la épendance économique et même culturelle.
'état désastreux de l'économie nationale a rendu indispensable le ecours à l'assistance au développement ou à la survie du pays (le urundi).
lus l'économie est fragile, plus les ménaces internes sont angéreuses et on est donc obligé de recourir à une puissance trangère comme la Belgique ou autres.

---

28) BELLON,(R.), et DELFOSSE,(P.), Codes et lois du Burundi, Bruxelles, Maison Ferd. Larcier, 1970, p. 5.

insi, sans un minimum d'indépendance économique, l'indépendance olitique devient fictive et symbolique car, on ne peut pas être à a fois libre et assisté.

La dépendance politique comporte aussi un aspect culturel. uand le modèle de référence reste le nord (politiquement) pour les irigeants d'Afrique noire, il est difficile de se dégager du émétisme occidental.
artant de cela, tout nouvel Etat comme le Burundi éprouve des ifficultés à se constituer en un ensemble politique viable ; cela e justifie car les problèmes à surmonter sont gigantesques et 'institutionnalisation du pouvoir devient quasi impossible.(29)

Ne résultant que la faiblesse ou l'inexistence 'institutions autonomes, "la dépendance exprime l'anémie des nstitutions étatiques, et par voie de conséquence leur incapacité à xtraire les ressources nécessaires au développement"(30).
vec cette anémie institutionnelle, le Burundi monarchique ndépendant a été menacé de disparition à cause des affrontements us à la compétition Est-Ouest et qui ont même provoqué la guerre ivile en 1965.
ar ces affrontements, il y a eu crise de confiance entre Hutu-Tutsi t cela a suscité un problème d'intégration nationale.

Ainsi, le Burundi monarchique indépendant, un Etat sous-éveloppé, n'est pas seulement un Etat dépendant mais encore un Etat minimal", "débile", selon les termes de René LEMARCHAND dans son rticle "Quelles indépendances ?", qui porte les stigmates de toutes es crises qui l'ont secoué : décolonisation ratée, intégration nachévée et l'extrême vulnérabilité aux exigences des puissances et ntérêts étrangers.
ire encore, il s'est montré incapable d'appliquer un projet de éveloppement répondant aux réalités socio-culturelles.
ar ce mimétisme étatique, le Burundi monarchique indépendant n'a essé de vivre des crises à répétition qui l'ont finalement plongé ans un vide politique sans précédent.

---

29) MEDARD,(J.F), Les spécificités in les pouvoirs africains n° 25, Vendôme, 1983, p.14
30) LE MARCHAND,(R.),Quelles indépendances in les pouvoirs africainn° 25, Vendôme, 1983, p.137

3. La crise politique burundaise.

Comme on l'a déjà vu, la crise politique prend naissance ans la colonisation et perdure même après l'indépendance. C'est par n acte ignoble (assassinat du P.L. RWAGASORE) commis par les ennemis de la Nation" que le pays a connu un véritable problème de eadership.
e Parti UPRONA (monopartisme de facto) fut l'objet de dissensions olitiques qui, par malheur, eurent des répercussions néfastes sur 'autres institutions politiques du pays.
e fut donc une période de grande instabilité politique.

a) L'instabilité gouvernementale.

Après la disparition du héros de l'indépendance, on a vite onstaté que le jeu démocratique était mal compris par les oliticiens burundais.
out au début, un problème de succession, pour remplacer RWAGASORE, la tête de l'UPRONA et du Gouvernement, fut posé, et pour certains n termes ethniques(31).

Dans ce climat politique malsain, le Parlement et le ouvernement entrèrent en conflit.
royant bien exercer son pouvoir, l'Assemblée Nationale s'opposait ystématiquement à la politique gouvernementale. Et les membres du ouvernement, quant à eux, au lieu de s'atteler à la mise en pplication de la politique du parti UPRONA, passaient le plus de eur temps dans des querelles sans issues avec le Parlement.
'est par ce bras de fer engagé entre les deux institutions que 'intérêt national fut compromis.

A un rythme effrayant, les deux factions rivales CASABLANCA-MONROVIA) allaient dès le début apparaître comme des onflits d'écoles (Astridiens contre séminaristes) et plus tard, près l'assassinat de P. NGENDANDUMWE, comme des divisions thniques.
es groupes dont on reconnaît l'absence d'idée de l'intérêt général aisaient et défaisaient les gouvernements et s'ingéniaient ainsi à anipuler le Mwami.

---

31) Rép.du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.77

Ainsi le groupe Monrovia fit chuter les Gouvernements HIRWA en juin 1963 et NYAMOYA, fin 1964.
ant au groupe casablanca, il obtint la démission du Gouvernement ENDANDUMWE en mars 1964. Celui-ci fut de plus reconduit en janvier 65. Dans ce climat d'opposition (allant de 1962 à 1966), rares nt les Gouvernements qui durent une année(32).
la a eu pour conséquence le manque de temps pour concevoir une litique cohérente ; et si une fois elle était arrêtée, on se urtait au manque de temps minimum pour l'exécuter.

Le Mwami, malgré son charisme qui aurait pu faciliter le dressement de la Nation, se contentait d'alterner les influences croyant arbitrer les conflits(33).
tte instabilité a pu s'entretenir à cause de certains leaders rundais qui s'étaient distingués par des actes irresponsables 'ils ne cessaient de manifester. Quelques-uns, d'entre eux, aient d'ailleurs manipulés par une main étrangère et d'autres agissaient que par opportunisme politique.

Au cours de cette période, au Congo Kinshasa(Zaïre actuel), était la guerre civile.
Burundi, dont la situation géopolitique était enviable, devait nstituer un champ où s'affrontaient les grandes puissances pour rveiller cette insurrection(34).

Comme le mal avait déjà pris place dans la vie politique du ays, on a vu naître l'idée d'anéantir la Nation burundaise.
ans cette logique, les leaders progressistes, à majorité Tutsi, rent qualifiés de pro-chinois et d'anti-occidentaux ; par contre, es Hutu, par référence à la révolution rwandaise furent qualifiés modérés et de pro-occidentaux.
uite aux voeux des néocolonialistes et des capitalistes étrangers, Mwami fut amené à briser l'aile progressiste.

---

32) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.77

33) Idem, p.78

34) MPOZAGARA,(G), Op.cit, p. 38

:ouvant cette proposition insensée, le Mwami a réagi par un refus ıtégorique et décida de n'être plus un symbole (comme le stipule la ɔnstitution) mais un décideur politique dont l'objectif premier :ait de "garantir l'ordre public".(35)
ème si la cour royale a manifesté une volonté politique de défendre ı intérêt supérieur de la Nation - garantir l'unité nationale -, lle s'est révélée impuissante à combler le vide politique et à établir l'harmonie politique.
'est d'ailleurs dans cette perspective que l'instabilité gouverne- entale put persister.
'ayant jamais été en mesure d'arrêter et d'exécuter une politique e développement, l'Etat burundais sous la monarchie constitution- elle, considérablement affaibli, s'est toujours révélé incapable de éfendre la souveraineté nationale.

Cette instabilité trouve son explication dans l'inexpérience e beaucoup d'hommes politiques dans les affaires de l'Etat.
ela se comprend clairement car la Belgique n'a jamais favorisé 'émancipation et l'éducation politique des Barundi.

Voulant rester maître du Burundi, pour longtemps, la elgique a formé peu de cadres nationaux qui, éventuellement, ɔurraient la relayer dès l'indépendance. C'est ainsi donc que le ays n'a cessé de souffrir de ce chaos politique dû essentiellement ux ambitions égoïstes et par voie de conséquence l'intérêt national été compromis.

Face à cette situation dramatique, certaines grandes figures u pays furent mobilisées pour dénoncer ce mal. Dans l'esprit de econstituer l'unité politique du pays, Pierre NGENDANDUMWE(Ier inistre) a fait une déclaration, le 20 février 1963, exaltant 'unité des Barundi, la démocratie et la coopération et invita ses ɔmpatriotes à dépasser les vieux clivages Hutu, Tutsi, Twa et anwa(36) qui ne faisaient que reculer le pays.

---

35), MPOZAGARA,(G.), Op.cit, p.38

36) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.79

Le mois suivant, le Mwami, dans un message à la Nation, a énoncé les méfaits de la "haine raciale" comme ennemi du progrès et ni du désordre(37).

Dans ces déclarations, le mal fut identifié et dénoncé par es premiers responsables du pays ce qui eurent écho au sein de outes les institutions du pays. Malheureusement, une simple énonciation ne suffisait pas, il fallait en outre trouver un remède olitique. Chose bizarre, la situation s'est empirée après 'assassinat du Premier Ministre P. NGENDANDUMWE(15/1/1965). C'est 1 quatrième trimestre de 1965 (octobre 1965) qu'un extrémisme Hutu 'étala au grand jour.

e 19 octobre 1965, un coup d'Etat fut fomenté par les extrémistes itu avec un objectif précis : abattre la monarchie et anéantir 'éthnie Tutsi(38).

partir de ce moment, la crise de confiance entre Hutu et Tutsi enait réellement de voir le jour. C'est malheureusement dans ce limat de méfiance que le Mwami a pris fuite pour l'extérieur et écida de ne plus revenir (39).

b) La fuite du Mwami

Après la disparition du Prince RWAGASORE, une situation egrettable a pu s'instaurer. A partir de ce moment, le Burundi a ant souffert de la désertion périodique du Mwami(40).

e qui nous fait donc dire que le Mwami, même s'il lançait souvent es messages de paix et du maintien de l'ordre public, avait déjà anifesté un certain "dégoût politique".

a cause de ce dégoût politique serait lié au choc psychologique qui 'affecta sérieusement dès l'assassinat de son fils.

---

37) Rép.du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'uniténationale,Bujumbura, 1989, p.79

38) NICAYENZI,(Z), Op. cit., p.5. col. 2

39) République du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p. 93

40) Idem, p.89

Affaibli psychologiquement, il ne pouvait plus servir convenablement l'intérêt supérieur de la Nation. C'est-à-dire garantir la aix et la continuité de l'Etat. En plus de ça, il avait un ntourage peu soucieux de l'avenir du pays.
a preuve est que le Roi, par effet de manipulation, n'a cessé de oser des actes inconstitutionnels et il démettait tel Gouvernement our le simple souci de satisfaire une des deux tendances olitiques.

Ce traumatisme psychologique et son inexpérience politique 'amenèrent à ne jamais apparaître comme un véritable chef d'Etat.
orsqu'il a même décidé de rompre avec son statut constitutionnelement symbolique, les décisions qu'il prenait allaient souvent à 'encontre de l'intérêt national, ce qui aggrava davantage la crise.

Face à ce climat de désespoir, ce fut l'occasion propice our les divisionnistes ou lobbies anti-burundais de s'exprimer au rand jour.
insi, la période comprise entre 1963 et 1965 a été caractérisé par ne destabilisation fortement entretenue par les puissances trangères.(41)

C'est dans ce climat de perturbation que le Mwami fatigué ar des attitudes irresponsables affichées par certains politiciens, 'est senti géné de rester au Burundi pour remplir convenablement es fonctions. Mais, c'est surtout après la mort de son Ier Ministre . NGENDANDUMWE que la situation devint intenable.
cause de cet assassinat, les Hutu extrémistes eurent l'occasion de ulpabiliser tous les Tutsi et surtout ceux jugés progressistes sans ucune preuve à l'appui.

Ayant toujours rêvé un plan où l'on pourrait instaurer un tat exclusivement Hutu à la manière du Rwanda, ces groupuscules ont mprunté une voie suicidaire.
ls ont fomenté un coup d'Etat ethnique le 19 octobre 1965 qui, eureusement pour les institutions monarchiques, fut déjoué grâce à 'intervention des militaires loyalistes.

---

41) Rép.du Burundi, Rapport de la commission Nationale chargée d'étudier la question de 'lunité nationale, Bujumbura, 1989, p.p.83-84

Comme le Mwami était l'institution première visée à être attue, par effet de la peur et du dégoût politique prononcé, cida son départ "définitif" vers l'étranger. Certes, il n'a jamais diqué ; c'est ainsi qu'il continuait de donner des ordres à partir Génève. Ordres presque sans effet à cause de la distance qui parait le Mwami et son pays.
tte fuite fut douloureusement ressentie par le peuple car elle eut s conséquences néfastes sur la vie socio-politique du pays.

B. L'éclosion des divisions et fin de la monarchie.

Alors que les Barundi étaient relativement calme lors de accession de leur pays à l'indépendance, les deux factions rivales ont cessé de les plonger dans des crises sans issues.
lgré ce danger imminent, le peuple n'était pas totalement divisé.

Hélas, la mort du Ier Ministre P. NGENDANDUMWE allait mpliquer la situation : l'ethnisme a surgi au grand jour.
ès ce moment, les deux divisions idéologiques durent disparaître et édèrent la place aux divisions ethniques(42).
es extrémistes Hutu voulaient, se disaient-ils, se venger des Tutsi n excluant ceux-ci dans tous les appareils de l'Etat.

Ce fut donc l'"ethnisation" des élections de mai 1965 et les utu prirent le dessus.
on contents de leur victoire "démocratique", certains Hutu entèrent un putsch qui coûta la vie aux citoyens des deux ethnies Hutu et Tutsi).
vec cette sombre histoire, l'élite, soucieuse de l'avenir du pays, ensait déjà à l'avénement du régime républicain pour "mettre fin" à es querelles intestines.

---

42) MANIRAKIZA,(M), La fin de la monarchie burundaise (1962-1966) le Mât de Misaine, Bruxelles, 1990, p. 62

1. L'assassinat du Ier Ministre Pierre NGENDANDUMWE et ses conséquences.

L'acte ignoble commis à l'encontre du Ier Ministre P. GENDANDUMWE, le 15 janvier 1965, aggrava la crise. Cet acte barbare ıt source de division ethnique et allait nourrir l'extrémisme Hutu.

Homme politique avisé et compagnon du Prince RWAGASORE, P. GENDANDUMWE a disparu dans des circonstances non encore élucidées. propos de sa mort, des questions surgissent mais demeurent sans éponse :

- Qui l'a tué ?
- Pourquoi l'a-t-on tué ?

ertaines rumeurs font penser qu'il a été tué par un Rwandais, agent e l'Ambassade américaine. Il y en a d'autres qui, complémentaires à es prémières, font croire qu'il serait tué par un agent de 'impérialisme occidental.
ne autre opinion, émanant de l'extrémisme Hutu, fait et continue à aire penser que ce tort politique a été commis par les Tutsi.
alheureusement, le dossier reste toujours obscur.

Ce tort politique jeté aux Tutsi est difficilement érifiable.
'abord, ce grand homme, au visage politique de RWAGASORE, comptait es amis politiques tant du côté des Hutu que du côté des Tutsi.
ans ce dernier camp, il avait, à côté de lui, un homme de "poids" u nom de T. SIRYUYUMUNSI, Président de l'Assemblée Nationale à ce oment. Ensuite, la grande partie de l'élite Tutsi reconnaissait en ui la qualité d'homme d'Etat ; et d'ailleurs, il rassurait tout le onde même les Tutsi qui craignaient la révolution à la rwandaise.
'est ainsi d'ailleurs qu'en 1963, quand il était en visite offi-ielle à Bruxelles, il a traité G. KAYIBANDA (Président du Rwanda) e "Néron d'Afrique" en présence de Paul Henry SPAAK, Chef de la iplomatie belge(43).

---

43) MANIRAKIZA,(M), La fin de la monarchie burundaise (1962-1966), Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1990, p.73

Serait-il donc victime de l'impérialisme occidental ? ifficile à prouver. Certes, la position géopolitique du Burundi, ans une sous-région mouvementée (Rwanda et Zaïre actuel), devint tratégique pour les milieux étrangers qui voulaient contrôler la rise que traversait le Congo Kinshasa.
. côté de cela, les relations diplomatiques que le Burundi avait ouées avec la République populaire de Chine intriguaient les mpérialistes occidentaux qui avaient des intérêts au Congo inshasa.

Par cette présence chinoise au Burundi, les impérialistes ccidentaux se sont sentis mal à l'aise et se sont mis à le estabiliser pour, finalement, aboutir à la rupture diplomatique vec la Chine. C'est dans cette logique de destabilisation qu'on a u disparaître le grand nationaliste, à l'image de RWAGASORE, le Ier inistre P. NGENDANDUMWE(44).
lors que le contexte dans lequel le Ier Ministre a trouvé la mort tait clair, des Hutu mal intentionnés se mirent à entretenir une aine ethnique jusqu'à envisager le renversement des institutions ar deux voies :

- le recours à l'ethnicité pour les législatives de mai 1965
- la tentative de putsh du mois d'octobre 1965

2. L'ethnisation des élections législatives de mai 1965

Après la mort du Ier Ministre P. NGENDANDUMWE,la tension ntre Hutu et Tutsi n'était plus une illusion. Pendant cette ériode, des forces occultes comme le P.P. ont refait surface alors u'ils avaient disparu, sans être légalement interdit, depuis 'indépendance.
a réapparition de ces forces de division, à un moment décisif pour e Burundi, ne manque pas d'explication. L'année 1965 a profondément arqué la vie de toute la Nation burundaise.
n vide gouvernemental s'est produit et a duré à peu près 7 ois.(45)

---

44) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.84

45) Idem, p.89

ette carence gouvernementale a favorisé, non seulement la crise olitique, mais également et surtout la crise morale qui s'est atérialisée par la naissance des forces du mal dont le but ssentiel était de mobiliser la conscience ethnique.

A côté de cela, certains témoignages recueillis en Mairie de ujumbura m'ont bien spécifié qu'au cours de cette période, une main nvisible étrangère manipulait sérieusement une partie de l'élite utu que certaines gens considèrent, d'ailleurs, comme "docile" et amie" de l'Occident, en faisant référence à la révolution wandaise.
our remporter ces élections, la méthode était simple : amener les utu à se coaliser contre les Tutsi.
our y arriver, pensaient-ils, il fallait ressusciter le vieux P.P. our les réorganiser et faire triompher l'"intérêt Hutu".
insi, le P.P., avec ses anciennes visées, a participé dans les égislatives de mai 1965 avec un mot d'ordre : Hutu votez Hutu (46).

Les résultats issus de ces législatives ont surpris tout le onde. C'est l'UPRONA qui remporta les élections(24 sièges contre 9 u P.P.).
omme ces élections se déroulèrent sous la bannière ethnique, les utu, très nombreux au parlement, se sont vus élevés.
e comble de tout cela est que ces députés Hutu ont crié la victoire e l'ethnie hutu sur l'ethnie tutsi alors que politiquement la ictoire revenait à l'UPRONA.

Dès ce moment, l'unité nationale fut compromise et la onscience nationale se substitua à celle "tribale"(47). Tenant ompte de cela, une interrogation surgit :
uel sens peut-on donner à la démocratie burundaise ?

Dans un tel contexte, la démocratie devient synonyme de '"ethnocratie" car, l'intérêt national, où chacun trouve ses omptes, est sacrifié au détriment de l'intérêt ethnique.

---

46) Rép.du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité nationale, Bujumbura, 1989, p.90

47) Ibidem

ette situation alarmante fut aggravée par un appel lancé par .NYANGOMA, Directeur Général au Ier Ministère, lors du 3e nniversaire de l'indépendance du Burundi.
elui-ci avait dit : "Il faut changer les composantes de la opulation burundaise". (48)

Face à ce climat politique malsain que faillait-il faire ? n d'autres mots, comment fallait-il procéder pour sauver le urundi?
e Mwami MWAMBUTSA, par sa propre initiative (contraire à la loi), écida la nomination d'un non-Uproniste, L. BIHA à la tête du ouvernement.
e Roi croyait que L. BIHA, neutre par ce que GANWA de par la aissance, pourrait reconcilier les HUTU et les TUTSI.

Cependant, cet acte (antidémocratique) n'a rien apporté omme solution à la crise ; au contraire, le Burundi a vu le roblème ethnique s'aggraver de plus belle.
'est dans cette perspective qu'il y a eu tentative de putsch thnique qui, malheureusement, a coûté la vie à une catégorie de la opulation innocente.

3. Tentative de putsch ethnique et le massacre des TUTSI de MURAMVYA

Avec la tentative de coup d'Etat du 19 octobre 1965, la ivision ethnique connaît son paroxyme. Le démentelement des nstitutions de l'Etat qu'avait proposé G. NYANGOMA lors du 3e nniversaire de l'indépendance du Burundi allait être couronné de uccès.
e coup d'Etat visait essentiellement "les structures et les nstitutions de l'Etat, le massacre des Tutsi, la proclamation de la épublique et l'accaparement de la direction du pays par une poignée 'individus au nom d'une éthnie" (49).

---

48) MPOZAGARA, (G.), Op.Cit., P.39

49) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.92

Ce jour de coup d'Etat, la jeunesse nationaliste GENDANDUMWE (J.N.N), créée après la disparition de ce dernier, vait déclenché une vaste opération d'extermination des Tutsi de URAMVYA.
e cri de ralliement était : "Au secours du Mwami, les Tutsi l'assassinent"(50).
ette milice qui se réclamait de P. MIREREKANO parcourait les ollines de BUSANGANA en semant la terreur par le fer et le feu. Ces assacres ont été arrêtés grâce à l'arrivée des forces de l'ordre.

A propos de ce coup d'Etat, beaucoup de question se posent :
- Pourquoi les Hutu ont-il opté pour un coup d'Etat alors qu'ils étaient majoritaires dans tous les appareils de l'Etat ?

- Quelles étaient leurs visées politiques ?

- La répression, comment avait-elle été menée ?

e Pourquoi de ce coup d'Etat demeure toujours incompréhensible car es 2/3 de députés Bahutu et les 2/3 de Ministres Bahutu auraient pu ermettre le changement de régime sans faire couler le sang et sans ucune résistance(51).

Les visées politiques de ce coup d'Etat n'étaient autre que a reproduction du modèle rwandais car le souhait de G. NYANGOMA 'instaurer un "nouvel Etat où la majorité impose la loi à la inorité"(52) était déjà acquis par les législatives de mai 1965.
'est de là donc qu'avait arrêté un plan d'abattre d'abord la onarchie et d'exterminer ensuite les Tutsi car, il fallait nstaurer un Etat exclusivement Hutu.

Selon Z. NICAYENZI, la réplique fut très salutaire. Elle ne isait que le rétablissement de l'ordre public et l'arrêt des assacres des Tutsi.

---

50) NICAYENZI,(Z), Op.cit, p.5
51) CHRETIEN,(J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in AMSELLE,(J.L.), et M'BOKOLO,(E), Au coeur de l'ethnie - ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.160

52) MPOZAGARA,(G.), Op. cit., p. 40

ela s'explique clairement d'autant plus que tous les Hutu n'étaient as impliqués dans ces massacres.
ertains Hutu ont même opposé une résistance aux assauts de omploteurs et parmi les militaires loyalistes, il y avait beaucoup e Hutu.
insi l'action fut globalisante alors que la réaction fut élective.(53)

Le Burundi a donc déploré la perte tragique de nombreuses ies humaines dont une partie de son corps des intellectuels. Ce qui riva à la Nation quelques cadres qui auraient pu participer à son éveloppement.
ace à une telle incurie politique, le Mwami, au lieu de se servir e son charisme royal pour apaiser les esprits comme cela fut le cas rès la mort de son fils, décida l'abandon du pays à lui-même.
e son côté, l'élite burundaise, trouvant inacceptable ce omportement irresponsable du Mwami, se mit à penser de comment enverser le régime monarchique sans effusion de sang.

4. La fin de la monarchie.

C'est à cause de cette situation intenable que des ntellectuels, conscients du réel problème, pensaient au divorce 'avec la royauté.(54)
rouvant que le peuple burundais était profondément monarchiste, ces ntellectuels imaginèrent la façon d'y arriver sans effusion de ang.
'élite burundaise fit venir Ch.NDIZEYE, héritier du trône, qui, par rrêté royal n° 001/2 du 8 juillet 1966, suspendit la constitution t déclara déchu son père.(55)
our cet acte, il s'engagea solennellement de redresser la Nation et placé le Capitaine Michel MICOMBERO à la tête du Gouvernement.

---

53) NICAYENZI,(Z.), Op. cit., p. 5, col. 2.
54) NSANZE,(T.), Op.cit, p.59
55) Ministère de la Justice, Bulletin officiel du Burundi, 1966, p.315

ans la même logique de construction, il a fait savoir que le chemin tracé par le héros national "était le seul à suivre.(56)
ès lors, il fut considéré comme le fils spirtuel de RWAGASORE.

Cela ne fut malheureusement pas le cas car, le jour de son ntronisation sous le nom de NTARE V, le Ier septembre 1966, le Ier inistre MICOMBERO ne fut pas convié à ses festivités. D'orès et éjà le conflit entre les deux grands personnages du pays fut éclenché.(57)
n se demande donc comment ce "messie" politique a si vite regagné es rangs de l'opposition.
es raisons avancées, à ce propos, sont nombreuses. Cette situation égradante devrait s'expliquer par le fait que NTARE V était trop eune (19 ans) et inexpérimenté pour comprendre qu'il était le remier à servir l'intérêt national. Une autre position fait croire ue ce chaos ne devrait étonner personne car, comme le dit T.NSANZE, a venue de Ch. NDIZEYE était nécessaire comme étape préparatoire de a Grande Révolution Nationale qui s'est produite le 28 novembre 966.

---

56) BELLON,(R.) et DELFOSSE,(P.), Op. cit., p. 7

(57) MANIRAKIZA,(M.), La fin de la monarchie burundaise (1962-1966), Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1990, p. 90.

HAP.II : LA IÈRE REPUBLIQUE (1966-1976)

A. Contexte et raisons du changement

La période comprise entre 1960-1970 fut décisive pour toute 'Afrique noire.
u cours de cette période, le "vent de la République" soufflait déjà ur la majeure partie de l'Afrique noire indépendante.
a plupart des pays se battaient pour instaurer le régime épublicain avec tout ce qu'il implique.

Mais pourquoi l'adoption de ces "contre-valeurs"?
endant cette période, l'Afrique souffrait des séquelles de la olonisation.

Pour l'élite africaine, le parlementarisme, considéré comme ource de tous les maux, devait être abandonné et remplacé par le égime présidentiel. Mais au délà de cela, le parti unique tentait eaucoup de pays dans le but de mieux assurer l'"intégration ationale".
e Burundi, pays d'Afrique orientale, ne fut pas du tout épargné de e vent. C'est ainsi qu'en moins de quatre ans et demi 'indépendance, la proclamation de la République est consommée.

Les circonstances dans lesquelles la Ière République est pparue restent greffées dans la mémoire collective. D'après les émoignages recueillis auprès de certains enquêtés de la Mairie de ujumbura, l'avènement de la Ière République était opportun car, la onarchie décadente ne défendait plus du tout les valeurs acquises ar l'indépendance (unité nationale, souveraineté nationale...).

Dans le contenu de l'Acte de Proclamation de la Ière épublique, il est bien spécifié que la monarchie constitutionnelle 'est toujours caractérisée par la carence de l'autorité, la orruption, la malversation financière sans oublier le népotisme.
es reproches faites au régime monarchique témoignent d'une "I inconscience politique" dans les rouages de l'Etat et, partant, écessitait une volonté manifeste pour redresser la Nation.

Le Coup d'Etat opéré par NTARE V, le 8 juillet 1966, contre on père symbolisait déjà une lueur d'espoir.

alheureusement, il ne tarda pas à entrer en conflit avec son Ier inistre, le Capitaire M. MICOMBERO(qui était aussi le tout premier fficier, Chef du Gouvernement). "Comme son père, après la formation u Gouvernement, il regagne les rangs de l'opposition", a déclaré le apitaine M. MICOMBERO.(58)
ela est donc qualifié de haute trahison, ce qui renda impopulaire TARE V, du moins, dans des milieux intellectuels.

Face à ce comportement irresponsable de NTARE V, beaucoup 'intellectuels burundais optèrent pour le changement et la évolution s'est opérée sans effusion de sang.
ICOMBERO, Ier Président de la République par suite du coup d'Etat u 28 novembre 1966, a fait des déclarations rassurantes faisant du espect des valeurs fondamentales, le fondement de l'Etat burundais.

B. Promesse du respect des valeurs fondamentales dans la gestion politique du pays

Après avoir dénoncé les abus commis par la monarchie onstitutionnelle, le Président MICOMBERO s'engagea solennellement e suivre à la lettre la politique tracée par le héros de 'indépendance.
ouveau qu'il était, le régime MICOMBERO devait se préoccuper de sa égitimité tout en exécutant sa promesse.

1. La recherche de la légitimité.

Tout acteur politique est, pour des raisons multiples, à la echerche des soutiens intérieurs et extérieurs. Cette recherche de outiens n'est pas un calcul cynique des Gouvernants qui tenteraient e paraître, par des actes calculés, tels que l'opinion espère les oir.

Même si la plupart d'entre eux suivent le conseil qu'a réconisé MACHIAVEL aux princes ; "sembler avoir toutes les vertus ue leurs sujets attendent d'eux... à défaut de les avoir raiment".(59)

---

58) BELLON,(R), et DELFOSSE,(P), Op.cit, p.7
59) LAGROYE,(J.), Sociologie politique, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques et DALLOZ, 1991, p.361.

es tenants du pouvoir doivent, au contraire, se légitimer par une ulture politique sinon le régime politique instauré ne peut pas urer longtemps.
insi donc, un ordre légitimé s'instaure grâce au processus de égulation de comportements qui finit par assurer la cohésion ociale et la permenance du système politique.

De cet ordre légitimé, les théories politiques distinguent eux types de rapport (60) au pouvoir chez les individus :
Le rapport de sujétion, ou d'"obéissance subie", est caractérisée par une attitude générale de soumission due à la peur causée par la crainte de la police qui garantit la docilité.
Le rapport de consentement, ou d'"obéissance volontaire", est une acceptation du pouvoir et de ses manifestations.

Issu du putsch, le régime MICOMBERO, pour se faire accepter it en place un organe suprême dénommé Comité National de la évolution(C.N.R) relayé au niveau de l'administration territoriale ar des nouveaux gouverneurs de provinces qui étaient tous des ommes en uniforme.
a tâche première de ces nouveaux maîtres était d'expliquer les aisons fondamentales du renversement de la monarchie qui a pu aintenir l'unité nationale pendant plus de trois siècles(61).

Craignant d'éventuelles contestations, une mise en garde fut onnée à tous les fauteurs de troubles et à quiconque tenterait de emettre en cause soit en paroles soit en actes la Révolution (62) éjà consommée.
artant de cela, il est à souligner que le régime de la Ière épublique dut recourir au rapport de sujetion pour se faire ccepter

---

60), LAGROYE,(J.), Op. cit., p. 389
61) MANIRAKIZA,(M.), Burundi, De la révolution au régionalisme (1966-1976), le Mât de Misaine, Bruxelles, 1992, p. 25
62) BELLON,(R.), et DELFOSSE,(P.), Op. cit., p. 8.

Ce rapport de sujetion fut d'ailleurs cultivé et entretenu ar les diverses autorités politiques et administratives du pays. 'est ainsi qu'ils parvinrent à s'imposer à cause surtout de 'instauration d'un Etat policier.
ce niveau donc, la docilité suppose une acceptation de la position u dominé où se trouve placé l'individu.

Comme la police ne suffisait pas, à elle seule, de garantir a légimité, les autorités de la Ière République empruntèrent une utre voie pour se rendre crédible.
'est ainsi qu'elles ont mené des tournées sur tout le territoire ational afin d'amener le peuple à adhérer à ce mouvement évolutionnaire.
ors de ces tournées, on promettait au peuple, à la fois, d'assurer t de promouvoir la justice sociale, le progrès, la reconciliation ationale..., bref, tout ce qui est en rapport avec la econstruction nationale.
côté de cela, l'école et les média de l'Etat devaient épauler ces utorités en généralisant l'éthique républicaine. Sûr de sa survie olitique, le régime MICOMBERO s'est mis au redressement national.

2. Le redressement national

Porté au pouvoir par un coup d'Etat militaire de novembre 966, le Capitaine M. MICOMBERO a fait des déclarations à la fois évolutionnaires et rassurantes.
éterminé de restaurer l'Etat burundais, il promettait de "défendre e Burundi et les habitants, uniquement dans l'intérêt supérieur de a Nation"(63).

D'après le rapport sur la démocratisation des institutions t de la vie politique au Burundi et qui concorde d'ailleurs avec uelques écrits de M. MANIRAKIZA, jusqu'en 1968, le Président M. ICOMBERO apparaissait comme un véritable chef d'Etat.
'est ainsi que le Président M. MICOMBERO a pu rétablir l'autorité t que, de plus, l'intérêt général primait sur l'intérêt articulier.

---

63) BELLON,(R), et DE L FOSSE(P.), Op.cit, p.8

Ayant promis le "pain et la paix" dès sa prise du pouvoir, u cours de cette période (1966-1968), il a essayé de mettre en pplication sa promesse.
-t-il réussi ?
omme la devise du pays (unité-travail-progrès) l'indique, la olitique générale suivie a connu, tout au début, des succès dans ertains domaines.
titre d'exemple, jusqu'en 1968, personne ne redoute que 'intégration nationale était une réalité évidente. Quant au domaine conomique, c'était bien différent par ce que l'économie du pays tait à plus de 70 % aux mains des étrangers et beaucoup 'infrastructures socio-économiques étaient à l'état embryonnaire.
eaucoup de localités du pays occupaient, en effet, un nombre xtrêmement réduit d'infrastructures socio-économiques (écoles, entres de santé...).
ormis cette devise du pays, on peut dire que le régime MICOMBERO a anifesté peu d'ambitions dans le développement socio-économique.

Quant à l'intégration nationale énoncée ci-haut, la division thnique qui avait éclaté au grand jour sous la monarchie écadente(en 1965), MICOMBERO, dès la prise du pouvoir, avait promis e servir l'intérêt supérieur de la Nation.
ela fut vécu comme une réalité dans les deux premières années de on existence.
insi, les deux principales composantes de la population urundaise(Hutu et Tutsi) se reconnaissaient dans les diverses nstitutions du pays en l'occurence l'UPRONA et le Gouvernement.

Cela est d'autant plus vrai car, pour cette période précise, l n'y a aucun document écrit qui signale les mouvements de ontestation du nouveau régime.
ar contre, on reconnaît que les deux éthnies avaient, au cours de ette période, une même considération socio-politique et personne ne e lamentait qu'elle était exclue ou sous représentée dans telle nstitution du pays.

Delà donc, on peut réfuter les déclarations de J.P. PABANEL ui font croire qu'après la mort du Ier Ministre Hutu, P. GENDANDUMWE, qu'il y a eu petit à petit l'exclusion des Hutu au ouvoir.

ertes, cette exclusion des Hutu a réellement débuté après la crise e 1972.

Au cours de cette même période (1966-1968), l'UPRONA, éclaré Parti unique par un arrêté royal du 23 novembre 1966, fut rigé en une institution suprême du pays. Dans le cadre d'opérer des hangements susceptibles d'éveiller le sens patriotique au sein de a population, il y a eu, entre 1966-1968, une restructuration du arti UPRONA du sommet jusqu'à la base.(64)

Et comme le peuple burundais était à majorité analphabète, t donc facilement manipulable, des mouvements intégrés à l'UPRONA urent mis en place en 1967 ; leur mission première était 'encadrement et l'"émancipation politique" de la population.
l s'agit de la J.R.R pour la jeunesse, de l'U.F.B. pour les femmes t de l'U.T.B. pour les travailleurs.

A la question de savoir pourquoi l'adoption du système à arti unique, on répond que c'est par le souci de préserver l'unité ationale et par voie de conséquence permettre le développement ocio-économique du pays(sic).
'est dans cette perspective que l'on a vu abandonner l'institution arlementaire au profit du régime présidentiel car, le arlementarisme était considéré, au Burundi et en Afrique en énéral, comme source de toute division et d'instabilité politique.

Malgré le système à parti unique et le présidentialisme dopté, les tares du régime monarchique ne tardèrent pas à éapparaître.
'est ainsi donc que la promesse fut trahie et l'on vit le pays ivré aux bords du gouffre.

C. Promesse trahie et fin de la Ière République

Ayant promis le "pain et la paix", le régime MICOMBERO, uste après deux années de son existence, changea de cap et le pays llait progressivement sombrer dans les divisions de toutes sortes.
otons par ailleurs que, depuis 1966 jusqu'en 1974, le pays vivait ans constitution.

---

64) Commission constitutionnelle, Op. cit., p. 28.

ela nous montre qu'il n'y avait, à proprement parlant, aucune arantie juridique ni pour la vie publique ni pour les libertés ndividuelles.(

Sans tarder, on a vu réapparaître des divisions vers la fin es années 1968. Ce qui amena certaines autorités politiques, dont e Secrétaire Général près la Maison du Parti et Ministre de 'Information en la personne du Commandant M. NDAYAHOZE, à dénoncer e divisionnisme.(65)

Très soucieux de sa longévité politique, et surtout à cause e son entourage, le régime MICOMBERO s'est longtemps caractérisé ar le "clientélisme et des rivalités d'ordre tant régional ou lanique qu'ethnique"(66). Ainsi, des courants d'opposition ont vu e jour et la plupart d'entre eux ont abouti à des crises graves. 'est notamment le complot de 1969, le procès de 1971 et les vénements sanglants de 1972 qui, malheureusement, ont aggravé la rise de confiance entre les deux ethnies (Hutu et Tutsi).

1. Clientélisme politique (ou début du népotisme)

Soucieux de se maintenir longtemps au pouvoir, le régime ICOMBERO s'est, peu à peu, constitué une clientèle (depuis 1969) et ont les membres les plus influents étaient surtout ceux issus de on clan (HIMA).
artant, la personnalisation du pouvoir (67) allait prendre une llure considérable.
ais au juste, que symbolise cette expression "personnalisation du ouvoir" ?
lors que beaucoup de gens croient que la personnalisation du ouvoir répond seulement au charisme du Chef de l'Etat, cette xpression englobe, de façon pratique, toute relation politique ou dministrative, jugée inhabituelle si on se réfère à la loi,que euvent manifester les acteurs politiques ou administratifs ; et ette relation va du haut en bas.

---

65) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.95

66) CHRETIEN,(J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in AMSELLE,(J.L.)et M'BOKOLO,(E.).Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.161.

67) MEDARD,(J.F.),L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire in MEDARD,(J.F.), Etat d'Afrique noire, Paris, 1991,p.339

Ainsi, chaque titulaire d'une parcelle d'autorité se 'approprie et la gère comme son bien propre.
vec cette logique, ceux qui s'élèvent dans la hiérarchie de l'Etat assent de la "stratégie de la survie à la stratégie de 'accumulation des resssources surtout économiques".(68)
e plus, à tous les niveaux de la structure politico-administrative, 'est l'entretien de la logique de "patronage" et du clientélisme.

//L'envers de la personnalisation du pouvoir conduit à l'echec e l'institutionnalisation du pouvoir. Ce qui suscite un climat de ension qui, si on ne prend pas garde, risque d'aboutir à la égation même de l'Etat.
u Burundi, cette situation s'est matérialisée par des complots soit réel, cas de 1969 ; soit monté, cas de 1971) et des guerres ratricides (cas de 1972).

Tous ces maux politiques trouvent leur origine dans la patrimonialisation" de l'Etat. C'est-à-dire qu'on entre dans la ogique où l'on s'approprie un bien commun comme un bien propre.
aractérisé par la corruption et les relations de dépendance, un tel ype d'Etat est qualifié de "sous-développé" du fait qu'il n'est pas n mesure d'accomplir sa mission première (celle de servir l'intérêt ational).

Le recours au népotisme et au régionalisme, qui a fort arqué le régime MICOMBERO, s'inscrit dans la logique de la survie olitique.
ans une telle logique, seule l'accumulation des ressources compte.
ualifié d'Etat prédateur, l'Etat burundais sous la Ière République 'a pas tardé de subir l'"erosion des soutiens" qui, un peu plus ard en avril 1972, a été ménacé de disparition.

---

68) MEDARD,(J.F.), Op. cit., p. 339.

Le régime MICOMBERO, que certains Burundais qualifient de dormance politique" s'est révélé incapable d'assumer convenablement es responsabilités.

On déplore par exemple la tenue irrégulière des conseils des inistres et l'instabilité des équipes gouvernementales qui se aisait remarquer dans des remaniements ministériels.(69)

ela montre combien, cette institution gouvernementale, peu efficace t fragile, a peu servi l'intérêt national.

Le 20 octobre 1971, le Président MICOMBERO créa un nouveau rgane, dénommé Conseil Suprême de la Révolution (C.S.R), par le écret-loi n°1/44 pour remplacer l'ancien organe C.N.R.

'un rôle quasiment consultatif, il est chargé de "maintenir la iscipline dans les rouages de l'Etat et vérifier si les principes e la révolution sont respectés dans les lois et les églements".(70)

et organe fut en réalité mis sur pied dans le but de traquer fort es opposants de ce régime car, au cours des années 1971, le égionalisme était dévenu une réalité socio-politique.

e qui nous fait donc dire que cet organe fut mis en place dans le ut, non avoué, de contrer un éventuel coup d'Etat.

Pour s'assurer de son pouvoir, la constitution de 1974 fut aillée sur mesure : on n'avait pas prévu l'institution arlementaire.Comme tout dictateur se veut "synonyme de l'Etat", le résident MICOMBERO a, depuis 1969, manifesté ce comportement ; et our tenir, il a fallu le règne de l'arbitraire avec tendance à 'autoritarisme.

cela s'est ajouté le culte de la personnalité qui n'a d'ailleurs as cessé de se développer.

MICOMBERO, seul homme fort de l'Etat et du Parti, avec uelques acolytes, s'est transformé en "monarque présidentiel".

'est ainsi que l'UPRONA, au lieu d'être au Service de la Nation, evait légitimer la position des gouvernants.

part cette situation engendrée par le clientélisme, on a vu surgir eux autres formes de division : le régionalisme et l'ethnisme, et ette dernière a plus miné l'Etat burundais.

---

69) (Comité Central du Parti UPRONA), Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie. Thème V : La gestion politique du Burundi, (Bujumbura), S.D., p. 21

70) Ibidem.

2. Réaparition des divisions ethniques.

Tout a débuté avec le complot de 1969 où une mutinerie
ɔmposée exclusivement de militaires Hutu tentèrent de se débarasser
ɹ "régime Tutsi".
éjoué, ce complot fut suivi d'un procès et des exécutions ; pour
es autorités d'alors, ces sanctions étaient justifiées car, ce
ɔmplot était perçu comme une réedition des événements de 1965.
ɐ qui allait donc cristalliser la haine ethnique.

Ce climat de méfiance fut aggravé par la crise de 1972,
ualifiée de "fléau" (IKIZA) par les Barundi eux-mêmes.
ɑ ce moment délicat, un mouvement Hutu éclata, dans la soirée du 29
vril, au Sud du pays et quelques milliers de Batutsi furent
trocement massacrés. Alors que le coup d'envoi était donné au sud
u pays, il se répandait vite sur tout le territoire national et le
ɔt d'ordre était : "exterminer tout ce qui était Tutsi".(71)
ela entraîna en mai-juin un déchaînement de représailles contre les
esponsables Bahutu presque à tous les niveaux. Il y eut panique
ans les milieux Hutu, panique due principalement aux réglements des
omptes couverts par les autorités comme par exemple les
esponsables de police.(72)

La gravité de la crise ne tient pas au nombre exact des
ictimes (plus ou moins 100.000 morts) mais plutôt à son caractère
énocidaire.
e résultat de cette opération s'étirant sur le 2e semestre de 1972
t débordant l'année 1973, fut un désastre national.
insi, une cassure presque irréparable fut instaurée entre les deux
rincipales ethnies.
Une question donc se pose : pourquoi le problème ethnique au
urundi ?
cette épineuse question, on ne peut pas apporter une réponse
xhaustive ; car les différentes composantes de la population
urundaise ne se distinguent ni par la langue ni par la culture ou
ar l'occupation territoriale.

---

71) NICAYENZI,(Z), Op.cit., p.5 col.4

72) CHRETIEN,(J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in
AMSELLE,(J.L.) et M'BOKOLO,(E.),Au coeur de l'ethnie
Ethnies, tribalisme et état en Afrique, Paris,
1985, p.161

enant compte de cela, l'ethnisme doit se concevoir comme un "état 'esprit" et non comme un "fait" car, anthropologiquement parlant, e Burundi ne connaît pas d'ethnies.

A cet effet, il se manifeste par des attitudes et omportements inadmissibles, pour tout Etat moderne, qui sont dictés ar l'attachement à son ethnie plutôt qu'à l'Etat.
e telles oppositions à caractère ethnique, on constate qu'elles se évèlent souvent comme un masque pour l'accès aux privilèges de 'Etat. Ce qui a d'ailleurs amené, SKLAR, politologue anglais de ire : " Le tribalisme devrait être considéré comme une variable dépendante plutôt que comme une force politique primordiale dans le nouvel Etat".(73)

Dans le même ordre d'idées, les déclarations du Commandant .NDAYAHOZE, Ministre de l'Information, faites en novembre 1968 à ropos du divisionnisme qui guettait le Burundi, illustrent bien ce u'est le tribalisme et ses buts inavoués :

> " D'emblée nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper que c'est la classe aisée qui renferme le virus du tribalisme.(...) Ce sont des cadres peu méritants qui, pour se maintenir ou pour se hisser à certains postes convoités, ont besoin de pistons, d'astuces et d'artifices ; ce sont aussi certains responsables insatiables qui, pour faire aboutir les mêmes ambitions inavouables, font de la division ethnique une stratégie politique.
> Alors s'ils sont Tutsi, ils dénoncent, au besoin avec des complots tactiques à l'appui, un "péril Hutu" à contrer ; s'ils sont Hutu, ils dévoilent un "apartheid Tutsi" à combattre.
> Et cela s'orchestre avec une mise en scène diabolique pour que le sentiment prenne le pas sur la raison".(74)

---

73) GONIDEC,(P.F), Les systèmes politiques africains, 2e éd., Paris, 1978, p.37
74) CHRETIEN,(J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in AMSELLE (J.L) et M'BOKOLO(E), Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.161

Avec le drame de 1972, on déplore les pertes subies et ses onséquences sur le plan politique, économique et social.
ur le plan politique, on déplore les structures sclérosées de 'Etat, ce qui a entraîné le régime de l'improvisation et du ésordre.
vec le phénomène d'exclusion, observé après cette crise, il y a eu endance au mutisme et au désintéressement de la chose publique.
ela incombait aux responsables de la Ière République car, après la rise, ils auraient dû amener le peuple à se reconcilier avec lui-ême et à gérer la chose publique dans l'esprit d'unité et de ustice sociale.
élas, cette volonté politique ne s'est pas du tout manifestée ; ce ui a, donc, terni la réputation du pouvoir.

Sur le plan économique, le drame de 1972 a occasionné des égâts matériels considérables et l'économie du pays en est ouffert. Dans certaines régions du pays, les activités commerciales endaient à s'arrêter et les propriétés exploitées se sont ransformées en brousses.
insi, par la privation de nombreux cadres et d'une main-d'oeuvre onsidérable, le pays a connu des périodes de disettes et de amines.

Sur le plan social, la peur du génocide se généralisa. La éfiance et la suspicion furent entretenues et les ennemis du pays arvinrent à imprimer dans la mémoire Hutu une multitude de dates atidiques. Leur objectif premier était d'opposer la masse aux utorités et de semer dans la population un climat d'insécurité pour ien entretenir la haine ethnique.

En l'analysant de plus près, on constate que le problème thnique burundais s'inscrit dans le sous-développement politique 'un Etat moderne. A ce propos, J.P. CHRETIEN a été amené à parler e "fratricides légitimés"(75), après avoir fait une analyse pprofondie des discours tenus par chacune des deux ethnies.
our les Hutu, le discours tenu met en avant la "démocratie, le euple et la loi de la majorité".
es Tutsi, par contre, insistent sur la "Nation, l'unité et l'anti-mpérialisme".

---

75) CHRETIEN,(J.P.), Fratricides légitimés in Esprit n° 12, 1976, pp. 822-834

On constate même que les deux idéologies ont été vécues lors e la campagne présidentielle de mai 1993 :
UYOYA mettait en avant l'"Unité et la Paix" alors que NDADAYE nsistait sur la "Démocratie et les Droits de l'homme".
omme les discours de ce dernier faisaient beaucoup transparaître 'hégémonie numérique , ce qui faisait peur aux minorités, il y a ieu de croire que ces 2 idéologies sont, de façon implicite, ifficilement conciliables.
onséquence, on assiste souvent au phénomène de "rebellion-epression" et c'est toujours les crises à répétition que le pays ontinue à vivre.

A côté de ce problème ethnique, une autre forme de division le régionalisme - a fort marqué le pays. Face à cet autre défi, 'Etat burundais ne sera pas du tout en mesure de réparer ce tort ommis et il y aura toujours une suspicion entre élite de provenance égionale distincte.

3. Une autre forme de division : le régionalisme

A côté de l'ethnisme qui a opposé les deux principales ommunautés (Hutu et Tutsi), le Burundi a également souffert du égionalisme.
e défi prend naissance dans l'emprisonnement de certains hauts ignitaires originaires de Bururi en 1967, du moins si l'on en croit . MANIRAKIZA. Libérés et vite réhabilités dans leur fonction, ils vaient déjà nourri l'esprit de vengeance. Ce qui causa un tort norme à la Nation burundaise.

C'est avec le complot du pouvoir de 1971, dénommé "Affaire TUNGUMBURANYE", que le problème régional fut ouvertement déclenché.
'abord, le gros des inculpés étaient originaires de MURAMVYA et de UJUMBURA rural (Jenda) et G. MPOZAGARA, Procureur Général de la épublique près la Cour Suprême, était écarté de l'affaire pour la imple raison qu'il était ressortissant de Muramvya.
ire encore, certains magistrats mêmes ceux ressortissants de BURURI omme L. NDUWAYO furent limogés de leur fonction parce qu'ils 'avaient pas traité le dossier conformément aux instructions onnées du haut. Cela fut donc ressenti comme une politique élibérée d'affaiblir d'abord les Tutsi d'autres régions et de les xclure ensuite du pouvoir.

Ainsi, dit J.P. CHRETIEN, << en 1971, au moment où l'emprise 'un extrémisme Tutsi dit "groupe de Bururi" (en fait un réseau de ersonnalités plus qu'une équipe régionaliste) s'est resserée, ouant au maximum d'un épouvantail Hutu, on voit de nouveau ces ritiques chez les étudiants lors de leur congrès de juillet 1971. 'opposition Tutsi libérale fut disloquée en octobre suivant à 'issue d'un procès fabriqué">>.(76)

Partant de cela, le Burundi de MICOMBERO allait connaître, ès 1971, le phénomène de "Bururisation du régime".(77)
e qui occasionna des répercussions très néfastes sur la vie socio-olitique du pays. Cette attraction négative, qui procède ormalement à l'exclusion des autres qui, pour le cas présent, ne ont pas partie de la même provenance régionale, va susciter une ttitude de méfiance, de répulsion et même de suspicion.

Par cette attitude, on observait que certains manifestaient n comportement d'agressivité et d'intolérance à l'égard des autres onsidérés comme "étrangers" à leur groupe.
insi, si l'on s'en tient à la dynamique sociale(78), le égionalisme a dangereusement affecté la justice sociale et l'unité es Barundi. Ce qui compromettait donc l'intérêt national.

Une question, donc, se pose : comment une région, peu mporte ses atouts, peut-elle vivre et s'épanouir sans toute la ommunauté nationale ?

---

76) CHRETIEN,(J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi, in AMSELLE,(J.L.) et M'BOKOLO,(E.),Au coeur de l'ethnie Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.P. 161-162.

77) MANIRAKIZA,(M), Burundi. De la révolution au régionalisme (1966-1976),Le Mât de Missane, Bruxelles, 1992, p.45.

78) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.117

ette manifestation dangereuse, pour tout Etat qui se cherche, est ne caractéristique du sous-développement politique où les irigeants ne rêvent que leur survie politique. Cela ne peut tenir our longtemps par ce que le régime politique subit de plus en plus "érosion des soutiens"(79) ; par cette délégitimation, il va tôt u tard disparaître. Heureusement, pour le Burundi, cette situation e s'est pas du tout produite grâce à l'attachement à sa patrie, bservée surtout chez les Tutsi, mais également par l'attitude de la ommunauté internationale prise à l'égard de ces défis socio-olitique dont le Burundi n'a cessé de vivre.

4. Attitude de la communauté internationale.

Face à l'ethnisme et au régionalisme, l'opinion nternationale a énergiquement condamné ces abus politiques et a ecommandé au régime MICOMBERO de se montrer, réellement, esponsable dans la gestion du pays, surtout en temps de crise.
ace à l'ethnisme par exemple, le Rwanda de KAYIBANDA (ennemi du urundi) a même déclenché une guerre des ondes contre le Burundi dès 972 ; épaulé par les lobbies anti-burundais, il a même tenté de anipuler et d'intoxiquer l'opinion internationale.
ndignée, l'opinion internationale condamna sans réserve le pouvoir e Bujumbura.

Très activiste dans l'affaire, le régime KAYIBANDA la ortait même devant l'O.U.A et l'O.N.U.
es deux institutions internationales ne donnèrent pas une suite avorable à cette plainte.(80)

Avec la Belgique, ancien colonisateur du Burundi, il y a eu brouillage"(81), on supprima la coopération militaire et elle énaça de recourir aux sanctions économiques.
cela s'est ajouté, à l'encontre du pouvoir de Bujumbura les ritiques sévères entretenues par la presse occidentale pour les vénements qui ont ensanglanté tout le pays.

---

79) LAGROYE,(J), Op. cit.,1991, p.401

80) MANIRAKIZA,(M), Burundi. De la révolution au régionalisme (1966-1976), Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1992, p.170

81) Idem, p. 171.

Alors que certains intellectuels comme J. de la GUERVIERE, ournaliste du "Monde", combattaient pour la marginalisation du urundi, d'autres, par contre, en l'occurence J.P. CHRETIEN(82), nterpellaient la communauté internationale à réagir vite pour aider e Burundi à s'en sortir car, pour J.P. CHRETIEN, le drame burundais st une émanation des querelles internes de la Belgique.

Comme l'ethnisme, le régionalisme a également alerté 'opinion internationale.
elle-ci, épaulée par les pressions internes, dénonça les abus du ouvoir de Bujumbura de par ses exactions arbitraires en matière urdictionnelle et recommanda la grâce présidentielle.
e pouvant pas se comporter comme un îlot, le régime MICOMBERO céda ux exigences de la communauté internationale en accordant la grâce résidentielle à tous ceux qui, du "groupe NTUNGUMBURANYE", étaient ondamnés à la peine capitale.

De cette régression politique apparut un "mouvement de edressement national" conduit par le Colonel J.B. BAGAZA. C'était e Ier novembre 1976 quand un acte de proclamation de la IIe épublique fut consigné dans les annales du Burundi.

---

82) CHRETIEN,(J.P.), Réflexions pour la paix.
Appel pour la paix in Remarques africaines n° 434-435, Janvier 1974, pp. 17-18.

CHAP.III. : LA IIème REPUBLIQUE (1976-1987)

C'est par un coup d'Etat Militaire opéré en date du Ier ovembre 1976 qu'on a vu naître la IIe République. Comme tout ouveau régime issu d'un putsch doit au préalable s'assurer de sa urvie, le Conseil Suprême Révolutionnaire (C.S.R.) présidé par le olonel J.B. BAGAZA décida d'abord de passer à l'action de égitimation. Pour y arriver, il a fallu dénoncer tous les abus ou aux causés par la Ière République.

A ce propos, le C.S.R., par le biais de son Président et résident de la République, dénonçait l'appropriation des pouvoirs e l'Etat et du Parti par un seul homme, le blocage des nstitutions, le dénigrement du Parti UPRONA, la violation de la onstitution.... pour montrer finalement qu'il fallait le "Mouvement u Ier novembre" pour redresser la Nation en péril.

Pour bien illustrer cette situation quasi intenable, le résident BAGAZA déclara :

> " De même que du temps de la monarchie décadente, les plus grands courtisans sont devenus les plus grands hommes de la République, l'intrigue étant devenue le moyen quasi unique d'une quelconque ascension dans les affaires de l'Etat. La compétence, le travail et l'honneteté n'avaient plus bonne presse dans ces clubs organisés non pas pour le travail mais pour la fête permenante".(83)

A ce sujet, les témoignages recueillis auprès de Zénon ICAYENZI, lors de l'enquête menée en Mairie de Bujumbura entre écembre 1993 et janvier 1994, confirment les déclarations de .B.BAGAZA.

ls sont libellés en ces termes :

La Ière République est une drôle de République ; MICOMBERO se résentait comme MWAMBUTSA IV. C'étaient quelques collaborateurs qui ouvernaient, J. NTIRUHWAMA d'abord, A.SIMBANANIYE ensuite. ICOMBERO, comme il n'aimait pas sortir du pays, il n'aimait même as le gérer. La IIe République est donc apparue pour corriger ce anque d'intérêt pour la chose publique".

---

83) BAGAZA,(J.B), Déclaration du Ier novembre 1976 in Discours de son Excellence le Colonel J.B.BAGAZA, Président du C.S.R et Président de la République, éd.1976-1977, p.1

oujours dans la même logique de légitimation, le Président BAGAZA évoila ses préoccupations pour son peuple en déclarant :

Notre seul intérêt et notre première préoccupation c'est le euple, son bonheur, son pouvoir dans la maîtrise de son destin".(84)

Ayant promis la Suprêmatie du Parti Unique (parce que seul oyen d'intégration nationale et de développement), le C.S.R. 'engagea d'instaurer la démocratie au Burundi mais dans un système e "centralisme démocratique".
ela signifie que la démocratie doit se percevoir dans la conception t la réflexion et le centralisme dans la décision et la conduite de 'action politique. Le principe de la critique et de l'autocritique ut alors amorcé comme "moyen efficace de contrôle" au sein d'un arti unique et révolutionnaire.

S'étant engagé à libérer son peuple, le Président BAGAZA se roposa de rénover le Parti UPRONA sur des principes (85) suivants:

- Lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme ;
- Souveraineté sur les richesses nationales ;
- Ferme volonté de compter sur ses propres forces ;
- Création d'une nouvelle mentalité basée sur l'esprit de justice, de travail et de production ;
- Réhabilitation et revalorisation de la culture nationale ;
- Combat anti-impérialiste.

Parmi tous ces principes qui allaient guider la politique du ays, la ferme volonté de compter sur ses propres forces et la lutte ontre l'exploitation de l'homme par l'homme purent réellement arquer tous les citoyens burundais.
artant, l'instauration du "culte du travail" fut amorcé et des ransformations socio-politiques furent remarquables.

---

84) BAGAZA,(J.B), Déclaration du Ier novembre 1976 in Discours de Son Excellence le Colonel J.B. BAGAZA, Président du C.S.R. et Président de la République, éd.1976-1977, p.2.

85) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p.p.34-35

A. L'instauration du culte du travail

Trouvant le pays dans un état de désastre économique, le résident BAGAZA s'est mis à réhabiliter le travail en incitant la opulation à "ne compter que sur sa propre force".
réoccupé par la prospérité économique (garant de l'indépendance ationale) de son peuple, le régime BAGAZA s'engagea à combattre, ans relache, tout esprit de conservatisme et d'aliénation et à rimer ou décorer tous ceux qui répondaient aux voeux de la évolution.

1. Lutte contre l'esprit de conservatisme et d'aliénation

Ayant constaté que quelques conceptions politiques étaient ondées sur l'inégalité foncière entre les Barundi, on a pu istinguer deux catégories de gens : Ceux qui commandent et ceux qui béissent.
es premiers se caractérisaient par la bienveillance et le secours lors que ces derniers, voués à la résignation, n'avaient que le evoir de "GUSABA" (quémander, suppléer...).
insi, ce fut une conception verticale de l'autorité ce qui causa 'ailleurs du mal à toute la société burundaise.
ar ce système politique, qui arrangeait les uns au détriment des utres, certains riches n'hésitaient pas à faire travailler d'autres ans les rémunérer ; et quand ils consentaient une rémunération, elle-ci n'avait qu'une valeur symbolique.

Face à ces pratiques rétrogrades, le régime BAGAZA s'est mis éradiquer ces conceptions afin d'acheminer le pays vers la voie de a démocratie.
insi, tout citoyen burundais devait prendre conscience qu'il avait n mot à dire dans l'édification de la Nation. Craignant la ersistance de la tendance à l'asservissement du "petit peuple", le résident BAGAZA chercha à renverser la pyramide et déclara :

"Ce sont les fonctionnaires qui sont au service du petit peuple et non le contraire. Ce renversement permettra aux cellules du Parti en milieu rural, de participer réellement à l'éxercice du pouvoir et à chacun d'avoir confiance en soi et dans son travail au lieu d'attendre tant de haut et de loin par la voie des intrigues".(86)

Comme le développement est l'effort de tous et de chacun, la remière mission de l'Etat, sous le régime BAGAZA, était d'unir le euple burundais longtemps divisé et de combattre tous les défis qui ontraignaient l'individu à la résignation.
our ce premier cas, le régime BAGAZA s'est véritablement montré isposé à asseoir l'unité nationale entamée sous les régimes qui 'ont précédé. Ainsi, une attitude politique hostile à toute forme e clientélisme, dont le népotisme, le régionalisme et l'ethnisme, ut apporter au pays des résultats consistants et louables.

Fier de la gestion du pays, tout Burundais, d'une manière énérale, s'attèla au développement du pays et ce fut par cette voie ue le pays put connaître une autosuffisance alimentaire.
our ce dernier cas, l'Etat burundais s'est mis à décourager tout sprit jouisseur, les pratiques obscurantistes et à déraciner toute endance à la fatalité, au nihilisme et à la résignation.

Même si les décideurs (politiques) de la IIe République anifestaient une volonté politique de réaliser une si dure mission, l a fallu, pour y parvenir, amorcer tout un processus d'éducation es masses.
côté de ce processus d'éducation, l'administration a, à son tour, a mission d'encadrer la population pour son propre développement.

Grâce à cette volonté manifeste du régime BAGAZA, les arundi ont pu acquérir de nouvelles valeurs comme le progrès, 'épargne tandis que l'esprit de fatalité et de résignation devait éder la place à l'esprit de courage et de confiance en soi.
'est ainsi qu'on a vu s'opérer le changement de mentalités et les nciennes croyances abandonnées. Comme, on a observé ici et là ertaines résistances à ce changement prôné par la IIe République, es mécanismes de stimulation furent institués afin de s'atteler éellement au développement.

---

86) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p. 80.

2. Mécanismes de stimulation

Classé parmi les "Nations prolétaires"(87), le Burundi de AGAZA devait, avant tout, veiller à sa sécurité alimentaire. Pour arantir cette sécurité alimentaire(base de la stabilité politique), e régime BAGAZA s'intéressait beaucoup plus au développement rural. 'est dans cette optique qu'un encadrement agricole fut mené et écentralisé ; pour réussir cet encadrement, le régime BAGAZA mit ur pied des sociétés régionales de développement(S.R.D.).

Celles-ci, appelées à couvrir l'ensemble du pays, avaient our mission l'intégration dans le développement rural, des actions 'amélioration de la production agro-pastorale, sans oublier la mise n place ou le renforcement des infrastructures sociales de base evenues alors impératif.
ces S.R.D., l'intérêt portait sur tous les aspects du monde rural:

> " les aspects productifs et leurs interdépendances, les aspects sociaux, comme éléments essentiels pour augmenter la production agricole et pour améliorer les conditions générales de vie des populations concernées."(88)

Comme le secteur agro-pastoral occupait presque la totalité e la population active (+ de 90 %) ; il est de ce fait appelé à ervir de moteur économique global. C'est ainsi qu'il s'avera écessaire d'opter pour une spécialisation régionale afin de tirer rofit du potentiel écologique et agronomique varié et ainsi évelopper les échanges inter-régionaux.

Comme l'Etat burundais s'est engagé à combattre toute forme e résistance à l'innovation agricole ou en matière d'élevage, un ystème d'émulation fut mis en place : c'est ainsi par exemple que e Gouvernement institua des prix annuels attribués aux meilleurs leveurs et agriculteurs.
a sélection se faisait par commune, province et à l'échelle du ays.

---

87) SCHWARTZEMBERG,(R.G.), Sociologie politique, Paris, 1977, pp. 253-254.

88) Rép. du Burundi, IV Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.33

A cela s'ajoutaient les décorations décernées à ceux qui 'étaient révélés les meilleurs dans tel domaine économique ou ocial.

Pourquoi a-t-on décidé de mettre en place un tel système 'émulation ?
onscient que la famine engendre la violence et par voie de onséquence la destabilisation du régime, le Président BAGAZA a jugé écessaire, voire indispensable, de procéder à l'encadrement de la opulation dans tous les domaines ; et pour favoriser l'esprit de se rendre ensuite en charge, l'Etat devait continuer à les stimuler ar l'octroi de différents prix ou médailles.

Ainsi le régime BAGAZA, issu du putsch, s'est attelé à cette olitique afin de s'assurer réellement de sa légitimité. C'est alors u'on a vu le pouvoir se stabiliser, tout en s'institutionnalisant, râce à l'"effiscience"(89) du régime BAGAZA, de son aptitude à ppréhender et à résoudre les problèmes majeurs de la société à ommencer par la sécurité alimentaire et la justice sociale. C'est ar cette volonté politique que des transformations socio-politiques urent véritablement opérées.

B. Transformations socio-politiques

// Ayant dénoncé la régression politique qui avait caractérisé es régimes précédents, le "Mouvement du Ier novembre", par le biais u Président BAGAZA, s'engagea à redresser la Nation en passant par es transformations profondes de la société.
our y arriver, il se proposait d'"enterrer les séquelles des ivisions pour que l'unité ne soit pas un vain mot", de cultiver l'esprit d'unité et le désir de travailler pour tendre vers une ociété juste" et enfin d'"organiser le parti UPRONA et de mettre ur pied les structures de l'Etat de façon à rendre irréversible la réation d'une société où règne la justice sociale et où sera bannie 'exploitation de l'homme par l'homme.(90) //

89) LAGROYE,(J.), Op. cit., p. 393.
90) BAGAZA,(J.B), Déclaration sur les objectifs fondamentaux du Mouvement du Ier novembre in Discours de son Excellence le Colonel J.B.BAGAZA, Président du C.S.R. et Président de la République,éd.1976-1977, p.9

1. Lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme

Trouvant le pays délabré et la société désemparée, le résident BAGAZA, dès sa prise du pouvoir, a promis de réhabiliter e peuple burundais.
'est par des actes concrets qu'il s'est montré disposé à combattre out défi pouvant porter atteinte à la justice sociale.

a) Suppression de l'Ubugabire(clientélisme pastoral)

Issu de la tradition ancestrale, l'ubugabire, supprimé par n arrêté du Mwami du 30 juin 1965, a cependant persisté jusqu'à 'avènement de la IIe République.
ais au juste, quel est le sens de l'Ubugabire ?
'est un contrat par lequel le donateur offrait du bétail au emandeur moyennant de la part de ce dernier des obligations comme e prélevement en retour du croît du bétail(KWOKOZA), la fourniture es cruches de bière et diverses autres prestations.

Alors que certains intellectuels comme T.NSANZE onsidéraient ce phénomène social comme un lien de renforcement 'unité entre Burundais, il s'est révélé dès 1965 très abusif et par onséquent susceptible d'être combattu mais sans résultats.
l a fallu attendre l'avènement de la IIe République pour que des esures concrètes soient prises pour l'abolir complètement.

b) Suppression de l'ubugererwa(clientélisme foncier)

Prenant naissance dans le Burundi ancien, l'ubugererwa, omme l'ubugabire, a longtemps caractérisé les relations sociales ui liaient certaines catégories des riches propriétaires fonciers à elles des "sans terres".
onsidéré, lui aussi comme un lien de renforcement d'unité entre urundais, il est apparu comme un défi dès l'avènement de la IIe épublique et le Président BAGAZA décida par decrét n° 1/19 du 30 uin 1977 l'abolition de l'ubugererwa.

Mais en quoi consiste l'ubugererwa ?
'ubugererwa est un contrat par lequel le demandeur recevait une erre en location pour une durée indéterminée. En contrepartie, il evait exécuter des travaux agricoles pour son patron au moment des abours, des sarclages ou des récoltes.
e contrat pouvait s'étendre de père en fils.

A propos de ces deux mécanismes d'asservissement, surgit une nterrogation : Pourquoi ces formes de clientélisme ont-elles erduré même après l'indépendance ?
omme nous l'avons déjà vu, les deux régimes, qui se sont succédés ès l'indépendance, ont été caractérisés par une régression olitique. Cela s'est fait surtout remarqué par des querelles tériles qui ont abouti à l'éclatement d'unité à partir des années 965 et dont le point culminant fut atteint en 1972. Devant une elle situation politique, l'intérêt national se trouve compromis et a loi du plus fort s'institue.

C'est dans cette perspective que la justice sociale, même si lle avait été théoriquement proclamée, n'a jamais été traduite en ne volonté politique étayée par des actes concrets. Il a fallu donc ttendre l'avènement de la IIe République pour abolir réellement ces formes de clientélisme.

A l'analyser de plus près, cette mesure n'était pas gratuite omme certains l'ont cru.
'abord, le régime BAGAZA, issu du coup d'Etat militaire, avait esoin de s'assurer des soutiens pour se légitimer et se faire ccepté. Pour cela, il fallait un acte original qui intéressait une onne catégorie de la population. Celle-ci devait, à son tour, se entir plus liée à ce nouveau régime. Ce qui nous fait dire que ette catégorie de gens s'était automatiquement transformée en une lientèle politique à l'égard de ce nouveau pouvoir libérateur.

Ensuite, ce nouveau régime, soucieux de sa légitimité, evait se présenter plus préoccupé du sort de son peuple que ses rédecesseurs. C'est ainsi que ces formes de clientélisme furent éellement abolies.

artant de cette volonté politique d'asseoir la justice sociale, il aut reconnaître que le régime BAGAZA a su vraiment opérer une évolution qui a eu des effets dans le développement socio-olitique.

2. Le développement socio-politique

// A l'époque de la monarchie constitutionnelle et de la Ière épublique, le Burundi a souffert de la sous-administration et l'on it même une perpétuation du modèle colonial belge.
'arrivée au pouvoir du Colonel J.B BAGAZA modifia profondément la ociété. Le pays a connu des progrès substentiels tant au niveau ocial qu'au niveau politique.
ela a permis au pays de connaître une stabilité politique et le ouvoir s'institutionnalisa progressivement.

Ce développement socio-politique s'est surtout fait remarqué ans la réhabilitation de certaines valeurs comme la justice sociale t la démocratie. C'est grâce à la volonté manifeste des autorités e la IIe République que ces valeurs politiques et morales ccupèrent une place de choix dans la gestion du pays, du moins au ours des cinq ou six années de son existence.(91) //

a) La justice sociale

D'une importance capitale pour l'avenir du pays, la justice ociale doit être perçue comme une réalité dans tous les aspects de a vie nationale comme les domaines judiciaire, social et conomique.

- Domaine judiciaire

Pour s'assurer de la justice social, il importe beaucoup que a justice rendue soit exempte de toute partialité. Pour ce faire, l est indispensable de proclamer haut et fort l'égalité devant la oi et le respect scrupuleux des libertés fondamentales de tous les itoyens. La réalisation de telles aspirations ne peut avoir lieu ans envisager l'indépendance de la magistrature.
ais quelle garantie réserve-t-on à la droiture du juge ?
our qu'un juge soit effectivement un juge respectable et impartial, l faut qu'il ait une seule cause à défendre. Celle de la loi et de a justice.(92)

---

91) Commission constitutionnelle, op.cit, p.p. 29-30
2) CANAC,(Y.), Le juste pouvoir. Essai sur les deux chemins de la démocratie, Paris, 1981, p. 164.

Qu'en est-il donc pour le Burundi de BAGAZA ?
éritier d'un système politique en dégradation, le régime BAGAZA
'engagea prioritairement à révolutionner le système judiciaire.
ne des premières actions amorcées fut celle opérée dans
'administration de la justice où l'on a procédé au remplacement des
agistrats jugés corrompus par d'autres considérés comme
ntègres(93) et dynamiques.

Pour tenter d'éviter toute forme d'irrégularités observées
eaucoup plus dans les tribunaux inférieurs, une commission
ationale de contrôle des juridictions inférieures fut réorganisée
t devint fonctionnelle. Plus inquiétant était le problème des
étentions préventives que beaucoup de citoyens assimilaient aux
rrestations injustes.
ce sujet, un délai de détention préventive fut fixé à trois
emaines sauf cas de difficulté particulière.

Dans le but de rapprocher la justice des justiciables, on
écida la multiplication des tribunaux à travers tous le pays.
omme il y avait des juges sans formation juridique, le Ministère de
a Justice organisait régulièrement des séminaires en ce sens afin
e leur apprendre surtout à se montrer accessibles pour tous,
fficaces dans les jugements rendus sans oublier l'impartialité qui
evait normalement les caractériser.
e pouvant pas apprécier exactement l'impartialité de tel juge, il
tait permis à chaque requérant de faire recours, s'il le jugeait
écessaire, auprès des juridictions supérieures. C'est dans cette
ptique que l'on doit reconnaître l'effort amorcé par la IIe
épublique pour asseoir la justice sociale dans le domaine
udiciaire.

---

93) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p.47

- Domaine social

Soucieux de se rendre légitime, la IIe République s'est ontrée, dès les premières années, disposée à opérer des changements ubstentiels dans le domaine social. C'est ainsi que la IIe épublique supprima l'ubugabire, l'ubugererwa et l'impôt de apitation.

A ces mesures, combien salutaires pour le peuple burundais, e régime BAGAZA s'est véritablement investi pour aboutir à la atisfaction des besoins sociaux pour toute la population sans iscrimination aucune.
our aboutir à une "vraie" justice sociale, il fallait assurer '"accès de toute la population à l'enseignement, à la santé ainsi u'aux autres services sociaux".(94)

L'éducation, un des éléments indissociables de la vie socio-olitique et économique du pays, devait être étendu et assuré à tous es enfants du pays car, la participation à la gestion des affaires conomiques et sociales ne pouvait être une réalité que si l'on isposait d'un minimum d'instruction.
insi les écoles primaires furent généralisées sur tout le erritoire national avec des distances assez rapprochées. Tout cela e faisait dans l'esprit de donner la chance à tous les enfants à 'âge scolarisable de fréquenter les écoles de l'Etat.
our permettre la récupération de ceux qui n'ont pas réussi le oncours national ou tout au moins réorienter leur vie, il fut créé t même généralisé des centres de formation polyvalente(C.F.P.).

Certes, on déplore la présence en grand nombre des étrangers ans l'enseignement de base et la formation insuffisante de certains nseignants.
ela est surtout dû à l'insuffisance du personnel enseignant urundais car la carrière enseignante n'attire pas beaucoup de arundi.

---

94) Rép. du Burundi, IVe Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.54

Pour pallier à un tel problème et celui du matériel idactique, le Bureau d'Education Rural (B.E.R), datant de 1973, 'efforçait d'améliorer la formation des maîtres par leur articipation aux recyclages et la mise à leur disposition du atériel didactique suffisant. A cela s'ajoutait l'évaluation égulière des maîtres à l'école afin de se faire l'idée générale de eur aptitude.

L'enseignement secondaire, à son tour, devait être conçu ans l'esprit de justice sociale.
. cet effet, le concours national (épreuve pour accéder à 'enseignement secondaire) fut réorganisé sur de nouvelles base omme par exemple le fait de cacher le nom de l'élève en ompétition. Le même système de compétition fut adopté pour accéder l'enseignement supérieur. C'est ainsi qu'on a vu instituer un test ational pour tout finaliste de l'enseignement général.

L'état sanitaire, quant à lui, a connu une amélioration onsidérable sous la IIe République. Sous ce régime, la politique anitaire était claire : décentralisation des services de la santé, ultiplication des hôpitaux et surtout des centres de santé dotés 'un personnel suffisant et de diverse qualification.
éduire considérablement le taux de mortalité par les moyens 'assainissement du milieu, de l'éducation sanitaire et surtout par 'exécution d'un programme élargi de vaccination contre la rougeole, a tuberculose....(95).

Trouvant que la plupart des Burundais n'étaient pas en esure de s'assurer les soins de santé, le régime BAGAZA prit 'initiative salutaire en ce domaine. Il créa une Mutuelle de la onction Publique pour tous les fonctionnaires de l'Etat paraétatiques y compris) et par après il institua une carte 'assurance-maladie pour tous les citoyens non fonctionnaires.
e prix de la carte variait en fonction du statut social de chaque itoyen : 500F pour un paysan et 3000F pour un commerçant et le itulaire était assuré sur une période d'une année.

---

95) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981,p.53

l faut préciser enfin que la carte, qu'elle soit de la Mutuelle de a Fonction Publique ou d'assurance-maladie, était valable pour tous es membres de la famille.

Autres services sociaux comme le transport en commun, le égime BAGAZA créa en septembre 1980 une société de transport énommée OTRABU.
yant juré de mettre en avant la justice sociale dans toute ntreprise publique, cette société de transport(des biens et des ersonnes) avait la mission de desservir en priorité les régions les lus enclavées. Ceci a eu des effets bénéfiques parce que certaines égions inaccessibles aux véhicules des particuliers restaient en ommunication avec les autres grâce au service de l'OTRABU.

- Domaine économique

Héritier d'un pays dont l'état économique était très éplorable, le régime BAGAZA s'était montré disposé à promouvoir le éveloppement économique dans l'intérêt de tous;
u cours des cinq ou six premières années de la IIe République, 'Etat apparaissait comme un instrument au service d'une véritable mancipation des masses laborieuses, en aidant la population à ortir de la misère et de l'ignorance, ce qui constituait sa inalité.(96)

Pour aboutir à cette finalité qui est le mieux être de la opulation, l'Etat a dû réorganiser les modes de production et urtout bien répartir les richesses nationales. C'est dans cette erspective qu'on a vu se généraliser les projets de développement à ravers tout le pays. Ces projets de développement devaient veiller u bien-être de la population en procédant à la distribution des emences sélectionnées tout en apprenant aux masses les nouvelles éthodes culturales (usage des engrais chimiques...).

---

96) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy,1981,p.126

Grâce à cette distribution des semences sélectionnées et la ise en application de nouvelles méthodes culturales, le Burundi a onnu une autosuffisance alimentaire ; et dans les premières années u régime BAGAZA, on reconnaît, si l'on en croit le rapport de la ommission constitutionnelle, la bonne répartition des richesses ationales.
ar ces initiatives de la IIe République, de nouveaux emplois tant n villes qu'à l'intérieur du pays, furent créés. Ainsi l'exode ural et la déliquance juvénile connurent un déclin considérable.

Comme il fallait toujours veiller à la justice sociale, on a u adopter une nouvelle réglementation des salaires tant pour des onctionnaires que pour des travailleurs journaliers. Il y a eu, 'abord, la majoration des salaires due, essentiellement, au surplus conomique et ensuite, ceux qui avaient le même statut social evaient subir le même traitement. Ainsi, il faut donc reconnaître ue le régime BAGAZA, même s'il a été l'objet d'une dérive politique ers les années 1981-1982, selon le rapport de la Commission onstitutionnelle, a quand même tenté d'asseoir la justice sociale ans tous les secteurs de la vie nationale.

b) La démocratie

Soucieux de consolider l'Etat burundais, le régime BAGAZA morça le processus de démocratisation de la vie politique du pays n passant par le Parti UPRONA et ses mouvements intégrés.
omme la démocratie ne pouvait pas connaître des succès qu'à travers a vie du Parti UPRONA, la première action menée par les autorités e la IIe République fut sa réorganisation depuis la base jusqu'au ommet. C'est ainsi qu'à partir de 1977, des comités à tous les chelons du parti furent créés et il y eut la mise en place des ermenances du parti à tous les échelons et à travers tout le pays.

Comme il fallait redynamiser le parti, institution suprême u pays, une campagne de libre adhésion fut amorcée et l'UPRONA eut es militants actifs.
es réunions régulières du parti furent instituées, les assemblées es "Badasigana" (militants de l'UPRONA) se tenaient sur toutes les ollines pour contribuer à la résolution de certains problèmes.

'est après une vaste consultation que le Ier Congrès National du arti UPRONA, tenu en décembre 1979, adopta des orientations claires ans tous les secteurs de la vie du pays.

Ne pouvant pas prétendre enraciner la démocratie sans ecourir à la décentralisation, le régime BAGAZA s'est montré réoccupé de la décentralisation et de la déconcentration des dministrations.
ar le décret-loi n° 1/26 du 30 juillet 1977, il y a eu réforme de 'administration communale pour favoriser le développement des ommunes et l'épanouissement de leur population. Et dans l'esprit de approcher l'administration des administrés, le nombre de communes assa de 79 à 114 par un décret-loi n° 1/29 du 24 septembre 1982. ar ce même décret-loi, le nombre de provinces passa de 8 à 15.

Comme la seule décentralisation ne suffisait pas, pour sseoir la démocratie, on dota le pays des institutions émocratiques dans le strict respect de la constitution de novembre 981. De plus, la IIe République avait promis de renforcer les adres et les mécanismes de concertation pour examiner régulièrement es obstacles au développement et y apporter des solutions déquates.(97)
élas, autour des années 1981-1982, on assista au retournement de la ituation et ce fut le début de l'ère de la dictature.

C. <u>De la révolution à la dictature</u>

Dès sa prise du pouvoir, le Président BAGAZA avait lancé un ari à gagner : "libérer le peuple burundais de toute injustice ociale."
e pouvant pas aboutir à cette libération sans envisager les voies t moyens pour assurer le bien-être de toute la population, le résident BAGAZA s'était résolument engagé à combattre l'égoïsme et 'exploitation de l'homme par l'homme, la paresse et toutes formes e pratiques patrimoniales (détournements des deniers publics, orruption, népotisme...).
omme il voulait assurer l'"indépendance totale" du pays, le résident BAGAZA a préconisé pour son peuple le principe de "compter ur ses propres forces".

97) Comité Central du Parti UPRONA, <u>Actes du IIe Congrès National du Parti UPRONA</u>, Berger-Levrault, Nancy,1986,p.19

ar ce mot d'ordre (à la fois du Parti et du Gouvernement), le urundi a connu des progrès très remarquables dans le domaine socio-conomique (mise en place des infrastructures sociales et conomiques, scolarisation universelle, amélioration de l'habitat et e l'hygiène publique....).

Après avoir proclamé si haut la souveraineté du peuple(98), e Président BAGAZA, dans le renforcement de la démocratie, avait romis que les Barundi seront plus que jamais souverains dans la onception des programmes de développement. Cette gestion émocratique du pays devait également transparaître dans certaines éclarations du chef de l'Etat.
insi, il déclara le 14 juillet 1979 à NYABIKERE :
ce que vous aurez dit, ce que vous aurez arrêté, c'est cela qui era mis en application".(99)

ce propos, certaines interrogation subsistent :
Pourquoi, le Prince Louis RWAGASORE,est-il relegué aux oubliettes?
Pourquoi le conflit Eglise-Etat a-t-il perduré ?
En quoi est-il dû la réapparition des anciennes tares ?

1. Le héros national relegué aux oubliettes.

Alors qu'il apparaissait comme le véritable leader de tous es Barundi, le Président BAGAZA, au sortir du Congrès de Décembre 979, emprunta des voies dictatoriales.
u cours de cette même période, des signes de dictature commençaient éjà à se faire remarqués. La preuve est que le mouvement de eunesse Révolutionnaire RWAGASORE(J.R.R.) est transformé, en ovembre 1980, malgré les résistances, en Union de la Jeunesse évolutionnaire Burundaise (U.J.R.B.).

Une question se pose donc : Pourquoi le Président BAGAZA a--il changé de cap en proclamant implicitement le pouvoir personnel? oulant être sûr de son pouvoir, il amorça un virage dans la gestion e l'Etat.

---

98) Article 2 de la Constitution de Novembre 1981
99) Extrait du discours du Président BAGAZA tenu le 14 juillet 1979 à NYABIKERE in Actes du Ier Congrès National du du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981,p.3

Le Président BAGAZA, par ivresse du pouvoir, s'attribua les mérites et les succès qu'à connus la IIe République grâce à l'effort de tous les Barundi et, irrésistiblement, opta pour le culte de la personnalité comme son prédécesseur.

Le fait d'avoir transformé la J.R.R. en U.J.R.B. devait, pour le régime BAGAZA, se comprendre car, disait-il, peu de jeunes se reconnaissaient dans la J.R.R. ; pour faire face à cette situation, il se proposait de créer un nouveau mouvement et au sein duquel se retrouveraient tous les jeunes Barundi.

Raison peu valable car, si l'on analyse de plus près certains discours qu'a tenus le Président BAGAZA et ses acolytes, l'on s'aperçoit qu'il voulait purement et simplement rendre son régime comme référence du Burundi moderne. C'est pourquoi, il a fait tout son possible pour faire oublier RWAGASORE, le héros de l'indépendance. A ce titre, le Président BAGAZA et sa clientèle politique considéraient le Ier Congrès du Parti UPRONA, tenu en décembre 1979, comme la "première victoire pour le Parti et pour le Burundi".
De ces considérations, l'on constate que la première victoire qu'a réellement connue le Burundi, celle du 18 septembre 1961 où l'UPRONA a conduit le pays à l'indépendance sans son prestigieux leader perdait de plus en plus de signification politique.

A ce propos, les témoignages recueillis auprès de Z.NICAYENZI sont très clairs, quant à l'explication de cette mesure: "En transformant la J.R.R. en U.J.R.B., le Président BAGAZA ne voulait pas entendre parler de RWAGASORE car, selon lui, le Burundi moderne commençait avec la date du Ier novembre 1976".
On pourrait ajouter que le Président BAGAZA, dans ses visées voulait à la longue se rendre, de son propre gré, le seul héros national en faisant oublier les autres.

Par les tendances totalitaires du Président BAGAZA, beaucoup de citoyens attachés au héros de l'indépendance vécurent des moments durs et optèrent pour la résignation. La date d'anniversaire de la mort du P.L. RWAGASORE(le 13 octobre) ne fut plus célébrée et même les proches de RWAGASORE ne pouvaient point se rendre au mausolée pour se recueillir.

ire encore, la place du mausolée ne fut plus objet d'entretien et a brousse devait s'y faire remarquée.
. ce propos, une question se pose : Pourquoi le Président BAGAZA -t-il coupé son peuple de certaines références du passé ?

Pour tout pouvoir qui se veut totalitaire, on veille à ce ue le peuple puisse s'y identifier à son chef de gré ou de force ar il faut qu'il se présente comme le seul maître. Sous le régime AGAZA, cela fut surtout observé vers les trois dernières années de on règne sans partage.

Ainsi les discours tenus devaient faire transparaître le opulisme de la société "unanimitaire" et du parti.(100)
'est-à-dire que la société burundaise fut présentée comme une ociété sans fissure, unie et quant au Parti UPRONA, il lui était econnu de l'intégration nationale et la mobilisation nationale pour boutir au bien-être de tous. Malheureusement, aucune place n'était éservée à l'opposition, au contraire, être opposant signifiait être nnemi de la Nation et donc susceptible d'être abattu.
our "sécuriser l'Etat", les services de police, dont le but est de rapper fort l'opposition, omniprésents furent renforcés. Panique et uspicion, le peuple fut soumis à la "loi du silence". A ce signe vident de dérapage ou de dérive politique, il s'est ajouté le onflit Eglise-Etat qui même perduré jusqu'au renversement de ce égime.

2. Le conflit Eglise-Etat.

Dès sa prise du pouvoir, le Président BAGAZA s'attéla à la onstruction d'un Etat qui administrait réellement le pays, ultiplia les services sociaux et voulut contrôler le système ducatif....
ur ce terrain, il se heurta à un autre entrepreneur de taille et ont les structures s'étaient enracinées depuis longtemps. Il s'agit e l'Eglise Catholique.

---

100) GONIDEC,(P.F.), Les systèmes politiques africains, 2e éd., Paris, 1978, p.P.159-165

elle-ci possède "un réseau de dispensaires, produit une formation à ravers ses écoles...., structure les coopératives dans une édération et possède ses propres circuits bancaires".(101)
éterminé à moderniser l'Etat burundais, le Président BAGAZA s'est ontré hostile à l'existence d'un contre-pouvoir clérical.

Mais comment est né le conflit Eglise-Etat ?
'après J.P. CHRETIEN, le conflit est né dans les mesures de laïcisation". Ces mesures ont été prises suite à des réunions 'échanges et de prières dites "SAHWANYA" observées dès 1978.
rouvant que l'Eglise avait des prétentions de se rendre un Etat ans un autre Etat, le régime BAGAZA prit des mesures nécessaires our redéfinir la place de l'Eglise. Longtemps "partenaire" rivilégié de l'Etat burundais, l'Eglise apparaissait aux yeux du égime BAGAZA comme un concurent redoutable et ses projets furent ualifiés de paternalistes. Cette situation devait changer car, a-t-n dit, elle portait atteinte à la souveraineté nationale.

A ce propos, l'interview accordée au journal Le citoyen n° 7 du 25 août au 10 septembre 1993 par J.B.BAGAZA vient confirmer ce onflit en déclarant :

En 1976, nous avons trouvé deux forces politiques et sociales qui ontrôlaient la société. Il y avait le MICOMBERISME et l'Eglise atholique. N'importe quel Gouvernement qui aurait une ambition de hanger, de réformer la société burundaise devait nécessairement ntrer en confrontation avec le MICOMBERISME... et l'Eglise atholique.... qui est en réalité une puissance temporelle et pirituelle".

C'est dans cette optique que le Président BAGAZA a dit non à a concurrence de l'Eglise catholique en interdisant d'abord les éunions "SAHWANYA" dans des lieux non reconnus et en réglementant es jours et les lieux de prières.
ela eut lieu dès le début des années 1980.

---

101) PABANEL,(J.P.), Op. cit., p. 287.

Dès cette date, un climat de mésentente régna entre les deux nstitutions. Ne pouvant pas se laisser faire, le régime BAGAZA xpulsa environ 300 missionnaires et le journal NDONGOZI fut uspendu.(102)
ela donna lieu à un conflit ouvert qui fut vite atténué dès les nnées 1980 à cause de la préoccupation du pouvoir pour la mise en lace des institutionss de la IIe République. Les mesures prises à 'encontre de l'Eglise inspirèrent des titres sensationnels dans la resse occidentale :
< "Persécution", "Eglise muselée", "sous surveillance étatique"..., "climat de peur">>.(103)
ême si la période comprise entre 1980 à 1983/1984 fut qualifiée de étente, certains signes de confrontation persistaient encore, du oins si l'on en croit aux écrits de J.P. CHRETIEN.
n 1980, le Noce apostolique perda son titre permanent de doyen de orps diplomatique et en 1982, un nouveau statut des étrangers fut laboré, cela fut d'ailleurs suivi d'un retrait de visa permanent es missionnaires, etc.

Autour des années 1983-1984, la guerre politico-religieuse pparut extrémement dangereuse. En ce moment précis, le régime AGAZA adressa deux reproches essentiels à l'église burundaise, à avoir :

<< - "celui de vouloir prolonger ses privilèges de l'époque coloniale" et
- " celui de cautionner indirectement les attaques venues de l'étranger contre le maintien de discrimination entre Bahutu et Batutsi">>.(104)

i l'on s'en tient à ces deux reproches (difficilement vérifiables auf peut-être le premier), l'eglise serait le premier responsable es maux qu'à connus le Burundi dès l'indépendance jusqu'à la fin du égime MICOMBERO.

---

102) CHRETIEN,(J.P.), Dossier Burundi. Eglise et Etat au Burundi Les enjeux politiques in Afrique contemporaine n° 142, Paris, 1987, p.64
103) Idem, p.63
104) Ibidem

Voulant se débarrasser de son concurrent, le Président AGAZA prit des initiatives d'affaiblir l'église au point même de la arginaliser.
'est dans ce cadre qu'il nationalisa certains biens et services de 'église et certaines mesures d'expulsion ou d'emprisonnement de uelques missionnaires furent prises. Cette méfiance s'est également raduite par la création en mars 1984 du nouveau Département des ffaires Confessionnelles au sein du Ministère de l'Intérieur.

e voulant pas faire triompher le compromis, une guerre ouverte ntre ces deux institutions dut être déclenchée et perdura même.
ce propos, J.B. BAGAZA, lui-même, a reconnu cette période de ivalités entre l'Eglise catholique et l'Etat ; c'est ce qu'il écrit en ces termes :

C'est une suite d'escarmouches entre l'église catholique et 'Etat,
C'est une suite d'escalades ou de désescalades, c'est une suite de guérillas et contre-guérillas"(105).

Ce conflit Eglise-Etat fut exploité de manière outrancière ar quelques milieux anti-burundais comme le "comité de défense des roits de l'homme au Burundi" implanté à Louvain. Voulant susciter 'ingérance occidentale dans les affaires internes du Burundi, cette rganisation se précipita à dénoncer :
les atteintes généralisées aux droits de l'homme, tortures et orts en prison, apartheid Tutsi et exclusion des enfants Bahutu de 'école secondaire, mainmise idéologique de KADHAFI (suite aux iscours incendiaires tenus au Rwanda et au Burundi en mai 1985), otalitarisme et imminence de nouveaux massacres"(106). Face à ette polémique sans nuances, l'épiscopat tenta de calmer le jeu, ans son message du 17 avril 1986, en recommandant aux médias trangers et à l'Occident de ne pas s'immiscer pour exciter les urundais à la division mais plutôt d'aider le Gouvernement, dans on projet, de poser des bases modernes pour favoriser l'unité ationale.

105) BAGAZA,(J.B), "Je retrouve le pays délabré... la société désemparée". Interview accordée à KAVUMBAGU (J.M.V) et TOYI(E) paru dans Le citoyen n° 17 du 25 août au 10 septembre 1993, p.3. col.2 et 3
106) CHRETIEN,(J.P.), Dossier Burundi. Eglise et Etat au Burundi Les enjeux politiques in Afrique contemporaine n° 142, Paris, 1987, p.6.

algré certaines rares initiatives observées surtout du côté de 'Eglise, le conflit Eglise-Etat a perduré jusqu'à la fin du régime AGAZA et d'ailleurs, J.B. BAGAZA, lui-même, l'a reconnu dans son nterview accordée au journal Le citoyen n° 17 du 25 août au 10 eptembre 1993, quand il déclarait : "J'ose vous dire finalement que a question n'a pas été résolue mais qu'elle est en voie de olution...." Dans ce climat d'incertitude, on a vu réapparaître des ares des régimes passés.

3. Réapparition et affirmation des tares des régimes passés

Soucieux de sa longévité politique, le Président BAGAZA eut, urtout dans les 3 dernières années de son régime, des tentatives de e transformer en "Monarque présidentiel".
vant cette même période, le Président BAGAZA avait manifesté, à ravers la constitution de la IIe République, l'idée de se onstituer une clientèle au sein de l'Assemblée Nationale.
'est ainsi que le Président de la République, "dans le souci 'assurer la pleine représentation des forces sociales", se réserva e droit de désigner 1/5 des membres de l'Assemblée Nationale.(107)

Une question alors se pose : cette fraction de représentants llait-elle défendre les intérêts du peuple ou ceux du Président ?
'une justification douteuse, ces "représentants" du peuple devaient e sentir liés au Président puisque leur fonction était l'émanation ême de sa volonté. Cela fut perçu comme un signe évident d'une ictature instituée par les textes législatifs comme la onstitution. Si le Président BAGAZA avait effectivement voulu carter un éventuel déséquilibre au sein du Parlement, il aurait pu enser à la mise en place d'une autre structure plus réaliste où outes les couches sociales se verraient bien représentées.

Partant de cela, nous pouvons affirmer que le Président AGAZA, à un moment de son régime (dès la promulgation de la onstitution de la République en novembre 1981), a manifesté une erme volonté de contrôler tous les appareils de l'Etat, à commencer ar le Parlement. N'oubliez pas qu'il était déjà le chef de 'exécutif.

---

107) Article 43 de la Constitution de novembre 1981

A partir de ce moment, le climat politique se détériorait de our en jour et les tares des régimes passés(ethnisme et égionalisme) réapparaissaient au grand jour.
'est surtout autour des années 1984, période au cours de laquelle .B. BAGAZA se fit élire Président de la République, que 'affirmèrent ces tares.
oulant se rendre le seul maître du pays, il pensa déjà au hénomène du clientélisme et une politique d'exclusion fut ntreprise.
ntouré par des cercles des "fidèles" qui privilégiaient leurs ntérêts personnels, le Président BAGAZA vit sa carte postale 'obscurcir tant au point de vue politique que social. Par cette onopolisation absolue du pouvoir, il y a eu baisse de moralisation ublique engendrée par les solidarités négatives (ethnisme, égionalisme....).(108)
es favoris ou les "barons" du régime profitaient de cette situation our se lancer dans la corruption et dans le détournement des ériers publics et une incurie administrative(109) se généralisa.
raignant un éventuel coup d'Etat, une police secrète fut renforcée t des mesures d'arrestations arbitraires se multiplièrent suite à a suspicion et à la méfiance.

Criant la vraie victoire de l'UPRONA, le parti, au lieu 'être au service de la Nation, devait désormais servir d'instrument e légitimation des gouvernants.
ace à cette dégradation de la société, l'on peut se demander ourquoi l'élite burundaise n'a pas réagi. Issue, pour la plupart es intellectuels, des familles paysannes, personne n'osait faire es reproches de peur de perdre son emploi et tous les avantages atériels et financiers qui s'y rattachent.
insi toute forme d'expression visant à dénoncer certaines erreurs e ce régime politique apparaissait comme une menace à l'égard du ystème de domination installé.(110)

---

108) KAGABO,(L.), Op.cit, p.544
109) Idem, p.541
110) PABANEL, (J.P.), Op.cit, p.287

Mystifié, le détenteur du pouvoir est toujours pris comme le meilleur ; et tout conseil, contraire à son avis, est qualifié de critique destructive.(111)

Cette mystification du pouvoir a engendré une conception autocratique du pouvoir et le Président BAGAZA, vers la fin de son régime, a gouverné sans limite et sans partage.

C'est dans cette logique dictatoriale qu'on a vu apparaître le régime BUYOYA(le 03 septembre 1987) avec la même promesse que son prédécesseur, c'est-à-dire, celle de redresser la Nation burundaise.

---

111) KAGABO,(L.), Op.cit., p.536

CHAP.IV : LA IIIème REPUBLIQUE : De 1987 à 1991.

Issue d'un putsch militaire opéré le 3 septembre 1987, la IIe République se dit préoccupée du sort du peuple burundais. 'organe transitoire, dénommé Comité Militaire pour le Salut ational(C.M.S.N.) à la tête duquel se trouvait le Major. P. BUYOYA, vait la mission de concevoir et d'orienter la politique générale du ays.

A son avènement, il reprocha au régime BAGAZA d'avoir abusé e la confiance du peuple en faisant fi des principes fondamentaux e fonctionnement du parti UPRONA. Il était en plus accusé d'avoir uselé le peuple qui subissait des décisions précipitées et dont la lupart d'entre elles restaient impopulaires. L'administration 'étant plus sous le contrôle effectif du parti UPRONA, fut aractérisée par la corruption, la concussion et les détournements. ela compromettait énormément la moralité et l'éthique du onctionnaire.(112)

Face à ces multiples abus commis sous la IIe République, le égime BUYOYA, pour se rendre légitime, se montre attaché à la émocratisation de la société en promettant un dialogue franc et incère entre dirigeants et dirigés afin d'aboutir à un éveloppement national de concensus. A ce propos, il déclare deux ours après sa prise de pouvoir : "Dorénavant, le peuple doit être onsulté pour être bien dirigé...".(113)
u discours à l'action, on a vu instituer le "dialogue et la oncertation" comme principe de gouvernement. Certes, ce principe émocratique par excellence a été réellement mis en pratique après es événements NTEGA-MARANGARA ; avant cela, ce n'était qu'une révolution de palais". C'est ainsi qu'on a, par la suite, amorcé la olitique d'ouverture baptisée "politique d'unité" qui s'est atérialisée par le Gouvernement d'Union Nationale et dont les onséquences ou résistances ont été ressenties par tous Burundais.

---

112) BUYOYA,(P), Discours-programme du Président du C.M.S.N. et Président de la République, Son Excellence le Major P. BUYOYA, Bujumbura, 1987, p.9

113) Idem, p.5

A. Principe de gouvernement : Dialogue et concertation

Tout nouveau régime, issu du putsch ou des élections, doit e légitimer par des innovations ou par la bonne application de uelques principes fondametaux. Ayant dénoncé son prédécesseur 'avoir gouverné sans limite et sans partage, le régime BUYOYA, pour e rendre plus légitime, déclare se distinguer par une marque péciale : concertation, dialogue et transparence.

Avec cette démarche, beaucoup de problèmes épineux, en 'occurence l'unité des Barundi, furent évoqués et les Barundi urent appelés à s'asseoir ensemble pour contribuer à la résolution e certains problèmes du pays. C'est dans cette optique que les olloques d'unité furent organisés à travers tout le pays, du moins près la crise d'août 1988.

- Dialogue et concertation, voie d'unité et de démocratie.

Dès l'avénement de la IIIe République, le Burundi vit une ériode de pleines promesses dont la justice sociale, le éveloppement pour tous, l'unité nationale et la démocratie. A cause e la reproduction des phénomènes politiquement imprévisibles (cas es déchirements interethniques), l'unité nationale et la démocratie urent "priorités des priorités".

1. Voie d'unité

Dès sa prise du pouvoir, le Président BUYOYA entreprend des ournées à travers toutes les provinces du pays. Au cours de ces ournées, le Major P. BUYOYA comme ses acolytes devaient clarifier es raisons fondamentales du coup de force opéré le 03 septembre 987.
ce sujet, le régime BUYOYA tenta de prouver que le régime BAGAZA éputé "totalitaire" s'était révélé instrument d'asservissement du euple. Pour y arriver, il a fallu soumettre le peuple à la "loi du ilence".

Profitant de ce climat de détente, une amalgame de questions urent posées au cours de ces tournées présidentielles.

l s'agit entre autre de l'unité entre Barundi d'ethnies différentes u de provenances régionales différentes.

cette épineuse question, le Président BUYOYA, dans le souci de onstruire l'Etat sur des bases solides, recommanda aux organes de 'Etat et du parti de s'y pencher et d'apporter des solutions déquates. A ce moment de la recherche des soutiens, le parti UPRONA t ses mouvements intégrés (J.R.R., U.F.B et l'U.T.B.) se lançèrent ans cette noble tâche.

A ce propos, G. LE JEUNE(114) reconnaît que l'UPRONA sous le égime BUYOYA même s'il fut instrument d'autorité de légitimation, a ubi de restructuration, ce qui suscita, comme cela fut le cas au ébut du régime BAGAZA, un mouvement d'émancipation. Cela fut 'ailleurs l'origine de la "promotion Hutu".

oujours dans la même perspective, le 08 décembre 1987, le C.M.S.N. e montra, par déclaration, disposé à éradiquer toute forme de ivision. C'est ainsi qu'il se proposa de faire tous les contours écessaires pour la résoudre définitivement.

Préoccupé par cette question d'unité, le Président BUYOYA nvita, à l'occasion de la fête de la réhabilitation de la J.R.R.(le 4 février 1988), la jeunesse burundaise à y penser, à y réflechir t à y débattre pour y apporter des solutions convenables.(115)

A cet appel lancé par le Président de la République, la ommmission estudiantine de la J.R.R. organisa la 13e conférence ationale, tenue du 3 au 5 août 1988, pour débattre les problèmes ntéressant la vie du pays. Lors de cette conférence, la question 'unité nationale fut le thème central des débats.

Alors que se manifestait déjà la volonté politique d'asseoir 'unité nationale, les tragiques événements de NTEGA-MARANGARA ont rusquement surgi à la mi-août 1988.

---

114) LE JEUNE,(G.), L'UPRONA dans la crise d'août 1988 in CHRETIEN,(J.P.), GUICHAOUA,(A.) et LE JEUNE,(G.), La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, 1989, p.78

115) (Comité Central du Parti UPRONA), Op.cit , p.24

la question de savoir pourquoi une telle crise alors que le rincipe de dialogue et de concertation, prôné par les autorités de a IIIe République, était dans la bonne voie pour résoudre de tel roblème, la commission nationale chargée d'étudier la question de 'unité nationale fait savoir que c'est le rêve des irréductibles utu qui se battent toujours pour l'instauration d'un nouvel Etat à a manière rwandaise.

Mais si l'on analyse de plus près cette question, l'on se end compte que c'est dans ce climat de détente, où l'on avait morcé la politique d'ouverture, que des extrémistes Hutu trouvèrent ne occasion favorable pour éveiller la conscience Hutu afin de ésister à la volonté du "régime Tutsi" dont le but poursuivi, selon es mêmes irréductibles, ne serait autre que l'"extermination des utu".

Déterminé de poursuivre sa politique d'ouverture, le .M.S.N. décida le 28 septembre 1988 la mise sur pied d'une ommission nationale chargée d'étudier la question de l'unité ationale.
ette commission devait se pencher sur cette importante question ongtemps demeurée sujet tabou. A cet effet, le Président BUYOYA se ontra préoccupé de l'unité de son peuple en déclarant :

Le peuple burundais est fortement préoccupé de son unité. Les ragiques événements de NTEGA-MARANGARA sont venus aviver cette réoccupation. Au regard des viscititudes dramatiques de l'histoire écente de notre pays, vous devez prendre la mesure de la étermination des ennemis de notre peuple à saper l'unité des arundi. Nous devons être plus acharnés, plus résolus encore, mais our préserver la Nation burundaise, pour la consolider".(116)
'est à ce moment, c'est-à-dire au sortir de la crise d'août 1988, ue le Président BUYOYA appelait le Parti et les mouvements intégrés un large débat sur cette question.(117)

---

116) Ministère de l'Information, Discours de son Excellence Monsieur le Président du C.M.S.N. et Président de la République, à l'occasion du lancement des travaux de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1988, p.6

117) Idem, p.1

Par cette volonté politique, le régime BUYOYA tentait de estaurer la confiance au sein de la population et d'"assainir la estion de l'Etat"(118) tout en veillant à la protection des droits t libertés individuelles.
omme le pays s'est recentré sur lui-même pour redécouvrir son unité éculaire longtemps brisée par les divisionnistes, le régime BUYOYA rôna pour le partage et non l'exclusion, pour la reconciliation et on la suspicion et la méfiance. Ainsi, par cette option politique, es lueurs de la démocratie se faufilaient déjà dans les horizons.

2. Voie de démocratie.

Comme nous l'avons souligné ci-haut, le régime BUYOYA à son nfance, a manifesté l'intention d'asseoir la démocratie au Burundi. 'est de ce fait qu'on emprunta une méthodologie politique spéciale aractérisée par la concertation, le dialogue et la transparence.
idèle à ses engagements, le régime BUYOYA n'hésite pas à mettre en ratique ce principe de gouvernement.

Grâce au souci majeur des autorités de la IIIe République, l fût préconisé d'organiser des séances d'échanges entre les écideurs et les militants de l'UPRONA (parti unique jusqu'au mois e mars 1992) sur les voies et moyens d'aboutir l'unité nationale fin de consolider l'Etat Burundais. Cela suscita un réconfort et un ncouragement de chacun pour sortir de sa coquille soit ethnique oit régionaliste voire clanique pour finalement s'intéresser aux utres et au pays.

Par cette voie démocratique, tout citoyen était appelé à articiper dans la gestion des affaires de l'Etat, au lieu d'opter our la résignation comme cela fut le cas au cours des dernières nnées du régime BAGAZA. Pour cela, le dialogue et la concertation evaient s'imposer à tous les responsables de la chose publique, peu mporte leur rang ou leur secteur professionnel.
insi, on allait, petit à petit, "abolir la distance "entre irigeant et dirigé et tout responsable politique ou administratif e serait plus loin de communier avec ceux qu'il servait.

---

118) Commission constitutionnelle, Op.cit, p.31

Jugeant utopique, le dialogue sans cadres de concertation, es autorités de la IIIe Républiques décidaient la mise en place rogressive de quelques commissions(119) à savoir :

- La commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale,
- Le conseil économique et social (celui-ci n'a jamais été fonctionnel),
- La commission nationale chargée de l'accueil et de l'insertion des réfugiés et
- La commission constitutionnelle pour la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi.

Ces commissions ont permis de réflechir, d'aborder les roblèmes sans détour ni faux-fuyant ; et à la fin, la commission roposait des pistes de solutions adéquates à tout problème évoqué. ette démarche, qualifiée de démocratique, a assuré la participation 'un grand nombre de citoyens. Grâce à cette voie, il suffisait u'il y ait compréhension des problèmes pour susciter l'adhésion aux olutions trouvées ensemble.

Mais une question se posait : par où fallait-il commencer our asseoir la démocratie ?
our asseoir la démocratie, le régime BUYOYA jugea bon de débuter ar le sommet.
'UPRONA, seul cadre privilégié des débats démocratiques, vient en remier lieu et l'administration devait suivre.(120)
u cours du congrès extraordinaire élargi du parti (où les pronistes et non-upronistes se rencontrèrent pour définir ensemble a politique générale du pays), tenu en décembre 1990, il en est orti beaucoup de recommandations dont l'une d'entre elles oncernait la démocratisation du pays. Le principe de la critique et e l'auto-critique déjà entammée au congrès devait, tout en se oursuivant au sein du Parti, avoir des effets dans d'autres nstitutions du pays (Gouvernement et Administration).
n se conformant à un tel principe, il devenait de plus en plus acile de conduire la société burundaise vers la voie de la émocratie.

---

119) (Comité central du Parti UPRONA), Op.cit, p.26
120) idem, p. 25

insi, le Gouvernement devait, à cet effet, manifester une volonté éelle de démocratiser la vie publique.

Pour réussir cette démocratisation, certaines directives réconisées lors du congrès extraordinaire élargi du parti furent ises en application.

l s'agit entre autre de la descente sur terrain, du dialogue et de a concertation et de travailler dans la transparence car, dit-on, es "affaires de l'Etat sont celles du citoyen".(121)

Ainsi en optant pour la transparence et la concertation dans ous les domaines intéressant la vie du pays, des décisions olitaires ne pourraient plus voir le jour. Ce qui signifie qu'on ne ourrait plus observer des cas de contestation de l'Etat.

élas, ce principe de gouvernement n'a pas pu garantir la sécurité u pays car, en août 1988, des événements sanglants se sont eproduits au Nord du pays.

ais quel sens peut-on donner à cette crise d'août 1988 ?

ette crise s'inscrit dans la logique destabilisatrice du PALIPEHUTU t d'autres milieux anti-burundais. Obsédé par la "révolution" eurtrière opérée au Rwanda en 1959 (122), le PALIPEHUTU a toujours êvé l'anéantissement de l'Etat burundais.

ar ce rêve, tout régime, à la tête duquel se trouve un Tutsi, uoiqu'il fasse pour asseoir la démocratie, est susceptible d'être ombattu car l'identité ethnique prime sur celle dite nationale.

B. Les événements de NTEGA-MARANGARA et la politique d'unité

1. Les événements de NTEGA-MARANGARA.

a) Contexte socio-politique.

Juste une année après la naissance du régime BUYOYA se roduisirent les événements sanglants de NTEGA et MARANGARA. Pour ertains intellectuels, comme Z. NICAYENZI, les causes de cette uerre fratricide prennent naissance dans les trois ou quatre ernières années du régime BAGAZA quand celui-ci entre en conflit uvert avec l'Eglise Catholique.

---

121) (Comité Central du Parti UPRONA), Op. cit., p. 25

122) GUICHAOUA,(A), Ordre social et "régression"ethnique : La crise de la Société paysanne in (CHRETIEN,(J.P.), GUICHAOUA,(A.) et LE JEUNE,(G),La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.65.

ette position est également partagée avec la commission nationale hargée d'étudier la question de l'unité nationale. Dans son apport, la commission souligne que suite à la monopolisation de la irection des rouages politiques et économiques, les favoris ou arons du régime se distinguèrent par des pratiques patrimoniales corruption, concussion, détournements des deniers publics...), ce ui favorisa la compromission de la moralité dans les affaires ubliques et, pire encore, la question de l'unité nationale fut aissée pour compte.
insi, le Burundi devint objet de la destabilisation soutenue en rande partie par les médias occidentaux.

A la question de savoir pourquoi ces événements ne se sont-ls pas produits sous le régime antérieur, ces intellectuels, artisans du régime BUYOYA, signalent que l'ancien Président BAGAZA su différer ce drame par la mise en place d'une "police ecrète"(123), le renforcement des services de renseignements et urtout par ses calculs politiciens dont le but essentiel était elui de masquer les divisions.

Ces considérations sont à prendre avec beaucoup de réserve ar les explications de ce drame ne pourraient pas du tout 'inscrire dans la logique dictatoriale de BAGAZA.
'abord, ce drame apparut une année après l'existence du régime UYOYA ; or, la première préoccupation de tout nouveau régime (issu u putsch ou des élections) est la recherche des soutiens (appuis).
ourquoi prendrait-on ce drame comme revanche au totalitarisme de AGAZA ?
moins que BAGAZA ne soit pris comme bouc-émissaire, les événements anglants de NTEGA-MARANGARA trouvent leur explication dans la ituation socio-politique qui prévalait sous le régime de la IIIe épublique.
eux jours après le coup d'Etat du 3 septembre 1987, le PALIPEHUTU, partir de Bruxelles, fait une déclaration contestant le régime UYOYA.

---

123) NTAKIJE,(Ch.), Déclaration faite à KAYANZA le 7 mai 1988 in CHRETIEN,(J.P.), GUICHAOUA,(A.) et LE JEUNE,(G.), La crise d'août 1988, Paris,. 1989, p.184

ɔur le bureau politique de ce "parti, << il n'est pas question de ɛconnaître l'Etat burundais tant qu'il "ne reconnaît pas '"existence des Hutu et leurs revendications", le "PALIPEHUTU" et écide la "dissolution de l'armée actuelle"...>>.(124)
ette déclaration venait de faire un clin d'oeil au nouveau régime ui se cherchait encore.
ɛ régime BUYOYA ne devait donc rien négliger ; pour cela, la ɔlitique de détente amorcée, dans le but de se rendre plus égitime, devait se faire sous réserve de contrôle régulier et au ɛsoin subir l'évaluation. Ce qui aurait poussé le Président BUYOYA t ses collaborateurs à mettre en place des mécanismes de protection ɛ la Nation. Malheureusement, la crise éclata en mi-août 1988, igne manifeste qu'on n'a pas bien su gérer le principe de ɔuvernement sinon on aurait pu éviter cette barbarie.

De plus, cette crise trouve son explication dans la ituation créée par les Hutu extrémistes.
ɛs derniers, profitant du climat de détente, se mettent à cultiver a peur et à soulever la masse Hutu contre les autorités et leurs ɔisins Tutsi car, selon les dires de ces irréductibles, "un assacre imminent à la manière de 1972 se préparait" et il faut par ɔnséquent prendre les devants.(125)
ɛur plan démoniaque fut couronné de succès : il ne suffisait qu'un imple coup de signal pour que les paysans Hutu s'attaquent à leurs ɔisins Tutsi.

L'autre explication de cette crise devait s'inscrire dans ɛs relations entre le Burundi et son voisin du Nord, le Rwanda. ɛpuis longtemps, le Rwanda (à partir du régime KAYIBANDA) s'est ɔujours montré sympatisant de l'extrémisme Hutu au Burundi. Ainsi ɔute forme de menace de l'Etat burundais devait bénéficier du ɔutien inconditionnel du Rwanda.

124) CHRETIEN,(J.P.), GUICHAOUA,(A.) et LE JEUNE,(G) La chronologie de la crise in CHRETIEN,(J.P.), GUICHAOUA,(A.) et LE JEUNE,(G.), La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, 1987, p.19

125) CHRETIEN,(J.P.),Le clivage ethnique. Les jeux du pouvoir, de la peur et de la "race" in CHRETIEN,(J.P.), GUICHAOUA,(A.)et LEJEUNE,(G.), La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.48

ans ces conditions, le régime BUYOYA, pour garantir la paix et la écurité, devait renforcer les services de sécurité afin de pouvoir ontrôler tout mouvement (clandestin) entre le Burundi et le Rwanda. 'est dans cette situation d'ouverture "béâte" que les extrémistes utu ont fini par semer la confusion, ce qui déclencha les ostilités.

b) Déclenchement des événements et leurs conséquences.

Tout débute le 5 août 1988 quand une partie de la population e MARANGARA, agitée et hostile aux autorités administratives, étruit les ponts et certaines voies de communication.
urpris par cet état d'agressivité, le parti UPRONA et 'administration se remettent à la recherche et au rétablissement de 'ordre.
royant avoir maîtrisé la situation, les responsables administratifs urent surpris par une explosion de violence dans la nuit du 14 août 988 en commune NTEGA. Cette flambée de violence eut l'écho, le jour uivant, en commune MARANGARA.

Dans ces deux communes frontalières avec le Rwanda, les utsi furent sérieusement massacrés et leurs biens, spoliés ou étruits.
es actes barbares ont provoqué la misère et la désolation, décimant ne partie de la population (Tutsi pour la plupart) et une autre artie, dont les responsables des massacres, prend la fuite vers 'extérieur quand elle a vu l'armée venir restaurer l'ordre.

Que visaient ces événements et comment a-t-on géré cette rise ?
'après Z. NICAYENZI(126), ils visaient l'anéantissement de l'Etat t l'extermination des Tutsi.

---

126) NICAYENZI,(Z.), Op.cit., p.8. col 1

127) CHRETIEN,(J.P.) Le clivage ethnique. Les jeux du pouvoir de la peur et de la "race" in CHRETIEN(J.P. GUICHAOUA(A.) et LE JEUNE,(G), La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.48

a preuve en est que leur mot d'ordre témoignait d'un vaste plan de énocide Tutsi minutieusement préparé:
Les Tutsi attaquent, il faut prendre les devants".(127)
. ce mot d'ordre s'accompagnait des cris d'alarmes, des battements e tambour, des sifflements... pour donner le signal au massacre.
our réussir ce plan, on devait, comme préalable, éliminer tytématiquement les militaires retraités, les élèves en congé, les onctionnaires ou commerçants Tutsi.

Contrairement au drame de 1972, le génocide d'août 1988 fut ocalisé mais a subi un retentissement médiatique très considérable. 'abord, les organisateurs de ces massacres résident soit au Rwanda oit en Belgique (milieux traditionnellement et historiquement avorables aux extrémistes Hutu).
es milieux n'ont céssé de diffuser des propos mensogers, depuis ruxelles le 18 août 1988 et au Rwanda le 24 août 1988, faisant roire à l'opinion internationale qu'il s'agissait bel et bien d'un nouveau génocide programmé par les Tutsi".(128)
elon, les propres termes de R. GAHUTU, leader du PALIPEHUTU, iffusés le 3 novembre 1988 à Bruxelles dans une conférence de resse, les événements de NTEGA-MARANGARA ne sont qu'une réédition u "plan SIMBANANIYE".
..SIMBANANIYE, homme fort sous le régime MICOMBERO, fut accusé sans reuve tangible d'avoir ordonné le "massacre des Hutu" en 1972 et, ette fois-ci, est présenté comme le baron du régime BUYOYA.

Ces scénarios explicatifs(129), dont le but essentiel est de ernir l'image du Burundi à l'étranger, s'inscrivent dans deux ogiques qui obéissent à l'extrémisme Hutu :

- phénomène de " répression - autodéfense" et
- phénomène de "colère - lynchange".

e premier scénario se résume en termes de vagues arrestations rganisées pour "museler les intellectuels et les commerçants Hutu" omme cela fut le cas en 1972.

---

128) CHRETIEN,(J.P.),Le clivage ethnique. Les jeux du pouvoir de la peur et de la race in CHRETIEN,(J.P.), GUICHAOUA,(A.) et LE JEUNE,(G.),La crise d'août 1988, Paris,1989, p.50.

129) Ibidem.

euxièmement, les manoeuvres militaires dans leur localité furent nterprétées commes des "menaces réelles" susceptibles de pousser es Hutu à massacrer leurs frères Tutsi.

Le deuxième scénario, à son tour, souligne la colère de la oule due aux "aggressions des soldats et de leurs complices "qui ousse la masse Hutu à sauter sur les Tutsi et à les massacrer sans itié. Ce scénario permet de justifier les violences et évite de oser la question sur les causes réelles du soulevement.

Malgré la logique divisionniste, certains actes de grandeur 'âme caractérisèrent certains Hutu. Ceux-ci se sont refusés de assacrer leurs concitoyens Tutsi et ont même tenté de les cacher au isque d'encourir les courroux des assaillants.(130)

A la question de savoir comment la crise fut gérée, il est à ouligner que les autorités de la IIIe République durent s'investir redonner la bonne image du pays à l'étranger et à ressusciter la onfiance entre ethnies en gérant la crise dans la transparence et vec une certaine lucidité politique. Par cette voie, le régime de a IIIe République se refusa de traiter la question ethnique à la anière du régime MICOMBERO dont on déplore encore dérapages et ébordements.
e sens élevé de responsabilité devait rendre crédible, auprès de la ommunauté internationale, le régime BUYOYA ; ce qui, d'une façon mplicite, équivalait, à ces ennemis de la Nation, à "leur couper 'herbe sous les pieds et les condamner à leur disparition olitique".(131)
râce à cette lucidité politique et à ce sens élevé de esponsabilité, le régime BUYOYA adopta une attitude de dialogue et 'apaisement.
'est dans ce même climat d'apaisement qu'on amorça une politique 'unité.

---

130) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.105

131) Idem, p.106

2. La politique d'unité et ses conséquences.

La colonisation comme la décolonisation, dont l'Afrique a été la première victime, ont fort bouleversé les structures socio-politiques, les relations entre les populations et pire encore la culture du peuple.
Cette crise de déculturation (ou crise des valeurs) a poussé les dirigeants africains à se lancer dans la quête d'unité. Croyant que le multipartisme est source de tous les maux dont souffrait l'Afrique noire, on a vu presque tous les dirigeants africains instituer le système à parti unique. Au Burundi, cela fut fait par un arrêté-roi du 23 novembre 1966 et l'UPRONA fut érigé en une institution suprême du pays.

L'on peut donc se demander si ces crises répétées sont dues aux idéaux de l'UPRONA ou tout simplement à la dérive politique ?
Comme nous l'avons souligné aux deux chapitres précédents, les deux coups d'Etat antérieurs à celui du 3 septembre 1987, ont été salués avec soulagement.
De plus, tous les coups d'Etat, y compris celui opéré par le MAJOR BUYOYA, se sont produits au nom de l'UPRONA pour redresser la Nation en péril et, chose étonnante, sans faire couler le sang.

Ceci nous amène à reconnaître que ces crises sont surtout liées à la mauvaise gestion de la chose publique. Ce qui signifie que ces crises à répétition répondent à la dérive politique et/ou à l'obsession du modèle rwandais ; car sous le régime BUYOYA, des conflits ethniques n'auraient pas dû se reproduire étant donné le principe de "dialogue et de concertation" amorcé dès son avènement.
Une interrogation subsiste alors : pourquoi une telle crise sous la IIIe République ?
Pour y répondre, sachons que tout régime politique doit connaître les opposants ; certes, au Burundi comme en Afrique Noire, en général, les opposants se dressent en ennemis de la Nation.
Le Burundi de BUYOYA a donc connu le génocide, géographiquement localisé au nord, non pas à cause du dérapage politique mais plutôt à cause de l'obsession du modèle rwandais ; sinon les tenants de cette idéologie n'auraient pas dû outrepasser le principe de gouvernement car il s'inscrivait dans la politique de détente.

C'est dans ce climat de morosité que le régime BUYOYA amorce éellement la politique d'unité nationale. Tout débute le 19 octobre 988 quand le Président BUYOYA décide la mise en place du Gouvernement d'unité" à la tête duquel se trouvait A.SIBOMANA(un utu).
e Gouvernement s'assigna la mission première de combattre toute orme d'idéologie tendant à l'exclusion, à la violence et d'asseoir ans les coeurs des Barundi l'unité nationale. C'est ainsi qu'on a u organiser sur toute l'étendue du territoire les débats populaires ur la question de l'unité nationale ; car, dit-on, il fallait mener le peuple à se réconcilier avec lui-même.

Cette volonté politique s'est matérialisée dans les faits uand la communauté nationale et internationale, par un appel lancé ar le Gouvernement, s'est mobilisée pour venir en aide aux opulations sinistrées (à majorité Hutu).
ette solidarité avec les populations sinistrées se concrétisa par ne distribution des vivres et des vêtements, de la construction des aisons détruites et la prise en charge des frais scolaires pour les nfants orphélins ou sans moyens.

Déterminé à faire aboutir sa politique d'unité, le Président UYOYA, en collaboration avec le Gouvernement SIBOMANA, s'engage ontre vents et marées pour "lever tout antagonisme ethnique".
'est dans cette logique que le Président BUYOYA decrète, le 20 août 990, une mesure d'amnistie générale touchant même les ommanditaires des massacres de NTEGA et MARANGARA.

Qualifié de faible, le Président BUYOYA fut l'objet de évères critiques dans des milieux de Tutsi radicaux ou de égalistes ; car, pour eux, ce "Pardon" ne pouvait en aucune façon énéficier aux commanditaires des massacres d'autant plus qu'ils ont accusés de crime contre l'humanité, ce qui est même punissable ar le droit international. Ainsi, dans ces milieux, on le prenait omme un politicien naïf qui se faisait duper par les politiciens utu ou qui n'osait pas s'affirmer face aux Hutu.

Que dire de ces propos tenus à l'endroit du Président de la épublique, le Major P.BUYOYA, si l'on analyse la façon dont il a rocédé pour mener la politique d'unité ?

Hanté beaucoup plus par le clivage ethnique, le Président UYOYA s'est montré, dès la prise du pouvoir, disposé à résoudre outes les questions épineuses dont l'unité nationale et la émocratie, sans rien brusquer - c'est-à-dire dans la paix et la érénité.
élas, la crise d'août 1988 le poussa à "presser le pas" et ce fut a création, deux mois après, du Ier Ministère confié à un Hutu.

Quelle appréciation peut-on réserver à cet acte ?
l est difficile d'y répondre car le Président BUYOYA pouvait agir utrement ; mais, de l'autre côté, cet acte a été, peut-être, posé our répondre à la conjoncture politique qui venait de se produire.
our se faire l'idée de l'attitude affichée à l'endroit du Président UYOYA, pour les diverses décisions prises, prenons quelques xemples.
oyons le cas de l'équilibre politique visé par le régime BUYOYA.

En l'analysant de plus près, l'équilibre politique visé 'est transformé en équilibrage ethnique si, du moins, on se limite la composition du Gouvernement.
e plus, l'équilibre politique visé se substitua en une politique de emplacement dont certains Tutsi furent victimes ; ce qui créa un écontentement très aigu surtout chez quelques Tutsi originaires de ururi.

Partant de ce cas précis, le Président BUYOYA s'est montré selon l'opinion de quelques Tutsi) beaucoup plus serviteur des Hutu ue des Tutsi, prétextant que l'exclusion dont ces premiers ont ongtemps souffert est un défi à abattre dans l'immédiat.

L'autre cas à considérer est le vote-sanction infligé au ajor P. BUYOYA le Ier juin 1993.
UYOYA, artisan de l'unité, d'après ses sympatisants, devait ormalement remporter les élections, étant donné qu'il disposait de lus, des atouts (appareil administratif, les moyens de ommunication....) nécessaires et suffisants pour qu'il aboutisse à a propre succession. C'est pourtant son concurrent M. NDADAYE, raîchement rentré du Rwanda(il y avait exactement 10 ans), qui agna les présidentielles (avec environ 65 %), ce qui devenait nsaisissable pour les "partisans de l'unité" ;car pour eux,NDADAYE,

ouveau sur la scène politique burundaise, se permettait de dire 'importe quoi même en se servant des termes évoquant la violence omme "ISEGENYA" (ouragan ou pluies torrentielles) lors de la ampagne présidentielle. Chose étonnante, cela n'a pas eu d'effet égatif sur son électorat.

Les sympatisants de BUYOYA ont vu dans cette victoire le riomphe de l'"ethnocratie", ce qui les poussa le 5 juin 1993 à se ancer dans les rues de Bujumbura pour "dénoncer ce cas malheureux". ar imprudence sinon par débordements, A.SIBOMANA, Ier Ministre, ualifie, sur les antennes de la R.T.N.B., ces manifestants 'extrémistes Tutsi qui doivent à tout prix se soumettre au verdict opulaire car seul le peuple est souverain. Et, pire encore, il éclare sur les mêmes antennes que "si le peuple vote les divisions, l n'y a pas d'autres alternatives, on doit se soumettre".
ela équivaudrait à se demander le rôle de l'Etat si c'est de arantir la sécurité de tous ou pas ou surtout de savoir si 'entourage politique de BUYOYA lui était réellement sincère.

A ce dernier cas, les propos que nous a rapportés .NICAYENZI viennent confirmer la naïveté de BUYOYA dans quelques ctes qu'il a posé :"La grande erreur commise par le Président UYOYA est de s'être entouré de politiciens malhonnêtes".

Malgré ce point faible du Président BUYOYA, la Nation doit etenir quelque chose de "Grand" comme la charte de l'unité ationale adoptée le 05 février 1991 et la transparence dans la estion de la chose publique.
ais, à propos de la charte de l'unité nationale, certains Burundais 'interrogent, actuellement, après avoir vu ce qui s'est passé juste près l'assassinat du Ier Président élu démocratiquement, M. DADAYE, et ses proches collaborateurs, le 21 octobre 1993, si elle 'a pas été adoptée par tricherie politique sinon il serait difficilement concevable comment le génocide a pu se généraliser presque ur toute l'étendue du territoire national.

Hormis tout cela, seule la politique d'unité peut sauver le urundi, si du moins l'on veut construire et non divorcer comme ertains courants commencent à prêcher le "fédéralisme thnique" (132).

---

132) KIROMBO,(G),Ngo Ukubangurukanya Abahutu n'Abatutsi (Fédéralisme ethnique) niyo nzira y'amahoro ? in NDONGOZI n°101du 15 janvier 1994, p.p. 14-15

Si l'on opte pour le premier cas, ce qui sera salutaire pour out politicien responsable, on fera respecter la charte de l'unité ationale, ligne de conduite pour tout Burundais, par un mécanisme uridique dont le code pénal.
'autre point à souligner qui s'inscrit, d'ailleurs, dans la olitique d'unité est le rapatriement volontaire des réfugiés morcé, comme ce fut le cas sous le régime BAGAZA, pour amener le euple à bien se reconcilier avec lui-même.

3. Le rapatriement volontaire des réfugiés

La question des réfugiés se pose à partir des années 1965 uand le Burundi a connu les premiers événements sanglants. Au cours e ces événements, on signale le départ de quelques responsables ilitaires et politiques. La situation est devenue compliquée avec e drame de 1972. C'est pendant et après cette flambée de violence u'un départ massif de personnes (essentiellement Hutu) ont fui le ays vers l'extérieur.

La plupart d'entre eux se sont installés dans les pays oisins (Zaïre, Tanzanie, Rwanda) et la Tanzanie battait le record : nviron 153.000 personnes en 1985 sur le total de 170.000.(133)
armi ces réfugiés, la plupart d'entre eux sont des paysans dont ertains sont même parvenus à s'intégrer ou à renouer avec leur ncien mode de vie, si du moins l'on en croit le rapport de la ommission nationale sur l'unité.

L'image que se font ces réfugiés sur le Burundi est ontroversée. Les uns, ceux qui sont favorables à la cause d'unité, anifestent une attitude marquée par la nostalgie et ne veulent que enouer avec leur patrie.
e groupe considère que les Tutsi sont leurs concitoyens et avec qui n partage le même destin. Ce qui nous fait donc dire que ce groupe anifeste un certain attachement à leur pays d'origine.

---

133) Rép.du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.p.152-153

D'autres, par contre, partisans de la violence, veulent oujours destabiliser leurs pays d'origine. Cette catégorie de gens oient le Burundi sous le seul prisme de la dichotonie thnique.(134) Leur vérité n'est autre que l'extermination de 'ethnie Tutsi et ensuite l'instauration d'un Etat exclusivement utu, comme cela fut le cas au Rwanda.

Qui sont donc ces gens qui rêvent de la réalisation d'un tel rojet ?

Ce sont des commanditaires de massacres qui, bénéficiant des outiens à l'intérieur comme à l'extérieur, font exécuter leur plan émoniaque.
yant réussi à s'échapper, ils se sont toujours montrés ennemis de a Nation. Ces irréductibles ne cessent d'intoxiquer l'opinion nternationale et se font toujours percevoir comme "libérateurs du euple opprimé" (entendez ici l'ethnie Hutu).
e courant extrémiste a eu gain de cause chez certains occidentaux cas de l'international Démocrate Chrétien) qui lui font bénéficier 'un soutien moral et matériel.(135) Ce soutien a permis à ces roupuscules de saper toute initiative visant à consolider l'Etat urundais. C'est ainsi qu'ils entretiennent toujours un climat de eur où le Hutu doit se sentir, à tout instant, menacé de isparition.

Face à une telle situation, que devrait faire l'Etat urundais pour sauvegarder l'ordre et la tranquilité publique ?
is-à-vis de ce danger imminent, les deux derniers régimes (celui de AGAZA et celui de BUYOYA) se sont attélés à la résolution de cette uestion des réfugiés.
ar ce souci de construire l'Etat burundais, les deux régimes urent, à chacun selon sa façon, amorcer la politique du rapatrie-ent volontaire des réfugiés.

---

134) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.154

135) Idem, p. 158.

Le rapatriement des réfugiés burundais remonte à 1977 quand e Président BAGAZA, par Décret-loi n° 1/21 du 30 juin 1977, décide e retour des réfugiés et leur réintégration dans la vie socio-conomique du pays. Cette politique a connu des succès autour des nnées 1977 et 1983, car, au cours de cette période, le régime AGAZA s'est, en quelque sorte, caractérisé par une politique de étente.

Après 1983, ce mouvement n'a pas connu le même rythme ; au ontraire peu de réfugiés purent regagner leur patrie à cause rincipalement de la tournure politique de ce moment (la dictature 'était déjà installée et le conflit Eglise-Etat avait éclaté au rand jour).

La seconde phase de rapatriement volontaire des réfugiés emonte à 1988 juste après les événements de NTEGA et MARANGARA et e poursuit même aujourd'hui.
our réussir cette action politique, le Gouvernement burundais, en oncertation avec les pays voisins et en collaboration avec les rganismes internationaux dont le H.C.R., organise le retour et 'insertion de ces réfugiés. Comme cette tâche était difficile à éaliser, le Président BUYOYA, par Décret-loi n° 1/01 du 22 janvier 991, mit sur pied la commission nationale chargée du retour, de 'accueil et de l'insertion des réfugiés.
ette commission devait inventorier tous leurs besoins et l'Etat, paulé par la communauté nationale et internationale, devait faire ace aux besoins de première nécessité comme le logement, la ourriture, les soins de santé, etc.

Même si les mesures de rapatrier les réfugiés sont alutaires et pour le Burundi et pour l'humanité entière, leur etour massif a quand même posé certains problèmes qui nécessitaient 'autres mesures politiques pour y faire face. Ce rapatriement a ngendré une solde migratoire pressentie comme un gêne social.

Certains rapatriés voulaient à tout prix regagner leurs ropriétés ; cela a suscité beaucoup de conflits fonciers. Comme 'était difficile de trancher, étant donné qu'il pouvait y avoir 'éventuels réfugiés intérieurs, l'Etat prit l'initiative de les éinserer dans des propriétés vacantes (celles relevant de l'Etat).

Pour ces personnes, l'assistance matérielle et sanitaire pparaissait comme une impérieuse nécessité.
'Etat en collaboration avec les organismes internationnaux comme aritas, H.C.R., P.A.M., etc, devait les prendre en charge jusqu'à eur intégration (cette période est estimée à environ une année car n suppose avoir les premières récoltes).

Mais, quant à leurs enfants qui faisaient l'école primaire u secondaire, cette assistance devait se maintenir jusqu'à une éelle intégration de leurs parents.
our les intellectuels fraîchement rapatriés, l'Etat s'est attélé à es intégrer dans les services publics ou à leur faire trouver de 'emploi dans les organismes internationaux.

Comme la création d'emplois ne progressait à un rythme ccéléré, malgré le slogan de l'"Unité Nationale" qui devait ormalement se matérialiser par l'équilibre politique ; on a alheureusement vécu la "politique de remplacement".
e phénomène politique a suscité un certain mécontentement dans uelques milieux Tutsi (surtout ceux de Bururi) car, ceux-ci se entaient non seulement menacés mais estimaient également que la inorité était sacrifiée par le régime BUYOYA.

Cette appréhension se trouve, malheureusement, justifiée ujourd'hui, si l'on se souvient du dérapage de la démocratie urundaise qui s'est fait remarqué par l'exclusion des Tutsi dès 'investiture du Président NDADAYE, le 10 juillet 1993.
e Major P. BUYOYA l'a, lui-même , avoué quelques jours après sa éfaite quand il a reconnu qu'il risquait d'y avoir de déséquilibre ant ethnique que politique au sein du Parlement.
ette révélation a été confirmée par la suite des événements puisque e Parlement à 80 % FRODEBU a très peu de représentants Tutsi.

Selon les propos de M. HITIMANA(136) tenu lors de la onférence de Presse, le 19 mars 1994 à l'Odéon Palace, cette erreur rave incombe au Président BUYOYA aussi longtemps qu'il n'a pas tenu ompte du risque de déséquilibre ethnique quand le processus émocratique fut amorcé.

---

136) Président Fondateur du P.R.P

ə voyant marginalisées, certaines associations politiques lèvent le ɔn en réagissant au nom des minorités politique et ethnique . C'est ə cas de l'appel public à un arrêt de travail pour le établissement de la paix et de la sécurité lancé le 7 avril 1994 ar deux leaders de Partis P.R.P. et RADDES respectivment M.HITIMANA : C. SIGIJEJE et le représentant de la J.R.R., R. HORUMPENDE.

CONCLUSION GENERALE.

L'évolution politique du Burundi, après le recouvrement de a souveraineté nationale, est entachée de crises chroniques dues ssentiellement à l'obsession du modèle Rwandais et de mauvaise estion de la chose publique.
. cause de ces défis socio-politiques, l'Etat burundais, comme tous es Etats d'Afrique noire, fut et demeure toujours objet de ontestation et peu importe le bon vouloir du régime en place qui eut transformer la société dans l'intérêt de tous.

Face à une telle situation, le Burundi vit et connaît ouvent des massacres interethniques et dont le paroxysme fut tteint en avril-mai 1972 et en octobre 1993. De ce clivage ethnique u de toute autre forme de négation de l'Etat (dans le cas du égionalisme par exemple) surgit une interrogation : Que faire ?

Répondre à cette importante question reviendrait à proposer ne politique plus réaliste où tout Burundais sans exception aucune e sentirait réellement chez soi. Cette politique sera, même si elle toujours connu des échecs, celle d'unité et, cette fois-ci, l'on ura à veiller particulièrement à ce que le réalisme triomphe sur 'idéalisme contrairement à ce qui s'est passé sous le régime UYOYA.

Ainsi comme l'a dit M. HITIMANA dans sa conférence de presse enue le 19 mars 1994 à l'Odéon Palace, l'unité doit être un boutissement et non un préalable ; cela veut dire qu'il doit tenir ompte de la variable politico-ethnique dans la gestion du pays.

Comme cette politique est la seule à pouvoir sauver le urundi, il faut au préalable doter le pays des structures étatiques lus réalistes où l'intérêt national doit primer sur tout calcul artisan.
insi le Président de la République doit, par exemple, se montrer assembleur et a comme mission première celle de cultiver le sens du ien commun et de la tolérance.

Dans ce contexte, il faut une nouvelle formule de gestion du ays qui sera en mesure de rassurer tout le monde(majorité et inorité confondues).
omme certains courants d'idées commencent à l'avancer, cette ormule sera la "parité dans la gestion du pays." Cette parité dans a gestion du pays prônée par beaucoup de Tutsi se heurtent à une ision contraire de certains Hutu. Ceux-ci, considérant que l'armée st la première responsable des malheurs qu'a connus le Burundi, eulent que cette parité s'applique d'abord dans l'armée.
ela reviendrait donc si pas à réformer l'armée tout au moins à la émenteler selon le plan de F. NTANYUNGU(137) Président du M.P.D. Mouvement politique travaillant dans la clandestinité).

A cette vision HUTU, Z. NICAYENZI(138) fait savoir que 'armée burundaise, même si elle est aujourd'hui au centre d'une aste controverse, a toujours répondu à la logique politique qui onstruit et non celle qui cherche à détruire d'où raisons ondamentales des coups d'Etat opérés à des moments précis et pportuns.

Au contraire, il est impérieux d'inculquer un comportement esponsable aux politiciens burundais car, après la mort du résident NDADAYE, ils lancent des mots d'ordre à l'endroit des utu, à partir des radios étrangères dont la Radio KIGALI et la adio des milles collines, en ces termes : "Exterminer les Tutsi. utu, unissez-vous".(139)
artant de ce constat amer, il est à signaler que l'antagonisme orces-Armées - Pouvoir, dont le FRODEBU(Parti au pouvoir) n'a cessé e présenter aux yeux de la communauté internationale comme origine u drame d'octobre 1993, n'était qu'un simple montage du fait que la éalité de la crise était Hutu-Tutsi (sauf quelques exceptions où 'on reconnaît le massacre des Hutu de l'opposition) sinon le énocide ne pourrait pas avoir lieu.

---

137) NTANYUNGU,(F), Plan de démentèlement de l'armée burundaise in Le patriote n° 4 du 30 mars 1994, p.10

138) NICAYENZI,(Z.),Le rôle de l'armée dans la politique burundaise (1960-1994) in Le patriote n° 4 du 30 mars 1994, p.p.11-12

139) Idem, p.12. col.3

Ainsi, il nous est permis de dire que, dans l'immédiat, :'est par cette formule qu'on peut sauver le Burundi en tant que lation car, qu'on ne se trompe pas la crise de confiance entre :thnies est déjà consommée.
;i les tenants du pouvoir n'optent pas pour ce principe, le peuple, ·ictime et fatigué de ce "pourrissement politique", pourra demain)ousser les militaires à prendre leur responsabilité - c'est-à-dire ;auver le pays de cette situation chaotique en faisant probablement .e Coup d'Etat, ce qui sera salué comme légitime.

Quant à l'armée, présentée par quelques Hutu comme obstacle . leur émancipation politique, sa restructuration prudente et)rogressive peut être envisagée ; notons d'ailleurs que cette ·estructuration a débuté avec le régime BUYOYA quand il a institué .a transparence dans le recrutement militaire. Cette formule est .'une des meilleures, il faut donc la respecter par ce qu'elle)ermet de mettre fin à toute tendance ethniciste ou régionaliste.

A part ces considérations socio-politiques, il s'avèrera ncontournable d'organiser des débats populaires pour la vraie :ohabitation entre Hutu et Tutsi, ce qui, à l'heure actuelle, .boutira inévitablement à la "démocratie de concensus", car selon .es termes même du Docteur G. WAKANA :
L'irréparable n'est pas encore atteint. Nous pouvons toujours vivre :nsemble. Mais il faut que nous partagions équitablement le gâteau .ational".(140)

. lire ces lignes, il s'avère recommandable de redéfinir la :émocratie burundaise en tenant compte de toutes les réalités socio-)olitiques du pays ; car ce qu'il faut aujourd'hui n'est autre que .e garantir la sécurité pour tous.
.insi, l'on ne parlera plus de climat de peur, source de toute ·iolence, car l'exclusion ne sera plus de mise.

---

140) WAKANA, (G.), Le FRODEBU est accusé d'immoral in Le carréfour des idées n° 40 du 3 mai 1994, p.7. col.4

BIBLIOGRAPHIE

I. Publications sur le Burundi

a) Articles, rapports ou revues

1. BAGAZA,(J.B.) , "Je retrouve le pays délabré.... la société désemparée", interview accordée à KAVUMBAGU(J.M.V) et TOYI(E.) paru dans Le citoyen n° 17 du 25 août au 10 septembre 1993.
2. BUYOYA, (P.), Discours-programme du Président du C.M.S.N. et Président de la République Son Excellence le Major P. BUYOYA, Bujumbura, 1987, 41 p.
3. CHRETIEN,(.J.P.), Le Burundi après les tueries. Réflexion pour la paix. Appel pour la paix in Remarques africaines n° 434-435, Paris, janvier 1974, p.16, p.17 et p.18.
4. CHRETIEN,(J.P.) Dossier Burundi. Eglise et Etat au Burundi : Les enjeux politiques in Afrique contemporaine n° 142, Paris, p.p.63-68
5. CHRETIEN,(J.P.), Les fratricides légitimés in Esprit n° 12, Paris, p.p. 822-834
6. Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy,1981,273 p.
7. Comité Central du Parti UPRONA, Actes du IIe Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy,1986,315 p.
8. (Comité Central du Parti UPRONA), Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie. Thème I : La démocratie : concepts et généralités, (Bujumbura), S.D., 36 p.
9. (Comité Central du Parti UPRONA), Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie. Thème V : La gestion politique du Burundi, (Bujumbura), S.D., 33 p.
0. Commission Constitutionnelle, Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique du Burundi, Bujumbura, 1991, 145 p.
1. KAGABO,(L.), Moralisation de la vie publique in Au coeur de l'Afrique, Bujumbura, 1992, Tome LX n° 4,p.p.429-640

2. KIROMBO,(G.),Ngo ukubangurukanya Abahutu n'Abatutsi (fédéralisme ethnique) niyo nziza y'amahoro ? in Ndongozi n° 101 Ku wa 15 Nzero 1994, p.p.14-15.
3. Ministère de la Justice, B.O.B, 1966, 532 p.
4. Ministère de l'Information, La confiance renouvelée, Bujumbura, 1984, 135 p.
5. Ministère de l'Information, Discours de Son Excellence J.B. BAGAZA, Président du C.S.R. et Président de la République du Burundi, Bujumbura, Edition 1976-1977, 57 p.
6. Ministère de l'Information, Discours de son Excellence le Colonel J.B. BAGAZA, Président de la République du Burundi, Bujumbura, Edition 1980, 167 p.
7. Ministère de l'Information, Discours de Son Excellence Monsieur le Président du C.M.S.N. et Président de la République à l'occasion du lancement des travaux de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, Bujumbura, octobre 1988,15p.
8. NICAYENZI,(Z.), Evolution et conséquences de la violence in Renouveau du Burundi n° 4088 du 11 mai 1988, p.5, p.8 et p.9 col.1 et 2.
9. NICAYENZI,(Z.) Le rôle de l'armée dans la politique burundaise 1960-1994 in Le Patriote n° 4 du 30 mars 1994, p.p.11-12.
0. République du Burundi, Constitution de novembre 1981
1. République du Burundi, IV Plan Quinquennal de Développement Economique et Social 1983-1987.
2. République du Burundi, Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1989, 145 p.
3. WAKANA,(G.),Le FRODEBU est accusé d'immoral in Le Carréfour des idées n° 40 du 3 mai 1994,p.6 et p.7 col.2, 3 et 4.
4. Les pouvoirs africains in Pouvoirs n° 25, Vendôme,1983,208 p.

b) Ouvrages.

1. BELLON(R.),et DEL FOSSE(P.), Codes et lois du Burundi,Bruxelles, 1970, 1092 p.
2. CHRETIEN(J.P.), GUICHAOUA(A.) et LE JEUNE(G.), La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, 1989, 213 p.

3. GAHAMA,(J), Histoire générale du Burundi. Des origines à l'indépendance. Cours de IIe années Histoire-Géographie 1987-1988, Université du Burundi, 152 feuillets

. MANIRAKIZA,(M.), La fin de la monarchie burundaise(1962-1966), Le mât de Misaine, Bruxelles, 1990, 105 p.

5. MANIRAKIZA,(M),Burundi.De la révolution au régionalisme(1966-1976)
Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1992, 173 p.

6. MPOZAGARA,(G.), La République du Burundi, Paris, 1971, 71 p.

7. NSANZE,(T.), L'édification de la République du Burundi au carréfour de l'Afrique, Bruxelles, 1970, 156 p.

II. Les ouvrages généraux

1. BAYART,(J.F.), L'Etat en Afrique.La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989, 439 p

2. CANAC,(Y.), Le juste pouvoir - Essai sur les 2 chemins de la démocratie, Paris, 1983, 257 p.

3. CHANTEBOUT,(B.), Droit constitutionnel et sciences politiques 2e édition, A.Colin, Paris, 1991, 662 p.

4. GONIDEC,(P.), Les systèmes politiques africains, 2e éd., Paris, 1978, 431 p.

5. GONIDEC,(P.), L'Etat africain, Paris, 1985, 362 p.

6. LAGROYE,(J.), Sociologie politique, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques,Dalloz,1991,479 p.

7. LENAIN,(P.), La chose politique, Paris, Economica, 1988,141 p.

8. MEDARD,(J.F.), Etats d'Afrique noire. Formation,mécanisme et crise, Paris, 1991, 405 p.

9. SCHWARTZENBERG,(R.G.), Sociologie politique, 3e éd., Paris,1977, 692 p.

O. VEDEL,(G.),Edification d'un Etat moderne. Le Maroc de Hassan II, Paris, 1986, 472 p.

Page

TABLE DES MATIERES

EDICACE
VANT-PROPOS
IGLES & ABREVIATIONS UTILISEES

Page

NTRODUCTION GENERALE.....1
.Choix et intérêt du sujet.....1
.Délimitation du sujet.....2
.Méthodologie du travail et les problèmes rencontrés.....3
.Articulation du sujet du travail.....4
HAPITRE PRELIMINAIRE : DEFINITION ET IMPORTANCE DES VALEURS ONDAMENTALES.....6
.Définition des valeurs fondamentales.....6
1.L'Ubushingantahe.....6
2.L'Unité nationale.....8
3.Le Travail.....10
4.La Justice sociale.....11
5.La Démocratie.....12
. Importance des valeurs fondamentales.....14
1.Sous le Burundi ancien.....14
- Le Mwami et les valeurs.....14
- Abaganwa.....15
- Abanyamabanga.....16
- Abashingantahe.....17
2.Le Burundi sous la domination étrangère.....18
3.L'éveil du nationalisme et lutte pour l'indépendance....20

HAPITRE I / LE BURUNDI SOUS LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE.....26
A. L'incidence Socio-politique créée par la mort du Prince Louis RWAGASORE..... 26
- Le non-respect des valeurs fondamentales.....29
1.L'état des valeurs fondamentales sous la monarchie constitutionnelle.....31
a) L'Ubushingantahe.....32
b) L'Unité Nationale.....33
c) Le Travail.....34
d) La Justice Sociale.....34
e) La Démocratie.....35

Page

2.Le sous-développement politique et la dépendance.....36
3.La crise politique burundaise.....38
a) L'Instabilité gouvernementale.....38
b) La Fuite du Mwami.....41

.L'éclosion des divisions et fin de la monarchie.....43
1.L'assassinat du 1er Ministre Pierre NGANDANDUMWE et ses conséquences.....44
2.L'ethnisation des élections de mai 1965.....45
3. Tentative de putsh ethnique et le massacre des Tutsi de Muramvya.....47
4 La Fin de la monarchie.....49

H II : LA 1 ère REPUBLIQUE (1966-1976).....51
A. Contexte et raisons du changement..... 51
B.Promesse du respect des valeurs fondamentales dans la gestion politique du pays.....52
1. La recherche de la légitimité.....52
2. Le redressement national.....54
C. Promesse trahie et fin de la 1 ère République.....56
1. Clientelisme politique (au début du népotisme).....57
2. Réapparition des divisions ethniques.....60
3. Une autre forme de divisions : le régionalisme.....63
4. Attitude de la communauté internationale.....65
H III. LA II è REPUBLIQUE (1976-1987).....67
A. L'instauration du culte du travail.....69
1. Lutte contre l'esprit de conservatisme et d'aliénation.69
2. Mécanismes de stimulation.....71
B. Transformations socio-politiques.....72
1 Lutte contre l'exploitation de l'homme par homme.....73
a)Suppression de l'Ubugabire (clientélisme pastoral)....73
b)Suppression de l'Ubugeregwa (clientélisme foncier)....73
2. Le développement socio-politique.....75
a) La justice sociale.....75
- Domaine judiciaire.....75
- Domaine social.....77
- Domaine économique.....79
b) La démocratie.....80

Page

C) De la révolution à la dictature.....81
1. Le héros national relegué aux oubliettes.....82
2. Le conflit Eglise-Etat.....84
3.Réapparition et affirmation des tares des régimes passés88

CH IV : LA III è REPUBLIQUE: de 1987 à 1991.....91
A. Principe de gouvernement : Dialogue et concertation.....92
1. Voie d'Unité.....92
2. Voie de démocratie.....95
B. Les événements de NTEGA-MARANGARA et la politique d'unité.....97
1. Les événements de NTEGA-MARANGARA.....97
a) Contexte socio-politique.....97
b) Déclenchements des événements et leurs conséquences.100
2. La politique d'unité et ses conséquences.....103
3. Le rapatriement volontaire des réfugiés.....107

CONCLUSION GENERALE.....111
BIBLIOGRAPHIE.....114

ANNEXE

ANNEXE

Enquête sur les valeurs politiques du Burundi

I. Le Burundi monarchique indépendant	
1.Quelles sont les valeurs socio-politiques qui ont caractérisé le Burundi?	-Unité nationale, Ubushingantahe, Travail, Justice sociale, Démocratie, Ubupfasoni, Iteka...
2.Parmi ces valeurs, lesquelles ont-elles plus marqué la société burundaise?	-Unité nationale, Ubushingantahe, Travail, Justice sociale.
3.Sous ce régime, le Burundi a vécu un vide politique sans précédent. D'après vous, comment peut-on apprécier le respect réservé aux valeurs fondamentales ci-après :	
- l'Ubushingantahe,	-Toutes ces valeurs
- l'Unité nationale,	étaient en dégrada-
- le Travail	tion
- La Démocratie	
- Partant de cela, quel serait le rapport entre l'action politique et ces diverses valeurs (lien entre le mode de gouvernement et les diverses aspirations du peuple)?	
+ Le lien serait-il étroit?	- Il y a eu divergence
+ Ou il y a eu divergence,	
- Si c'est ce 1er cas, comment ce vide politique s'est-il produit?	
- Si c'est ce 2e cas, l'instabilité politique ou d'autres défis observés seraient-ils dus :	
+ à la crise de l'autorité (crise d'obéissance)	
+ à la crise des valeurs	
+ au manque de maturité politique	
+ les trois à la fois	- Les trois à la fois
+ ou autres (justifiez)	
- Selon vous, quelle serait sa côte à l'extérieur?	
+ bonne	
+ moyennement bonne	- Moyennement bonne
+ ou mauvaise	
4.Vers la fin de ce régime, il y a eu un Coup d'Etat.	
-Peut-on dire qu'il était opportun?	- Oui
-Quel a été le comportement des responsables politiques?	
+ comportement digne d'un dirigeant	
+ comportement irresponsable	- Comportement irresponsable

- Le Travail, - L'Ubushingantahe et la - la Démocratie Expliquez le pourquoi de telle valeur et non de telle autre.	-parce que la fénéantise et la paresse avaient gagné l'esprit des barundi
5. Vers la fin du régime, on a vu réapparaître les tares du régime passé. - Si oui, pourquoi? - Si non, pourquoi sa chute?	-Oui,parce que le régime BAGAZA, vers les dernières années de son régime, a pratiqué le favoritisme.
6. Quel serait donc le rapport entre l'action politique et les valeurs politiques? -Si le lien était étroit, + Comment la J.R.R.était-elle transformée en U.J.R.B.? + Comment peut-on expliquer le conflit Eglise-Etat?	
-S'il y aurait divergence, + Quelle serait sa côte à l'extérieur? + Peut-on dire que l'avénement de la IIe République était opportun? Expliquez	- Il a eu divergence - Sa côte : assez bon -Oui l'avénement de la IIIe République était opportun. - La dictature s'était installée, il fallait la IIIe République pour corriger cette grave erreur.
- Si non, pourquoi sa chute?	
C. <u>IIIe République</u>	
1.Dès sa proclamation, le"dialogue et la concertation"furent institués comme mode de gouvernement. Ce principe sacrosaint fut-il mis en pratique?	- Oui
2.Si cela est vrai, pourquoi y a-t-il eu des tentatives de putsch et des zones déclarées en rebellion?	-L'emprisonnement de certains dignitaires du régime BAGAZA fut interprété par certains comme un réglement de compte, ce qu occasionnait des tentatives de putsch. Et quand aux zones en rebellion,les irréductibles HUTU ne voulaient pas entendre un régime politique à la tête duquel se trouvait un TUTSI

-Si c'est ce 1er cas, pourquoi y a-t-il eu l'avénement du régime républicain? -Si c'est ce 2e cas, l'avénement du du régime républicain était-il la seule voie de solution? + Si oui pourquoi? + Si non, pourquoi?	- Oui, parce que le Burundi était au bord de la ruine.
II. Le régime républicain A. Ière République	
1. Dans quelles circonstances est-elle apparue?	- Elle apparue dans des moments durs du pays:vide politique crée par l'exil du Mwami et le problème ethnique
2. Cette révolution était-elle nécessaire?	- Oui, elle était nécessaire pour remédier à la carence de l'autorité.
3. A son avénement que promettait-elle?	- La paix et le pain
4. Partant des situations malheureuses qui l'ont caractérisées(ethnisme, régionalisme...) peut-on dire qu' elle a tenu à sa promesse? - Si oui, comment est-on arrivé là et comment expliquer le Putsch du Ier Novembre 1976? - Si non, peut-on parler de crise de valeurs ou s'agit-il d'un autre phénomène politique? (Soyez précis pour ce dernier cas)	- Non - Il s'agit d'une crise des valeurs
B. IIe République	
1. A son avènement comment l'a-t-on saluée?	- On l'a saluée comme un sauveur
2. Dès sa proclamation, quel serait l'état des valeurs à ce moment (étaient-elles en crise ou pas)?	- Elles étaient en crise.
3. Si ces valeurs étaient en crise, qu'envisageait-elle de faire pour redresser la nation. - repenser les valeurs - réactualiser les valeurs - ou les deux à la fois.	- réactualiser les valeurs
4. Parmi les valeurs ci-après, laquelle a-t-elle été la plus privilégiée par la politique? - l'Unité nationale, - la Justice sociale,	- Le Travail

3. Si cela est faux, comment peut-on qualifier ce régime?	Non, ce n'est pas faux, ce principe fut mis en pratique
4. Après les événements sanglants de NTEGA-MARANGARA, on a vu instaurer le gouvernement d'unité et la question d'unité des Barundi dut s'amorcer.	
- Peut-on dire que ce gouvernement était opportun?	- Oui, il était opportun
- Si oui, pourquoi a-t-on attendu si longtemps?	- La question d'unité demerait tabou.
- Si non, serait-il l'effet de la peur du jeune régime?	-
5. Vu le processus démocratique amorcé par la suite, que peut-on dire du rapport entre l'action politique et valeurs politiques.	